

SOMMAIRE

Pages

INTRODUCTION	5
I. UNE DEMANDE CROISSANTE DU GOUVERNEMENT À LÉGIFÉRER PAR ORDONNANCES	7
A. MALGRÉ UNE STABILITÉ DE LA PART DES LOIS CONTENANT DES HABILITATIONS, LE RECOURS À L’ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION S’EST ACCRU DEPUIS 2007	7
1. <i>Une hausse constante du nombre d’habilitations à légiférer par ordonnances durant les trois quinquennats</i>	7
a) Une augmentation significative des habilitations à légiférer par ordonnances entre 2007 et 2022.....	7
b) Les demandes d’habilitation à légiférer par ordonnances ne sont pas systématiquement accordées par le Parlement, qui intègre parfois directement dans la loi le dispositif que l’ordonnance devait prévoir	9
2. <i>Des véhicules d’habilitations peu nombreux mais dont le champ s’est élargi</i>	11
a) Depuis 2007, la raréfaction des projets de loi exclusivement dédiés à des demandes d’habilitation se confirme	11
b) Les articles de loi contenant des habilitations sont plus nombreux, bien que le nombre de lois comportant des habilitations reste à un niveau modéré	12
B. LES MODALITÉS D’INTRODUCTION DE L’HABILITATION : DES ÉQUILIBRES QUI SE MAINTIENNENT	16
1. <i>La part des habilitations introduites par amendement s’est réduite depuis 2007, mais elle demeure à un niveau significatif</i>	16
2. <i>Depuis 2007, la répartition des dépôts des articles d’habilitations entre les deux assemblées est similaire à celle observée au cours des décennies précédentes</i>	17
C. DES DÉLAIS D’HABILITATION DIVERS MAIS ENCADRÉS PAR LE PARLEMENT	20
1. <i>Des délais d’habilitations hétérogènes, mais dont la moyenne est stable depuis 2007</i>	20
a) Au cours de la période, les délais d’habilitation octroyés par le Parlement, bien que très hétérogènes, sont relativement stables	20
b) En 2020 et 2021, la crise sanitaire a induit un net raccourcissement des délais d’habilitation.....	23
2. <i>Bien que les délais d’habilitation fassent l’objet d’une attention parlementaire de plus en plus soutenue, le Parlement use in fine peu de sa faculté d’intervention pour les modifier</i> .	24
3. <i>Si la pratique du renouvellement des habilitations semble stable sur la période étudiée, la crise sanitaire a marqué un recours soutenu et inédit à la prolongation des délais d’habilitation</i>	27
D. UNE UTILISATION DES HABILITATIONS PAR LE GOUVERNEMENT AU-DELÀ DES ALTERNANCES POLITIQUES	30
II. LA PUBLICATION DES ORDONNANCES : UN PROCEDE LEGISLATIF DESORMAIS PRIVILEGIE	33
A. UNE AUGMENTATION DU NOMBRE D’ORDONNANCES PUBLIÉES, QUI S’ACCOMPAGNE DE FORTES VARIATIONS ANNUELLES	33

1. Depuis 2007, s'observe une hausse parallèle du nombre d'ordonnances publiées et de la part des ordonnances parmi les textes intervenant dans le domaine de la loi	33
2. Une hausse non linéaire, qui masque d'importantes fluctuations annuelles	37
B. UN REcul DES DOMAINES HABITUELS DE PRÉDILECTION DES ORDONNANCES QUI SE CONFIRME, EN FAVEUR D'UNE DIVERSIFICATION DES SUJETS CONCERNÉS	40
1. Les anciens domaines récurrents des ordonnances se sont marginalisés	40
2. Un net élargissement du périmètre des ordonnances.....	41
C. LEGIFERER PAR ORDONNANCES : DE L'HABILITATION À LA PUBLICATION, DES DELAIS HÉTÉROGENES MAIS SUPERIEURS A CEUX DU PROCESSUS LEGISLATIF TRADITIONNEL	44
III. LA RATIFICATION DES ORDONNANCES : UNE CHUTE IMPORTANTE DU TAUX DE RATIFICATION.....	47
A. L'EXIGENCE DE RATIFICATION EXPRESSE DES ORDONNANCES S'EST ACCOMPAGNE D'UNE RAREFACTION DE LA CADUCITE DES ORDONNANCES	47
B. LA PRATIQUE DE LA RATIFICATION S'EST ADAPTÉE AVEC SOUPLESSE À LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE DE 2008.....	49
1. La multiplicité des véhicules de ratification est désormais courante et se traduit par le développement de la ratification par la voie d'amendement, notamment d'initiative parlementaire	49
a) Le découplage des lois de ratification	49
b) Malgré un recul de l'initiative parlementaire, la ratification d'ordonnances par la voie d'un amendement est une pratique répandue.....	51
2. La temporalité et la répartition entre les deux assemblées des dépôts des projets de loi de ratification ont peu varié au cours de la période	53
C. LA RATIFICATION DES ORDONNANCES S'EST RARÉFIÉE AU COURS DE LA PÉRIODE MAIS S'ACCOMPAGNE PLUS FRÉQUEMMENT DE MODIFICATIONS PARLEMENTAIRES	57
1. La période récente a marqué un net infléchissement du taux de ratification des ordonnances	57
a) La ratification des ordonnances est en forte baisse sur les dernières années et est portée par un nombre restreint de textes de loi	57
b) Des délais de ratifications hétérogènes pouvant dépasser 1 000 jours	60
2. La ratification n'est cependant pas systématique et s'accompagne de façon croissante de modifications par le Parlement.....	61
ANNEXE.....	64

INTRODUCTION

Sous l'égide de la **Constitution du 4 octobre 1958**, les ordonnances prises sur le fondement du premier alinéa de son article 38¹ permettent au Gouvernement de prendre des mesures qui relèvent en principe du domaine de la loi, normalement dévolu uniquement au Parlement. Elles sont le successeur des « décrets-lois », usités par les Gouvernements de la III^{ème} et de la IV^{ème} République.

Le recours aux ordonnances repose sur une **procédure spécifique**, qui se divise en **trois temps** :

- le Gouvernement **demande au Parlement**, soit par le dépôt d'un projet de loi d'habilitation, soit par celui d'un amendement à un texte en cours d'examen, **l'autorisation de prendre des mesures, par voie d'ordonnances**, dans des matières relevant du **domaine de la loi**. Un accord du Parlement est nécessaire, qui est assorti de plusieurs garanties : la demande d'habilitation doit être suffisamment précise et être limitée dans le temps. Deux délais encadrent cette procédure :
 - d'une part, le délai pour la **publication des ordonnances**, qui court à compter de la promulgation ou de la publication de la loi d'habilitation ;
 - d'autre part, le délai pour le **dépôt du projet de loi de ratification**, qui court à compter de la publication de l'ordonnance ;
- le Gouvernement **publie la ou les ordonnances** dans le délai adopté par le Parlement ;
- le Gouvernement **dépose le projet de loi de ratification** dans le délai imparti par la loi d'habilitation, sous peine de caducité de la ou des ordonnances. Le Parlement peut adopter ensuite le projet de loi de ratification, parfois en modifiant l'ordonnance, conférant ainsi, de manière rétroactive, valeur législative aux ordonnances publiées².

En 2012, le Sénat a publié une **étude** consacrée aux **ordonnances prises en application de l'article 38 de la Constitution** abordant, d'une part, leur **régime juridique** et, d'autre part, l'évolution du recours à cette **pratique** par le Gouvernement depuis 1984 à travers des éléments statistiques.

Ce travail avait permis de faire le constat **d'une intensification du recours aux ordonnances** depuis les années 1990, qui s'est accentuée à partir de 2003. En effet, entre 2004 et 2012, soit au cours d'une période de neuf ans, **336 ordonnances** ont été publiées par le Gouvernement, ce qui représente une **hausse de 116 % par rapport à la période 1984-2003** (dix-neuf ans), durant laquelle seules 155 ordonnances avaient été publiées.

¹ Le premier alinéa de l'article 38 de la Constitution dispose que « le Gouvernement peut, **pour l'exécution de son programme**, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement **du domaine de la loi** ».

² Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, l'article 38 de la Constitution précise que les ordonnances « **ne peuvent être ratifiées que de manière expresse** », tandis qu'auparavant, la ratification implicite était tolérée par le Conseil constitutionnel.

Il convenait **d’actualiser cette première étude** afin d’apprécier si les tendances alors observées se confirment aujourd’hui. La présente étude a fait l’objet d’une première publication en mars 2021 puis, afin de disposer de chiffres consolidés sur l’ensemble des trois derniers quinquennats, d’une **mise à jour en juin 2022, à l’issue du quinquennat 2017 - 2022.**

La période récente a été marquée par une accentuation sensible de ce **phénomène** : entre le 15 mai 2012 et le 13 mai 2022 (dix ans), 621 ordonnances ont été publiées (+ 85 % par rapport à la période 2004-2012 et + 300 % par rapport à la période 1984-2003).

Désormais, **on compte davantage d’ordonnances publiées que de lois promulguées : légiférer par ordonnances** est donc devenu une **pratique courante**, comme l’a singulièrement démontré la crise sanitaire liée à **la pandémie de covid-19** durant laquelle une centaine d’ordonnances a été publiée par le Gouvernement.

À ce constat quantitatif s’ajoutent **des évolutions de fond notables** :

- d’une part, les ordonnances sont de moins en moins cantonnées à des sujets techniques, tels que la simplification du droit, l’application outre-mer ou encore la transposition du droit européen, anciennement domaines de prédilection de ce véhicule législatif, et concernent désormais des **sujets de nature plus politique**, touchant à des pans entiers du droit ;
- d’autre part, la **ratification** des ordonnances par le Parlement, élément pourtant essentiel de l’équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif qui résulte de la procédure définie à l’article 38 de la Constitution, est une pratique qui se raréfie, en particulier lors des quatre dernières années.

Plus que jamais, le suivi et l’encadrement du recours aux ordonnances de l’article 38 de la Constitution sont donc un enjeu majeur pour le Parlement.

Lors de sa réélection comme Président du Sénat en octobre 2020, **M. Gérard LARCHER** a souhaité que cette question soit au cœur du **groupe de travail consacré à « la modernisation des méthodes de travail du Sénat »**, institué au dernier trimestre 2020 avec, pour rapporteur, Mme Pascale GRUNY. Parmi les propositions adoptées par le groupe de travail le 10 mars 2021, figure le renforcement du suivi des ordonnances de l’article 38 de la Constitution par le Parlement.

Dans la continuité du travail publié en 2012 et des conclusions du groupe de travail susmentionné, la **présente étude** a pour objet de dresser une **analyse quantitative** du recours aux ordonnances de l’article 38 de la Constitution dans la période récente, en s’intéressant à chaque étape de la procédure prévue par la Constitution (habilitation, publication de l’ordonnance, ratification).

Elle couvre une période correspondant aux trois derniers quinquennats présidentiels, allant du **16 mai 2007 au 13 mai 2022**. Par ailleurs, depuis avril 2021, **une synthèse actualisant les principaux éléments chiffrés** de cette étude est publiée chaque trimestre sur le site du Sénat³, sur lequel est également accessible un **« baromètre des ordonnances »**, mis à jour hebdomadairement.

³ http://www.senat.fr/contrôle/le_suivi_des_ordonnances_au_senat.html

I. UNE DEMANDE CROISSANTE DU GOUVERNEMENT À LÉGIFÉRER PAR ORDONNANCES

A. MALGRÉ UNE STABILITÉ DE LA PART DES LOIS CONTENANT DES HABILITATIONS, LE RECOURS À L'ARTICLE 38 DE LA CONSTITUTION S'EST ACCRU DEPUIS 2007

1. Une hausse constante du nombre d'habilitations à légiférer par ordonnances durant les trois quinquennats

a) Une augmentation significative des habilitations à légiférer par ordonnances entre 2007 et 2022

Le recours à l'article 38 de la Constitution est une pratique désormais courante. Entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022, **909** habilitations à légiférer par ordonnances ont été accordées au Gouvernement par le Parlement, soit une moyenne annuelle de 60,6. La tendance durant ces quinze ans se caractérise en outre par une nette intensification.

Habilitations à légiférer par ordonnances accordées par le Parlement

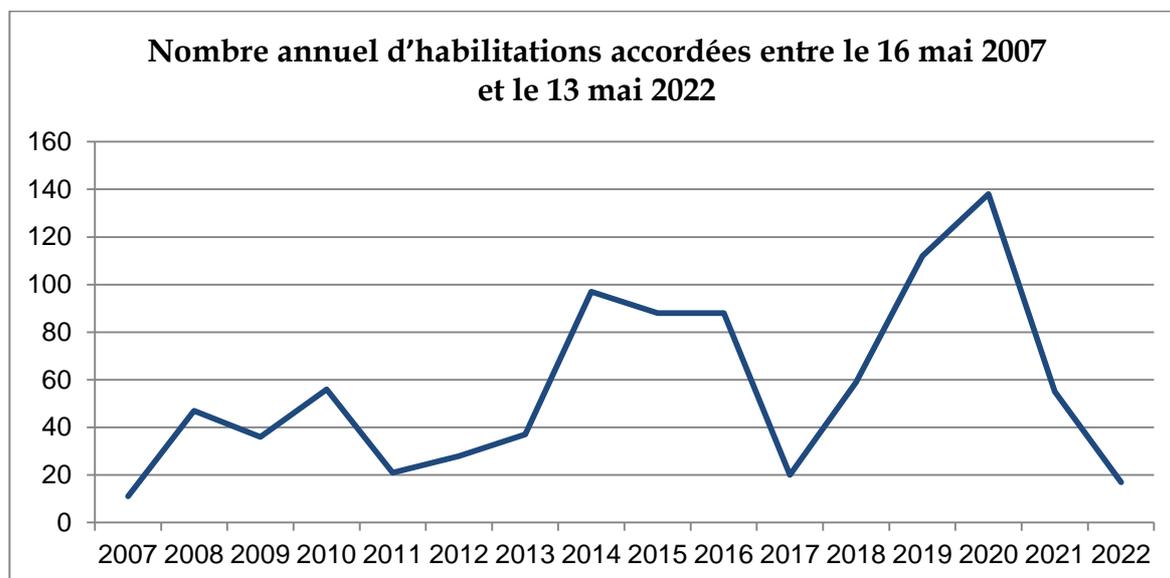
Quinquennat	Nombre total d'habilitations accordées	Moyenne annuelle
2007-2012	180	36
2012-2017	337	67,4
2017-2022	392 <i>dont 94 liées à la crise sanitaire</i>	78,4
Total sur la période mai 2007 - mai 2022	909	60,6

Plus précisément, une forte accélération s'observe à partir du quinquennat 2012-2017, en comparaison avec le quinquennat 2007-2012 qui

s’inscrivait, en matière de recours aux ordonnances, dans la continuité de la pratique du quinquennat 2002-2007⁴. **Passant de 180 à 337, le nombre total d’habilitations à légiférer par ordonnances octroyées par le Parlement au cours d’un mandat a crû de 87,2 % entre les quinquennats 2007-2012 et 2012-2017.**

La pratique soutenue de recours aux demandes d’habilitations de la part du Gouvernement a continué à croître lors du quinquennat 2017-2022, bien que la hausse soit moins exponentielle. Aussi bien la moyenne annuelle (78,4 habilitations accordées par an) que le nombre d’habilitations données (392) dépassent largement les chiffres atteints lors du quinquennat précédent, la hausse s’élevant à 16,3 % entre les deux quinquennats. Par rapport au quinquennat 2007-2012, la hausse du nombre d’habilitations accordées atteint 118 %, soit plus d’un doublement.

Le nombre d’habilitations données au cours du quinquennat 2017-2022 a connu **une augmentation conséquente lors de la crise sanitaire** liée à la pandémie de covid-19. En effet, **94 habilitations en lien avec la pandémie de covid-19 ont été octroyées en 2020 et 2021**, soit presque un quart du total des habilitations du quinquennat.



Ce chiffre élevé s’explique en grande partie par le vote de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19. Cette loi comporte le plus grand nombre d’habilitations à légiférer par ordonnances lors de la période 2007-2022, avec un total de **64**. Le quinquennat 2017-2022 se démarque également avec **3 lois parmi les 5 lois ayant comporté le plus grand nombre d’habilitations** entre 2007 et 2022, certaines de ces habilitations n’ayant par ailleurs pas fait l’objet, *in fine*, de la publication d’une ordonnance.

⁴ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l’article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 21.

Tableau recensant les 5 lois ayant comporté le plus grand nombre d’habilitations à légiférer par ordonnances entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022

Loi	Quinquennat	Nombre d’habilitations	Nombre d’ordonnances publiées
Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d’urgence pour faire face à l’épidémie de covid-19	2017-2022	64	64
Loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé	2012-2017	43	39
Loi n° 2008-776 du 04 août 2008 de modernisation de l’économie	2007-2012	30	30
Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d’orientation des mobilités	2017-2022	30	29
Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets	2017-2022	28	5 ⁵

b) Les demandes d’habilitation à légiférer par ordonnances ne sont pas systématiquement accordées par le Parlement, qui intègre parfois directement dans la loi le dispositif que l’ordonnance devait prévoir

L’augmentation marquée des habilitations à légiférer par ordonnances ne signifie pas pour autant que le Parlement répond favorablement à l’ensemble des demandes de la part du Gouvernement. Ainsi, **non seulement les refus d’accorder des habilitations à légiférer par ordonnances sont relativement fréquents, mais ils s’accompagnent généralement de la rédaction, directement dans la loi, du dispositif que l’ordonnance avait pour objet de mettre en place.**

Entre les mois d’avril 2019 et mai 2022, soit une période de trois ans, 90 habilitations à légiférer par ordonnances ont été refusées⁶ par le Parlement au cours

⁵ Ce chiffre peu élevé par rapport au nombre d’habilitations s’explique par la précision de l’article 81 de la loi n° 2021-1104, comportant de nombreuses habilitations relatives à la réforme du code minier, laquelle a été finalement faite par le biais de 4 ordonnances.

de la navette, dont 35 pour la seule loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cela représente, au cours de ces trois ans, une proportion de 18,7 % des habilitations sollicitées par le Gouvernement rejetées lors de l'examen parlementaire. Parmi ces suppressions d'habilitations à légiférer par ordonnances, 59, soit 65,6 %, ont été assorties de l'inscription directe dans la loi des mesures qui devaient être prises par ordonnance.

Sur la période de trois ans précitée, **le Sénat fut davantage enclin à refuser d'habiliter le Gouvernement à légiférer par ordonnances** que l'Assemblée nationale. En effet, la répartition des 90 refus laisse apparaître un déséquilibre en faveur du Sénat, celui-ci ayant été à l'initiative de 62,2 % des rejets effectivement maintenus au cours de la navette parlementaire, l'Assemblée nationale ayant voté en premier lieu 36,7 % des suppressions d'habilitation⁷. La part relativement élevée de l'Assemblée nationale s'explique en grande partie par **le vote d'amendements du Gouvernement inscrivant directement dans la loi le dispositif que ce dernier demandait initialement à rédiger par la voie d'une ordonnance**. Ces amendements gouvernementaux ont représenté 45,5 % des habilitations supprimées par l'Assemblée nationale au cours des trois années étudiées. À l'inverse, un seul des amendements votés au Sénat revenant sur une habilitation à légiférer par ordonnances a été présenté par le Gouvernement.

À titre d'illustration, la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités a fait l'objet de plusieurs refus, aussi bien de la part du Sénat que de l'Assemblée nationale, d'octroyer au Gouvernement des habilitations à légiférer par ordonnances. Le Sénat a ainsi supprimé le paragraphe II initial de l'article 71 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 précitée, qui autorisait le Gouvernement à prendre par ordonnance des mesures pour mettre en place un mécanisme de soutien aux installations de production de biogaz non injecté dans les réseaux de gaz naturel et dont les caractéristiques permettraient son injection potentielle. « *Plutôt que d'habiliter le Gouvernement à légiférer par ordonnance* »⁸, le Sénat a intégré directement dans la loi les grands principes du mécanisme de soutien aux installations de production de biogaz non injecté dans les réseaux. L'Assemblée nationale a procédé de la même façon, en votant un amendement du Gouvernement modifiant l'article 134 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 précitée. Le Gouvernement a reconnu lui-même que « *l'habilitation à légiférer par ordonnance [pouvait être remplacée] par [d]es dispositions législatives à même de remplir les objectifs souhaités dans l'habilitation et notamment la*

⁶ Ont été comptabilisées comme des habilitations refusées les articles contenant des habilitations ayant été supprimés ou ayant fait l'objet d'une nouvelle rédaction n'incluant pas d'habilitation au cours de l'examen parlementaire. Les nouvelles rédactions comptabilisées comme des refus d'habiliter le Gouvernement à légiférer par ordonnances incluent en outre les inscriptions directement dans la loi du dispositif de l'ordonnance dont l'habilitation a été supprimée. Ce décompte a été réalisé également au niveau des paragraphes supprimés ou nouvellement rédigés et des subdivisions supprimées (1°, a, ...) au sein d'un article d'habilitation.

⁷ Le total ne fait pas 100 % car une habilitation a été supprimée lors d'une commission mixte paritaire.

⁸ Amendement n° COM-633 au projet de loi n° 157 rect. d'orientation des mobilités, adopté par le Sénat le 4 mars 2019 en première lecture (http://www.senat.fr/amendements/commissions/2018-2019/157/Amdt_COM-633.html).

transformation de l'établissement public Société du canal Seine-Nord Europe (SCSNE) en établissement public local »⁹.

Les raisons invoquées par les parlementaires pour supprimer des habilitations à légiférer par ordonnances peuvent être regroupées autour de cinq arguments principaux :

- l'habilitation peut être refusée afin d'**inscrire directement dans le texte de la loi le dispositif de l'ordonnance** (cf. *supra*) ;
- le Parlement ne souhaite pas « *signer un chèque en blanc* » sur des sujets considérés comme « *important[s]* »¹⁰ ;
- l'habilitation est considérée par le Parlement comme étant « *trop large* »¹¹ par rapport aux objectifs fixés ;
- compte tenu de l'importance du sujet, **un « débat »¹² parlementaire est nécessaire**, ce que ne permet pas, ou moins, la législation par ordonnances ;
- enfin, l'habilitation peut avoir été supprimée par simple **désaccord avec l'objectif vers lequel elle tend**¹³.

2. Des véhicules d'habilitations peu nombreux mais dont le champ s'est élargi

a) Depuis 2007, la raréfaction des projets de loi exclusivement dédiés à des demandes d'habilitation se confirme

Entre 1984 et 2001, toutes les habilitations accordées par le Parlement ont eu pour origine une loi ayant pour objet exclusif d'autoriser le Gouvernement à légiférer par ordonnances, hormis une exception concernant la loi n° 85-892 du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie¹⁴.

⁹ Amendement n° 2758 au projet de loi n° 1974 d'orientation des mobilités, adopté par l'Assemblée nationale le 14 juin 2019 en première lecture (<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/1974/AN/2758>).

¹⁰ Amendement n° COM-383 au projet de loi n° 323 pour une école de la confiance, adopté par le Sénat le 19 avril 2019 en première lecture (http://www.senat.fr/amendements/commissions/2018-2019/323/Amdt_COM-383.html).

¹¹ Amendement n° COM-121 au projet de loi n° 414 relatif à la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, adopté par le Sénat le 04 mai 2020 en première lecture (http://www.senat.fr/amendements/commissions/2019-2020/414/Amdt_COM-121.html).

¹² Amendement n° COM-479 au projet de loi n° 660 relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, adopté par le Sénat le 13 septembre 2019 en première lecture (http://www.senat.fr/amendements/commissions/2018-2019/660/Amdt_COM-479.html).

¹³ Amendement n° 590 rect. au projet de loi n° 369 d'orientation des mobilités, adopté par le Sénat le 19 mars 2019 en première lecture (http://www.senat.fr/amendements/2018-2019/369/Amdt_590.html).

¹⁴ Étude réalisée par la direction de la séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf Page 21.

Néanmoins, depuis 2001, une raréfaction des projets de loi exclusivement d'habilitation est constatée : l'essentiel des habilitations accordées par le Parlement résulte désormais de lois ayant un objet plus large. Cette évolution a été confirmée lors des trois derniers quinquennats.

Au cours du quinquennat 2007-2012, parmi les 180 habilitations accordées par le Parlement, aucune n'a résulté d'un projet de loi ayant pour seul objet d'habiliter le Gouvernement à légiférer par ordonnances.

Lors du quinquennat 2012-2017, en revanche, le recours à des projets de loi exclusivement d'habilitation a été plus fréquent : parmi les 59 lois promulguées comportant des mesures d'habilitation, 5 d'entre elles étaient exclusivement des lois d'habilitation (soit environ 8 % du total). L'engagement d'une démarche de simplification du droit semble constituer le principal facteur explicatif de cette hausse (3 de ces 5 lois étaient des lois de simplification). À titre d'illustration, la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises a comporté près de **30 habilitations à légiférer par ordonnances**.

Le quinquennat 2017-2022 marque un retour à la tendance précédemment observée d'une raréfaction des projets de loi exclusivement d'habilitation : entre le 14 mai 2017 et le 13 mai 2022, 54 lois comportant des mesures d'habilitations ont été promulguées, dont seulement **3 lois exclusivement d'habilitation** (soit une proportion d'environ 5,6 %). Il s'agit de :

- la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (8 habilitations à légiférer par ordonnances) ;
- la loi n° 2019-30 du 19 janvier 2019 habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, adoptée lors de la crise sanitaire liée à la covid-19 (7 habilitations) ;
- la loi n° 2021-194 du 23 février 2021 habilitant le Gouvernement à prendre les mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage (1 habilitation).

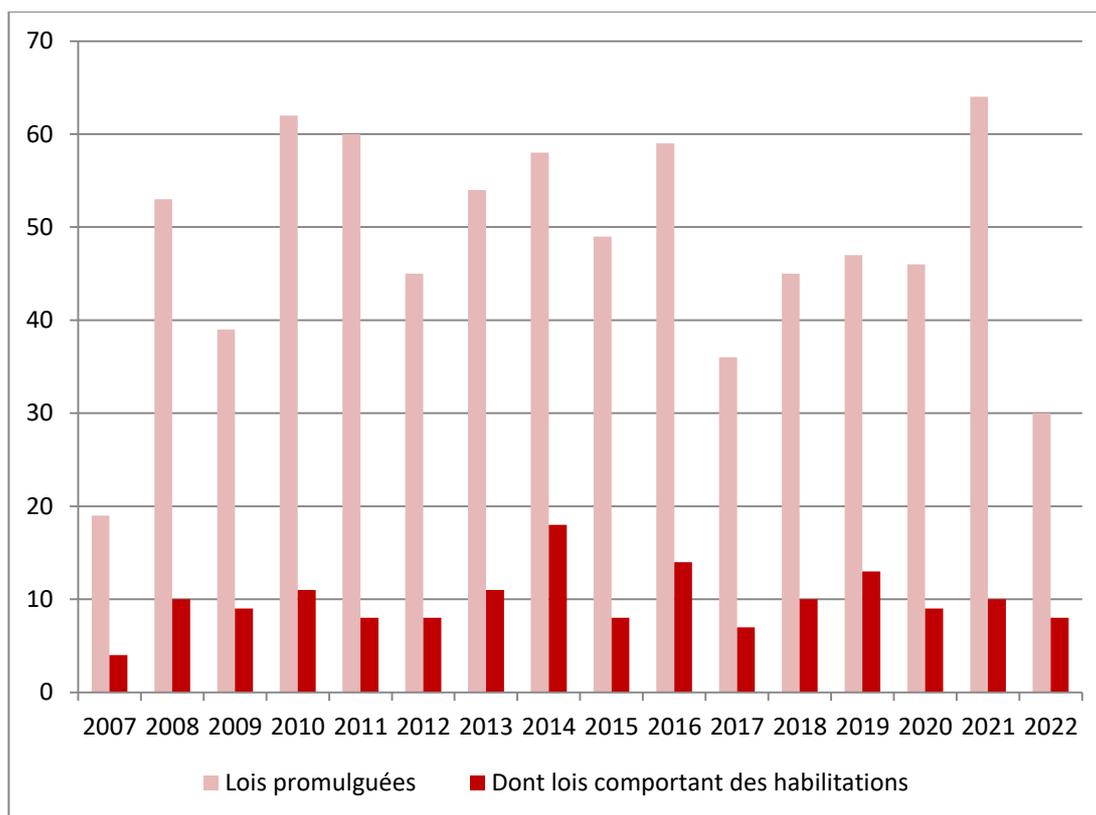
b) Les articles de loi contenant des habilitations sont plus nombreux, bien que le nombre de lois comportant des habilitations reste à un niveau modéré

Au cours de la période 1984-2000, seules **14 lois comportant des mesures d'habilitations ont été promulguées**¹⁵ (soit, en moyenne, moins d'une loi par an). À compter de 2001, s'observe une **nette hausse** du nombre annuel de lois d'habilitation promulguées en comparaison de la période précédente : entre 2001 et mai 2022, 209 lois comportant des habilitations ont été promulguées, soit une moyenne de **10 lois par an**.

¹⁵ Étude réalisée par la direction de la séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf Page 21.

Entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022, le nombre annuel de lois comprenant des habilitations à légiférer par ordonnances a varié entre 7 (en 2017) et 18 (en 2014), pour un total de **158 textes promulgués contenant des habilitations**. En moyenne, au cours de la période étudiée, 51 lois ont été promulguées chaque année, parmi lesquelles 10,5 comportaient des habilitations.

Évolution annuelle du nombre total de lois promulguées et de lois promulguées comportant des habilitations entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022



Au total, la part des lois comportant des mesures d’habilitation dans le total des lois promulguées a faiblement augmenté par rapport à la période 2001-2006 : entre 2007 et 2022, **20,6 % des lois promulguées ont comporté des habilitations**, contre 15 % entre 2001 et 2006.

La proportion annuelle de lois comportant des mesures d’habilitations demeure ainsi à un niveau modéré (les lois comportant des habilitations constituent un cinquième des lois promulguées chaque année).

Le tableau ci-après présente la part des lois comportant des habilitations dans l’ensemble des lois promulguées chaque année entre mai 2007 et mai 2022.

Année	Lois promulguées ¹⁶	Lois promulguées comportant des mesures d'habilitation	Part des lois comportant des habilitations dans l'ensemble des lois promulguées
2007 ¹⁷	19	4	21,1 %
2008	53	10	18,9 %
2009	39	9	23,1 %
2010	62	11	17,7 %
2011	60	8	13,3 %
2012	45	8	17,8 %
2013	54	11	20,4 %
2014	58	18	31 %
2015	49	8	16,3 %
2016	59	14	23,7 %
2017	36	7	19,4 %
2018	45	10	22,2 %
2019	47	13	27,7 %
2020	46	9	19,6 %
2021	64	10	15,6 %
2022 ¹⁸	30	8	26,7 %
Total sur la période mai 2007 - mai 2022	766	158	20,6 %

Au cours de la période étudiée, la part des lois comportant des habilitations dans le total des lois se caractérise par d'importantes variations annuelles. À ce titre, l'année 2014 a marqué un record, avec 31 % de lois promulguées comportant des habilitations à légiférer par ordonnances, tandis que l'année 2021 détient la plus faible part de ces lois (15,6%). En dépit de ces valeurs extrêmes, on constate une réelle stabilité de la part des lois comportant des mesures d'habilitations d'un quinquennat présidentiel à l'autre : **17,6 %** au cours du quinquennat 2007-2012 et **21,8 %** pour le quinquennat 2017-2022, une part quasi-identique à celle du quinquennat 2012-2017 (**22,4 %**).

Si la part des lois comportant des habilitations est demeurée stable depuis 2007, **le nombre d'articles d'habilitation par loi comportant des habilitations**, en revanche, a connu une forte inflation au fil des trois derniers quinquennats.

Au cours du quinquennat 2007-2012, en moyenne, une loi comportant des habilitations comprenait **2,37 articles d'habilitation** (on dénombre sur la totalité du mandat **107 articles d'habilitation correspondant à 45 textes**).

¹⁶ Hors conventions internationales.

¹⁷ À partir du 16 mai.

¹⁸ Jusqu'au 13 mai.

Lors du quinquennat 2012-2017, cette moyenne s'est élevée à **3,66 articles d'habilitation par texte (soit 216 articles correspondant à 59 textes)**, soit une hausse de 54,4 % par rapport au quinquennat précédent.

Cette tendance s'est confirmée au cours du quinquennat 2017-2022 : avec 224 articles d'habilitation pour 54 textes, chaque loi d'habilitation a comporté en moyenne **4,15 articles d'habilitation (ce qui représente une hausse de 75,1 % par rapport au quinquennat 2007-2012 et de 13,4 % par rapport au quinquennat 2012-2017)**.

Les projets de loi d'habilitation sont donc moins nombreux, mais ils comportent un nombre croissant d'articles comprenant des habilitations.

B. LES MODALITÉS D'INTRODUCTION DE L'HABILITATION : DES ÉQUILIBRES QUI SE MAINTIENNENT

1. La part des habilitations introduites par amendement s'est réduite depuis 2007, mais elle demeure à un niveau significatif

Avant 2007, les mesures d'habilitations figurant dans les lois promulguées figuraient généralement dans le projet de loi initialement déposé par le Gouvernement. À titre d'illustration, pour les années 2002 et 2003, l'ensemble des mesures d'habilitations figurait dans le projet de loi initial, hormis trois exceptions¹⁹.

Toutefois, au cours de la période 2007-2022, **plus d'un quart des mesures d'habilitation à légiférer par ordonnances ont été introduites par voie d'amendement (28,7 %)**. Ce chiffre témoigne de l'usage que fait désormais le Gouvernement du droit, consacré par la jurisprudence du Conseil constitutionnel²⁰, de demander au Parlement le droit de légiférer par ordonnances en application de l'article 38 de la Constitution, y compris par voie d'amendement à un texte en cours d'examen par le Parlement.

Bien qu'elle se maintienne à un niveau significatif, la part des habilitations introduites par voie d'amendement a régressé au fil des trois derniers quinquennats.

Au cours du quinquennat 2007-2012, **87 des 180** habilitations consenties par le Parlement ont été introduites par voie d'amendement au cours de la navette parlementaire, soit près de la moitié d'entre elles (**48 %**). La loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures détient à ce titre un record, puisque l'ensemble des 16 habilitations prévues par ce texte a été introduit au cours de la navette.

Lors du quinquennat 2012-2017, **102 habilitations sur 337** ont été introduites par voie d'amendement, ce qui représente une proportion de l'ordre de **30 %**, **nettement inférieure à celle constatée lors du quinquennat précédent**. La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République se distingue, avec **16 habilitations sur 17 introduites par voie d'amendement**.

La proportion d'habilitations introduites par voie d'amendement lors du quinquennat 2017-2022 est nettement inférieure à celle constatée à l'échelle de l'ensemble de la période étudiée : **72 habilitations sur 392** ont été introduites par amendement, soit moins du cinquième d'entre elles (**18,4 %**). Malgré ce recul au regard des deux précédents quinquennats, certaines lois se sont malgré tout caractérisées par une proportion élevée d'habilitations introduites par voie d'amendement : c'est

¹⁹ Étude réalisée par la direction de la séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf Page 26.

²⁰ Décision n° 2006-534 DC du 16 mars 2006 sur la loi pour le retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux.

notamment le cas de **la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises**, pour laquelle la moitié des **24 habilitations** prévues a résulté d'un amendement gouvernemental.

Il convient d'indiquer qu'à l'exception des rétablissements de mesures d'habilitations lors des commissions mixtes paritaires²¹, l'ensemble des amendements ayant introduit des mesures d'habilitation depuis 2007 était d'**origine gouvernementale**. Sur ce point, la **jurisprudence du Conseil constitutionnel** selon laquelle « *seul le Gouvernement [peut] demander au Parlement l'autorisation de prendre [des] ordonnances* »²² est donc **strictement respectée**. Au Sénat, les amendements d'initiative parlementaire ayant pour objet de créer ou de rétablir une habilitation ou d'en étendre le champ ont été à plusieurs reprises déclarés irrecevables. Ce fut par exemple le cas de 12 amendements déposés dans le cadre de l'examen en 2018 par le Sénat du **projet de loi relatif aux relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire**, qui furent déclarés irrecevables à la suite de l'adoption d'une motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité²³. Le Règlement du Sénat a été modifié en 2021 pour préciser, à son article 44 bis, que « *les amendements présentés par les sénateurs ne sont pas recevables s'ils tendent à autoriser le Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures qui sont normalement du domaine de la loi, à rétablir ou à étendre une telle autorisation.* »

2. Depuis 2007, la répartition des dépôts des articles d'habilitations entre les deux assemblées est similaire à celle observée au cours des décennies précédentes

Sur la période allant de mai 2007 à mai 2022, un peu plus des **deux tiers des projets de loi contenant des mesures d'habilitation à légiférer par ordonnances ont été déposés et discutés en premier lieu à l'Assemblée nationale**. Malgré quelques variations annuelles, en particulier lors du quinquennat 2007-2012 pendant lequel davantage de textes contenant des habilitations ont été déposés au Sénat, **la répartition du dépôt des projets de loi contenant des habilitations est stable depuis 1984**²⁴.

La proportion des adoptions d'amendements habilitant le Gouvernement à légiférer par la voie d'ordonnances est plus proche de l'équilibre, avec **60,2 % des**

²¹ À l'exception des commissions mixtes paritaires, si le rétablissement d'une mesure d'habilitation précédemment supprimée lors de la navette parlementaire a lieu à l'initiative d'un député ou d'un sénateur, même s'il s'agit du rapporteur, le Conseil constitutionnel déclare ce rétablissement non conforme à la Constitution. Cf. décision du Conseil constitutionnel n° 2021-828 DC du 9 novembre 2021, Loi portant diverses dispositions de vigilance sanitaire.

²² Décision n° 2004-510 DC du 20 janvier 2005.

²³ Motion n° 786 rect. (Exception d'irrecevabilité) au projet de loi relatif aux relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire n° 525 (2017-2018), adopté par le Sénat le 27 juin 2018 http://www.senat.fr/amendements/2017-2018/571/Amdt_786.html

²⁴ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 28.

amendements adoptés à l'Assemblée nationale, 37,5 % au Sénat et 2,3 % lors de la réunion d'une commission mixte paritaire²⁵.

Ces moyennes masquent néanmoins de fortes disparités selon les quinquennats. Si, lors des quinquennats 2007-2012 et 2017-2022, le Sénat a voté un nombre relativement important d'amendements d'habilitation (respectivement 55,2 % et 37,8 %) ou a été la chambre de dépôt d'une proportion élevée des habilitations présentes dans les projets de lois initiaux (respectivement 37,6 % et 40 %), le quinquennat 2012-2017 se démarque par une forte asymétrie entre les deux assemblées. En effet, 15,7 % des mesures d'habilitations présentes dans les projets de lois initiaux ont été déposées au Sénat et 29,4 % des amendements contenant une mesure d'habilitation y ont été votés.

En revanche, aussi bien au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, la répartition des amendements habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnance adoptés en commission ou lors de la séance publique varie peu, **la séance étant privilégiée à hauteur d'environ 70 %.**

Répartition entre l'Assemblée nationale et le Sénat des dépôts des véhicules législatifs contenant des habilitations à légiférer par ordonnances

Première assemblée saisie	Dépôt initial des lois contenant des habilitations, promulguées au cours du mandat ²⁶		Habilitations présentes dans les projets de loi initiaux		Habilitations résultant d'un amendement		
	Assemblée nationale	Sénat	Assemblée nationale	Sénat	Assemblée nationale	Sénat	Conclusions CMP
Quinquennat 2007-2012	29	16	58	35	39 <i>dont 30 (76,9 %) en séance et 9 en commission</i>	48 <i>dont 35 (72,9 %) en séance et 13 en commission</i>	0
	64,4 %	35,6 %	62,4 %	37,6 %	44,8 %	55,2 %	0 %
	Total: 45		Total: 93		Total: 87		

²⁵ Il s'agit de rétablissement d'articles contenant des habilitations, qui avaient été supprimés au cours de la navette parlementaire ou d'une écriture plus fine de la mesure d'habilitation.

²⁶ Y compris les lois dans lesquelles des habilitations ont été introduites par la voie d'un amendement.

	Dépôt initial des lois contenant des habilitations, promulguées au cours du mandat ²⁶		Habilitations présentes dans les projets de loi initiaux		Habilitations résultant d'un amendement		
Quinquennat 2012-2017	43	16	198	37	71 <i>dont 46 (64,8 %) en séance et 25 en commission</i>	30 <i>dont 24 (80 %) en séance et 6 en commission</i>	1
	72,89 %	27,11 %	84,3 %	15,7 %	69,6 %	29,4 %	1 %
	Total: 59		Total: 235		Total: 102		
Quinquennat 2017-2022	40	14	192	128	47 <i>dont 27 (57,4 %) en séance et 20 en commission</i>	20 <i>dont 16 (80 %) en séance et 4 en commission</i>	5
	74,1 %	25,9 %	60 %	40 %	65,3 %	27,8 %	6,9 %
	Total: 54		Total: 320		Total: 72		
Total sur la période mai 2007 – mai 2022	112	46	448	200	157	98	6
	70,9 %	29,1 %	69,1 %	30,9 %	60,2 %	37,5 %	2,3 %

C. DES DÉLAIS D'HABILITATION DIVERS MAIS ENCADRÉS PAR LE PARLEMENT

1. Des délais d'habilitations hétérogènes, mais dont la moyenne est stable depuis 2007

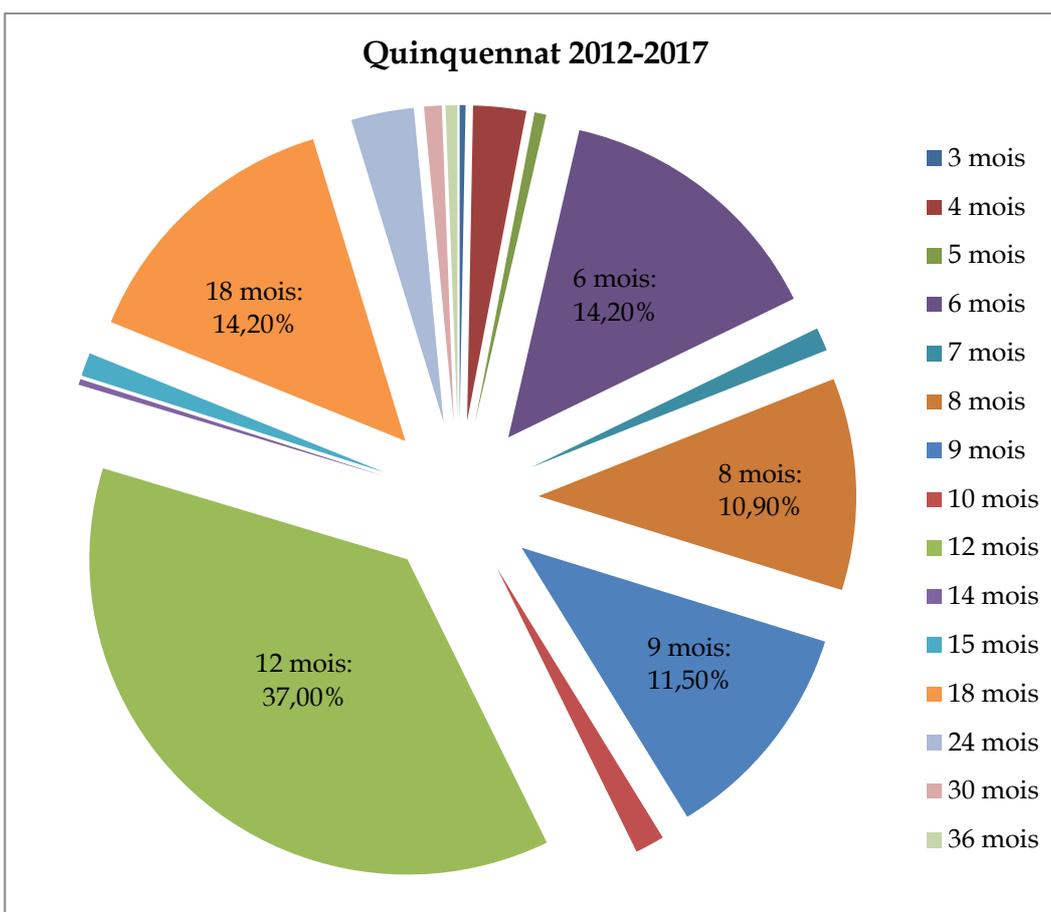
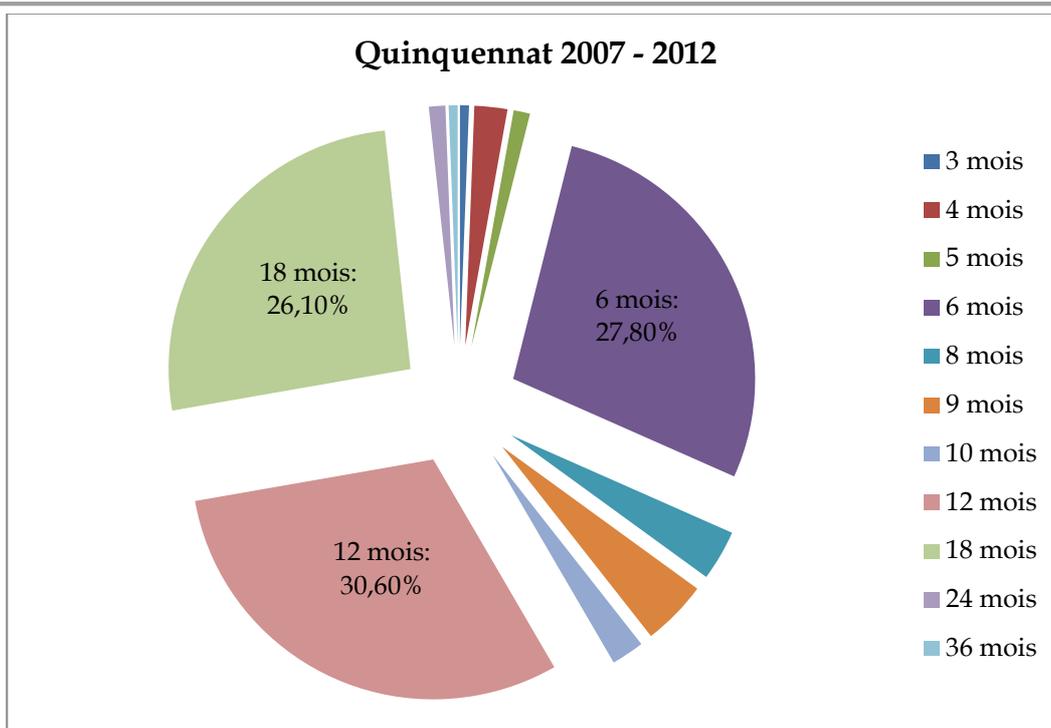
a) Au cours de la période, les délais d'habilitation octroyés par le Parlement, bien que très hétérogènes, sont relativement stables

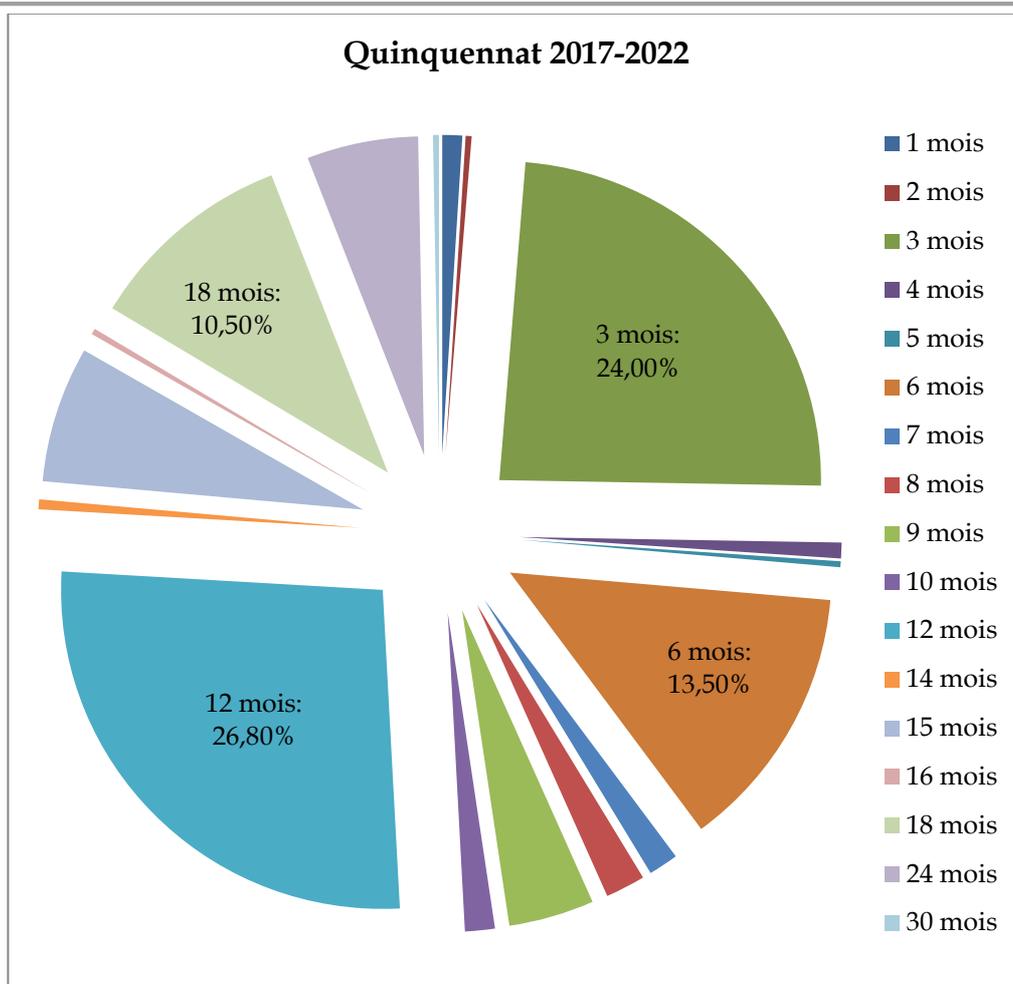
Au cours de la période étudiée, le délai d'habilitation consenti par le Parlement pour la publication des ordonnances se situe en moyenne autour de **onze mois** : ces délais sont sensiblement supérieurs à ceux qui étaient constatés au cours de la période 1984-2001, durant laquelle ils n'ont jamais, hormis une exception²⁷, été supérieurs à neuf mois.

Toutefois, si les **délais d'habilitation** accordés par le Parlement ont été particulièrement stables entre les quinquennats 2007-2012 et 2012-2017 (**onze mois et vingt-cinq jours** au cours des deux quinquennats en moyenne), cette moyenne a diminué lors du quinquennat 2017-2022, au cours duquel le délai d'habilitation moyen s'est élevé à **dix mois**. Ce raccourcissement des délais d'habilitation accordés au Gouvernement est à attribuer au contexte d'urgence sanitaire survenu en 2020 (*cf. infra*). Si l'on excepte les lois dédiées à la gestion de la crise sanitaire, le délai d'habilitation moyen constaté au cours du quinquennat 2017-2022 est en légère augmentation par rapport aux deux précédents quinquennats (il s'établit à **douze mois et dix jours**).

Les diagrammes ci-après présentent la part de chaque délai d'habilitation dans le total des délais consentis par le Parlement, au cours des trois derniers quinquennats.

²⁷ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf.





Au cours de la période 2007-2022, le délai d'habilitation pour légiférer par voie d'ordonnances le plus fréquemment rencontré (31,4 %) est de douze mois, que ce soit en considérant la moyenne sur toute la période ou en prenant en compte chacun des trois quinquennats étudiés (31 % pour le quinquennat 2007-2012, 37 % pour le quinquennat 2012-2017 et 26,8 % pour le quinquennat 2017-2022).

Au cours de chaque quinquennat, les délais ont oscillé :

- pour le quinquennat 2007-2012, entre 3 mois et 36 mois ;
- pour le quinquennat 2012-2017, entre 3 mois et 36 mois ;
- pour le quinquennat 2017-2022, entre 1 mois et 30 mois.

Parmi les trois quinquennats, le délai d'habilitation le plus court (1 mois) a été octroyé au cours du quinquennat 2017-2022 : il a été accordé à quatre reprises pour des habilitations résultant de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, pour des habilitations concernant la **prorogation du mandat des conseillers consulaires** (article 21), le **report du second tour des élections municipales** (articles 19 et 20) et la **prorogation de la durée de validité des titres de séjour** (article 2).

Le délai d'habilitation le plus élevé, qui s'établit à 36 mois, a été consenti un fois au cours du quinquennat 2007-2012 et deux fois au cours du

quinquennat 2012-2017. **Ces délais élevés semblent au final peu appropriés à la procédure des ordonnances, puisque ces habilitations longues sont peu utilisées.** Pour le quinquennat 2007-2012, le délai de 36 mois résultait de l'article 51 de la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allégement des démarches administratives concernant la simplification du bulletin de paie. Toutefois, cette loi ayant été promulguée deux mois avant la fin de ce quinquennat, le Gouvernement n'a jamais publié l'ordonnance concernée. De même, lors du quinquennat 2012-2017, seules l'une des deux habilitations octroyées pour un délai de 36 mois a été utilisée : l'habilitation de 36 mois résultant du 1° du I de l'article 96 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, qui expirait lors du quinquennat suivant, n'a donné lieu à la publication d'aucune ordonnance.

Depuis 2007, le recours à des habilitations relatives à l'outre-mer assortie de **délais dits à « double détente »**²⁸ s'est fortement raréfié : tandis que neuf habilitations à « double détente » ont été accordées au cours du quinquennat 2007-2012, dont cinq en application de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie et quatre en application de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière, **depuis 2012, aucune habilitation n'a été assortie de ce type de délai.**

b) En 2020 et 2021, la crise sanitaire a induit un net raccourcissement des délais d'habilitation

La réponse à la crise sanitaire a entraîné une diminution historique des délais d'habilitation accordés par le Parlement.

Hors habilitations liées à la crise sanitaire, le délai d'habilitation moyen constaté sous le quinquennat actuel est de douze mois et dix jours (*cf. supra*). En comparaison, les délais d'habilitation accordés au Gouvernement pour prendre des mesures d'urgence face à l'épidémie de covid-19 se sont établis en moyenne à 2,9 mois.

Les lois consacrées à la **gestion de la crise sanitaire** liée à la covid-19, qui ont été assorties de **délais d'habilitation exceptionnellement courts, sont responsables de cette diminution.** Au total, parmi les 94 délais d'habilitation consentis pour faire face à la crise sanitaire, **86 délais d'habilitation** ont été fixés à seulement **trois mois**, soit **91 %** d'entre eux. Seuls trois délais d'habilitation ont été supérieurs à trois mois²⁹. À titre de comparaison, avant la survenance de la crise sanitaire, **les délais d'habilitation de trois mois** ne représentaient que 3,5 % du total des délais accordés par le Parlement

²⁸ Il s'agit d'habilitation à légiférer par ordonnances dans des territoires d'outre-mer, pour lesquels le délai octroyé au Gouvernement ne commence à courir qu'à compter de la publication de l'ordonnance applicable sur le territoire métropolitain.

²⁹ Il s'agit d'un délai de quatre mois résultant du I de l'article 12 de la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et deux délais de six mois, l'un découlant de l'article 1^{er} de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et l'autre de l'article 151 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022.

depuis 2017. De même, aucun délai d’habilitation de 12 mois n’a été accordé au Gouvernement dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire alors que, entre le 14 mai 2017 et février 2020, ce délai représentait 40 % des délais d’habilitation octroyés par le Parlement.

Il en résulte d’importants contrastes entre le quinquennat 2017-2022 et les deux précédents en termes de délais d’habilitation. Au cours des quinquennats 2007-2012 et 2012-2017, les **délais d’habilitation de trois mois** ont représenté, respectivement, 0,6 % et 0,3 % de l’ensemble des délais accordés par le Parlement, soit une part infime, alors qu’ils ont représenté, à eux seuls, un peu moins du **quart des délais octroyés au Gouvernement** lors du quinquennat 2017-2022. De même, les délais égaux ou inférieurs à six mois, qui ne représentent que 31 % des délais accordés sous le quinquennat 2007-2012 et 18 % au cours du quinquennat 2012-2017, ont constitué une part importante (40 %) des délais accordés au cours du quinquennat 2017-2022.

2. Bien que les délais d’habilitation fassent l’objet d’une attention parlementaire de plus en plus soutenue, le Parlement use *in fine* peu de sa faculté d’intervention pour les modifier

Sur la période 2007-2022, **la proportion des habilitations accordées au Gouvernement pour légiférer par ordonnances dont le délai a été modifié à l’issue de la navette par rapport à la demande initiale du Gouvernement est modeste**, avec une moyenne de **14,1 %**. S’observe néanmoins, au fil des ans, **une hausse sensible de l’intervention parlementaire** dans ce domaine.

Le taux de modification par le Parlement des délais d’habilitation a ainsi quadruplé entre 2007 et 2022. Si, au cours du quinquennat 2007-2012, 5,6 % des délais des habilitations accordées par le Parlement ont été réduits ou allongés, cette part s’est élevée à 6,5 % lors du quinquennat suivant, et a atteint 24,5 % lors du quinquennat 2017-2022³⁰.

L’intervention du Parlement sur les délais d’habilitation se traduit principalement par **une réduction du délai sollicité par le Gouvernement : 89,9 %** des délais effectivement amendés à l’issue de la discussion ont été abaissés, avec **une réduction moyenne de 4,8 mois**. Bien qu’il y ait eu moins de diminutions de délais lors du quinquennat 2007-2012, celles-ci furent en revanche plus conséquentes, avec une réduction moyenne de 9,1 mois, contre 5,8 mois lors du quinquennat 2012-2017, et 3,9 mois lors du quinquennat 2017-2022. Avec **une réduction de 18 mois**, le délai le plus fortement écourté fut celui de l’habilitation à légiférer par ordonnances accordée par l’article 59 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées

³⁰ Cette augmentation marquée s’explique principalement par le vote de la loi n° 2020-1379 du 15 novembre 2020 autorisant la prorogation de l’état d’urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, qui a donné lieu à la publication de 24 ordonnances dont 23 se basaient sur une habilitation dont le délai avait été réduit au cours de la navette et par le vote de l’article 81 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, qui comportait de nombreuses habilitations dont le délai a été allongé au cours de la navette.

à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, passant au cours de l'examen parlementaire de 30 à 12 mois.

Ces diminutions de délai sont majoritairement le fait du Sénat, 56,5 % des baisses du délai d'habilitation à légiférer par ordonnances y ayant été adoptées en premier lieu ou ayant fait l'objet d'un compromis en commission mixte paritaire à la suite d'une suppression, à l'initiative du Sénat, de l'article comportant la mesure d'habilitation³¹.

Les **allongements de délai**, plus rares (**10,2 % des délais modifiés**), sont principalement le fait d'un amendement du Gouvernement³², de la prise en compte d'un délai supplémentaire pour la publication d'un rapport ou d'une étude préalables³³, ou d'une nouvelle rédaction globale, d'initiative parlementaire, de l'habilitation à légiférer par la voie d'ordonnances³⁴. Ces hausses de délai se sont élevées en moyenne, lors des trois mandats étudiés, à **6,2 mois**. **Elles ont majoritairement été votées par l'Assemblée nationale**, à hauteur de **84,6 %**. Au cours des deux derniers quinquennats, le Sénat n'a été à l'initiative d'aucun allongement de délai d'habilitation.

Au total, **les délais d'habilitations *in fine* octroyés par le Parlement sont légèrement inférieurs aux délais initiaux demandés par le Gouvernement**. Le délai initial moyen demandé par le Gouvernement avant l'examen par le Parlement était ainsi de douze mois et quatre jours lors du quinquennat 2007-2012, et de douze mois et un jour lors du quinquennat suivant. À l'issue de l'examen parlementaire, les délais effectivement accordés se sont élevés lors des XIII^{ème} et XIV^{ème} législatures à **onze mois et vingt-cinq jours** (*cf. supra*). De même, lors du quinquennat 2017-2022, les délais accordés par le Parlement (**dix mois et deux jours**) sont inférieurs aux délais initiaux sollicités par le Gouvernement (dix mois et vingt-cinq jours).

Ces chiffres modestes ne tiennent cependant pas compte des nombreux amendements déposés, et parfois adoptés dans l'une des assemblées mais non retenus

³¹ Certains délais ont été réduits, de façon non identique, par les deux assemblées au cours de la navette. Dans ces cas de figure, la première assemblée ayant réduit le délai a été comptabilisée comme l'initiatrice de cette réduction. Ce fut notamment le cas lors de l'examen de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, le Sénat souhaitant limiter les habilitations à légiférer par ordonnances au 31 janvier 2021 tandis que l'Assemblée nationale s'est prononcée en faveur d'une habilitation limitée au 16 février 2021. Le Gouvernement avait quant à lui demandé une habilitation courant jusqu'au 1^{er} avril 2021.

³² Peut être citée à titre d'exemple l'habilitation à légiférer par ordonnances prévue à l'article 69 de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, dont le délai est passé de 12 à 18 mois à la suite de l'amendement n° 654 présenté par le Gouvernement lors de l'examen du texte au Sénat, en première lecture, le 29 mai 2010.

³³ À la suite de l'adoption d'un amendement n° CL131 du député Vincent THIEBAUT (https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/1844/CLON_LOIS/CL131), le délai de l'habilitation à légiférer par ordonnances accordée à l'article 13 de la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace a été accru de six mois afin « de laisser un délai nécessaire à la réalisation des études adéquates ».

³⁴ Ce fut le cas notamment de l'article 6 de la loi n° 2007-1774 du 17 décembre 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier, nouvellement rédigé lors de son examen en première lecture au Sénat à la suite d'un amendement n° 3 rect. de Philippe MARINI (https://www.senat.fr/amendements/2006-2007/443/Amdt_3.html). Initialement fixé à 6 mois, le nouveau délai d'habilitation résultant de l'examen au Sénat a été maintenu jusqu'à la promulgation du texte à 12 mois.

au cours de la navette, tendant à réduire la durée des habilitations à légiférer par ordonnance, illustrant sur le sujet **une attention parlementaire manifeste**, au Sénat comme à l'Assemblée nationale.

Par exemple, lors de l'examen en première lecture de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat a réduit de moitié le délai d'habilitation prévu à l'article 31 en invoquant la « *très grande ampleur* » du domaine de l'habilitation, qui justifierait que « *la représentation nationale ne p[uisse] s'en dessaisir pendant vingt-quatre mois* »³⁵. Lors de l'examen de l'article d'habilitation en séance publique, le rapporteur du texte, Didier MANDELLI, a estimé que dans le cas où le « *délai imparti* » de douze mois ne s'avérerait finalement pas suffisant pour que le Gouvernement puisse « *avancer dans ses réflexions* », celui-ci devait privilégier le dépôt « *d'un projet de loi spécifique* » plutôt que le recours à des ordonnances³⁶. Le délai initial de vingt-quatre mois a finalement été rétabli par l'Assemblée nationale au cours de la navette parlementaire.

Les débats entourant la durée des habilitations à légiférer par ordonnances sont également fréquents à l'Assemblée nationale. Par exemple, lors de l'examen de l'article 2 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises, dix-huit amendements tendant à réduire le délai initial de vingt-quatre mois sollicité par le Gouvernement y ont été déposés³⁷. Aucun n'a cependant été adopté.

Délais d'habilitation ayant été allongés ou réduits au cours de la navette parlementaire³⁸

Quinquennat	Part des délais d'habilitation modifiés	Part des modifications de délai votées en premier lieu au Sénat	Part des modifications de délai votées en premier lieu à l'Assemblée nationale (AN)
	5,6 %	80 %	20 %
2007-2012	<i>dont délais réduits : 4,5 %</i>	<i>part du Sénat dans les réductions de délai : 75 %</i>	<i>part de l'AN dans les réductions de délai : 25 %</i>

³⁵ Amendement n° COM-576 au projet de loi n° 157 rect. d'orientation des mobilités, adopté par la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat le 21 février 2019 (http://www.senat.fr/amendements/commissions/2018-2019/157/Amdt_COM-576.html).

³⁶ Compte rendu intégral des débats de la séance du 29 mars 2019 du Sénat, publié sur le site du Sénat : <http://www.senat.fr/seances/s201903/s20190321/s20190321025.html#section3949>.

³⁷ Six amendements visant à réduire le délai de l'habilitation demandé par le Gouvernement ont été déposés à l'Assemblée nationale en première lecture (3 au stade de la commission et 3 également au stade de la séance publique), et 12 lors de la nouvelle lecture (5 en commission et 7 en séance publique).

³⁸ Parmi les réductions de délai, trois ont été introduites en CMP à la suite d'une suppression par le Sénat de l'article d'habilitation. Elles ont été comptabilisées parmi les réductions de délais initiées par le Sénat.

Quinquennat	Part des délais d'habilitation modifiés	Part des modifications de délai votées en premier lieu au Sénat	Part des modifications de délai votées en premier lieu à l'Assemblée nationale (AN)
	<i>dont délais allongés : 1,1 %</i>	<i>part du Sénat dans les allongements de délai : 100 %</i>	<i>part de l'AN dans les allongements de délai : 0 %</i>
2012-2017	6,5 %	45,6 %	54,4 %
	<i>dont délais réduits : 5,6 %</i>	<i>part du Sénat dans les réductions de délai : 52,6 %</i>	<i>part de l'AN dans les réductions de délai : 47,4 %</i>
	<i>dont délais allongés : 0,9 %</i>	<i>part du Sénat dans les allongements de délai : 0 %</i>	<i>part de l'AN dans les allongements de délai : 100 %</i>
2017-2022	24,5 %	51 %	49 %
	<i>dont délais réduits : 22,4 %</i>	<i>part du Sénat dans les réductions de délai : 55,7 %</i>	<i>part de l'AN dans les réductions de délai : 44,3 %</i>
	<i>dont délais allongés : 2,1 %</i>	<i>part du Sénat dans les allongements de délai : 0 %</i>	<i>part de l'AN dans les allongements de délai : 100 %</i>
Total sur la période mai 2007 - mai 2020	14,1 %	52,3 %	47,7 %
	<i>dont délais réduits : 12,7 %</i>	<i>part du Sénat dans les réductions de délai : 56,5 %</i>	<i>part de l'AN dans les réductions de délai : 43,5 %</i>
	<i>dont délais allongés : 1,4 %</i>	<i>part du Sénat dans les allongements de délai : 15,4 %</i>	<i>part de l'AN dans les allongements de délai : 84,6 %</i>

3. Si la pratique du renouvellement des habilitations semble stable sur la période étudiée, la crise sanitaire a marqué un recours soutenu et inédit à la prolongation des délais d'habilitation

Lorsqu'il ne dispose pas du temps nécessaire pour publier des ordonnances dans le délai prévu, le Gouvernement a la possibilité de demander au Parlement le **renouvellement de l'habilitation** qui lui a été accordée.

Ce cas de figure, bien que rare, s'est produit à plusieurs reprises au cours de la période étudiée.

À titre d'exemple, au cours du quinquennat 2012-2017, deux habilitations prévues aux 4° et 7° du I de l'article 27 de la **loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer ont fait l'objet d'un renouvellement**. Le délai prévu pour la publication des ordonnances, initialement fixé à 18 mois pour ces deux habilitations, aurait dû expirer le 21 mai 2014. L'article 35 de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a porté ce délai à **30 mois** à compter de la date de publication de la loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 précitée. Les deux ordonnances ont été publiées quelques mois plus tard (ordonnance n° 2014-577 du 4 juin 2014 modifiant les livres I^{er}, III et VII du code du travail applicable à Mayotte et ordonnance n° 2014-1380 du 22 novembre 2014 rapprochant la législation des transports applicable à Mayotte de la législation applicable en métropole et portant adaptation au droit européen de la législation des transports applicable à Mayotte), mais seule la seconde a finalement fait l'objet d'une ratification.

Plus récemment, la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a habilité le Gouvernement à procéder par ordonnances à la création d'un **code de la fonction publique** avant le 8 décembre 2022. Auparavant, depuis 2010, le Gouvernement s'était déjà vu octroyé cette habilitation à trois reprises (en 2010, 2012 et 2016)³⁹, sans que celle-ci ne donne lieu à la publication d'ordonnances.

En matière de délais d'habilitation, la crise sanitaire a vu naître une pratique inédite : la prolongation de l'ensemble des délais d'habilitations en cours. En effet, l'article 14 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 a prévu la **prolongation de quatre mois** des délais dans lesquels le Gouvernement avait été autorisé à prendre par ordonnances des mesures relevant du domaine de la loi, **dans le cas où ces délais n'avaient pas expiré à la date de publication de ladite loi**.

Cette disposition a eu pour effet de proroger les délais correspondant à un peu plus **de 90 habilitations, soit 23 % des habilitations accordées lors du quinquennat 2017-2022**. À titre d'illustration, les délais suivants ont été prolongés :

- **l'ensemble des 30 habilitations contenues dans la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;**
- **l'ensemble des 12 habilitations prévues par la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ;**
- **l'ensemble des 7 habilitations prévues par la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique** (notamment celles de l'article 59 habilitant le Gouvernement à réformer l'accès à l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État, habilitation ayant justifié la publication de

³⁹ *Rapport d'information n° 542 (2018-2019) de Mme Valérie LÉTARD, présidente de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, de la législation en commission, des votes et du contrôle, déposé le 04 juin 2019 et publié sur le site du Sénat : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-542-notice.html>.*

l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021, par laquelle l'École nationale d'administration a été supprimée pour être remplacée par l'Institut national du service public).

Malgré cette prorogation généralisée des délais d'habilitation, 12 habilitations ayant pourtant été prorogées n'ont pas donné lieu à la publication d'ordonnances, soit environ 15 % des habilitations prorogées, un chiffre nettement supérieur à la moyenne des habilitations non utilisées au cours du quinquennat (*cf. infra*).

D. UNE UTILISATION DES HABILITATIONS PAR LE GOUVERNEMENT AU-DELÀ DES ALTERNANCES POLITIQUES

S'il arrive désormais, contrairement à ce qui s'est passé durant les premières décennies de la V^{ème} République⁴⁰, que le Gouvernement n'utilise pas l'habilitation à légiférer par ordonnances qui lui a été accordée, **la part des habilitations n'ayant pas fait l'objet de la publication d'une ordonnance se maintient à un niveau stable, légèrement supérieur à 10 %.**

Lors du quinquennat 2007-2012, 22 mesures d'habilitations n'ont pas donné lieu à la publication d'une ordonnance, ce qui représente **12,2 %** du total des habilitations accordées au cours de la XIII^e législature. À ce titre, le quinquennat suivant ne se démarque pas du précédent : 38 habilitations octroyées pendant la XIV^e législature n'ont pas été utilisées, soit **11,3 %** du total des habilitations accordées. Si, à la date de rédaction de la présente étude (début juin 2022), il est encore trop tôt pour extraire les chiffres définitifs du nombre d'habilitations non utilisées puisque certains délais d'habilitation sont postérieurs à la date de fin du quinquennat 2017-2022, une tendance à la baisse du nombre d'habilitations inusitées semble s'observer : sur les 316 habilitations octroyées depuis le 14 mai 2017 et dont le délai limite de publication de l'ordonnance était antérieur au 13 mai 2022, seules 17 habilitations, soit **5,4 %**, ont expiré sans qu'une ordonnance n'ait été publiée. Ce chiffre peut néanmoins croître si le Gouvernement formé le 20 mai 2022 ne souhaite pas faire usage de certaines des habilitations non expirées et n'ayant pas encore donné lieu à la publication d'une ordonnance à l'issue du quinquennat 2017-2022.

Par ailleurs, les habilitations n'ayant pas été suivies d'effets ne concernent pas uniquement des domaines techniques ou l'application de mesures sectorielles dans les territoires ultramarins. En effet, il peut également s'agir ponctuellement de domaines ayant eu un écho politique conséquent. En 2017, par exemple, n'a pas été utilisée l'habilitation donnée par l'article 30 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017 pour la confiance dans la vie politique, qui visait à prendre par ordonnance des mesures permettant aux candidats, partis et groupements politiques de pouvoir, en cas de défaillance avérée du marché, bénéficier de l'obtention de prêts, avances ou garanties pour le financement de campagnes électorales pour les élections présidentielle, législatives, sénatoriales et européennes. L'abandon de ce projet de « *banque de la démocratie* » n'a été confirmé par la garde des Sceaux, Nicole BELLOUBET, qu'un mois après l'expiration du délai limite de publication de l'ordonnance (15 juin 2018), à l'Assemblée nationale, le 16 juillet 2018⁴¹.

Les rapports d'information publiés par le Sénat à l'occasion du bilan annuel de l'application des lois font le constat régulier du renoncement ou de l'impossibilité,

⁴⁰ *Le premier cas d'habilitation non utilisée remonte à 2002. Il s'agit de l'habilitation résultant de l'article 8 de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, qui avait pour objet d'étendre, par ordonnance, deux dispositions de cette loi à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, aux îles Wallis et Futuna, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon.*

⁴¹ *Compte rendu intégral de la première séance du lundi 16 juillet 2018 de l'Assemblée nationale (première session extraordinaire de 2017-2018), publié sur le site de l'Assemblée nationale : <https://www.assemblee-nationale.fr/15/cri/2017-2018-extra/20181016.asp>.*

pour le Gouvernement, de publier certaines ordonnances malgré l'habilitation octroyée par le Parlement. Plusieurs sénateurs, à l'instar de la présidente de la commission des affaires économiques Sophie PRIMAS, regrettent cette pratique et y voient une raison pour « *préférer une législation directe et, à défaut, encadrer strictement les délais comme le champ de l'habilitation* », tandis que Philippe BAS, alors président de la commission des lois, estimait « *pour le moins paradoxal d'encombrer l'ordre du jour législatif des assemblées de textes d'habilitation à légiférer par ordonnances, de le justifier par la technicité des dispositions ou la nécessité de faire vite, et d'en rester là.* »⁴²

A *contrario*, en excluant les habilitations dont le délai n'avait pas expiré le 13 mai 2022, **plus de 89 % des demandes d'habilitation accordées par le Parlement sont suivies par la publication d'une ordonnance.** Ce chiffre élevé s'explique partiellement par l'usage, par un Gouvernement, d'une habilitation octroyée lors d'un mandat précédent. Illustrant une certaine continuité de l'action de l'État par-delà les alternances politiques, cette pratique trouve son fondement dans le caractère impersonnel de la loi d'habilitation, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État⁴³.

Le nombre et la part des ordonnances publiées sous un mandat présidentiel mais dont l'habilitation a été accordée lors du mandat précédent sont par ailleurs croissants. De 6,6 % (10 ordonnances) sur la période mai 2007 - mai 2012, cette part est passée à 7,4 % (20 ordonnances) lors des cinq années suivantes, puis à 9,4 % pour le quinquennat 2017-2022. Pour ce dernier, le nombre total d'ordonnances concernées, 37, dépasse à lui-seul celui des deux précédents quinquennats combinés (30).

Il semble fort probable que cette pratique se confirme lors du quinquennat 2022-2027. En effet, **35 habilitations ont un délai d'habilitation postérieur au 13 mai 2022 et n'ont pas donné lieu à la publication d'une ordonnance lors du quinquennat 2017-2022.** À la date du 3 juin 2022, parmi ces 35 habilitations encore valides à la fin du quinquennat 2017-2022, 3 ont donné lieu à la publication d'une ordonnance le 1^{er} juin 2022 et une habilitation a expiré le 22 mai 2022 sans qu'une ordonnance ne soit publiée en conséquence⁴⁴. Certaines de ces 35 habilitations enjambent largement le changement de quinquennat : 13 d'entre elles courent jusqu'en 2023, tandis qu'une habilitation est valable en mars 2024, presque deux ans après le début du nouveau quinquennat.⁴⁵

⁴² Rapport d'information n° 542 (2018-2019) de Mme Valérie LÉTARD, présidente de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, de la législation en commission, des votes et du contrôle, déposé le 04 juin 2019 et publié sur le site du Sénat : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-542-notice.html>.

⁴³ Dans son arrêt n° 282352 du 5 mai 2006 dit « Schmitt », le Conseil d'État a affirmé que « sous réserve de précisions contraires apportées par la loi d'habilitation prise sur le fondement des dispositions de l'article 38 de la Constitution, l'autorisation donnée par le Parlement produit effet jusqu'au terme prévu par cette loi, sauf si une loi ultérieure en dispose autrement, sans qu'y fasse obstacle la circonstance que le gouvernement en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la loi d'habilitation diffère de celui en fonction à la date de signature d'une ordonnance. »

⁴⁴ Il s'agit de l'habilitation résultant de l'article 13 de la loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique. Cette habilitation était relative aux conditions dans lesquelles les assemblées et les organes dirigeants collégiaux des personnes morales de droit privé et autres entités se réunissent et délibèrent, dans un contexte de crise sanitaire.

⁴⁵ Il s'agit de l'habilitation résultant de l'article 14 de la loi n° 2022-298 du 2 mars 2022 d'orientation relative à une meilleure diffusion de l'assurance récolte en agriculture et portant réforme des outils de gestion des risques

Bien que les domaines concernés par ces ordonnances soient nombreux et variés, il s'agit néanmoins de mesures à la portée limitée, principalement de nature technique (transposition de textes européens en droit interne ou adaptation de normes aux territoires ultramarins). À titre d'exemple, sur les 20 ordonnances publiées au début du quinquennat 2012-2017 mais pour lesquelles l'habilitation a été accordée lors du quinquennat précédent, 11 concernaient l'application de mesures sectorielles dans les territoires ultramarins et 2 visaient à transposer en droit interne des dispositions issues de textes européens. Cette technicité des ordonnances publiées lors d'un quinquennat différent de celui pendant lequel a été votée l'habilitation s'explique par le souhait de chaque Gouvernement de faire usage des habilitations concernant les sujets les plus politiques et les plus exposés avant une potentielle alternance. En conséquence, les mois précédant chaque élection présidentielle font régulièrement l'objet d'un pic de publication d'ordonnances (*cf.* II).

climatiques en agriculture. Cette habilitation concerne le fonds de secours pour l'outre-mer et l'accès des exploitants agricoles ultramarins au fonds national de gestion des risques en agriculture.

II. LA PUBLICATION DES ORDONNANCES : UN PROCÉDE LEGISLATIF DESORMAIS PRIVILEGIE

A. UNE AUGMENTATION DU NOMBRE D'ORDONNANCES PUBLIÉES, QUI S'ACCOMPAGNE DE FORTES VARIATIONS ANNUELLES

1. Depuis 2007, s'observe une hausse parallèle du nombre d'ordonnances publiées et de la part des ordonnances parmi les textes intervenant dans le domaine de la loi

Entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022, **773 ordonnances ont été publiées sur le fondement de l'article 38 de la Constitution**, confirmant l'**augmentation tendancielle du recours aux ordonnances** constatée depuis le début des années 2000⁴⁶.

Le nombre d'ordonnances publiées lors de la période de quinze ans étudiée par la présente étude représente en effet **plus d'un doublement en comparaison avec celles publiées entre le 1^{er} janvier 1984 et le 15 mai 2007** (321 ordonnances publiées sur une période de vingt-deux ans et demi)⁴⁷.

La moyenne annuelle laisse apparaître une hausse davantage marquée : **le nombre d'ordonnances publiées chaque année a été multiplié par 5, passant de 14,3 entre 1984 et le 15 mai 2007 à 70 lors du quinquennat 2017-2022.**

La répartition des ordonnances publiées lors des trois derniers mandats présidentiels illustre **une intensification du recours aux ordonnances**, avec une **accélération sensible lors du quinquennat 2012-2017**. Bien que le rythme d'évolution ne soit plus aussi soutenu, **le recours aux ordonnances du quinquennat 2017-2022 s'est maintenu à un niveau élevé**, en augmentation significative par rapport au mandat précédent (+ 29%).

Au cours du quinquennat 2007-2012, **152 ordonnances**, soit **une moyenne annuelle de 30,4**, ont été publiées, égalant en cinq ans le nombre d'ordonnances publiées entre 1984 et 2003 (155). Avec **271 ordonnances publiées**, soit **une moyenne annuelle de 54,2**, le quinquennat 2012-2017 a représenté une hausse très substantielle du recours aux ordonnances, de plus de 78 % par rapport au quinquennat précédent. Enfin, lors du quinquennat 2017-2022, **350 ordonnances** ont été publiées. Le nombre d'ordonnances publiées annuellement poursuit ainsi son accroissement tendanciel : **la moyenne de 70** observée entre mai 2017 et mai 2022 constitue une hausse respective de 130 % et de 29 % par rapport aux deux quinquennats précédents.

⁴⁶ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 50.

⁴⁷ Ibid., page 6.

**Nombre et évolution depuis 1984 des ordonnances publiées
sur le fondement de l'article 38 de la Constitution**

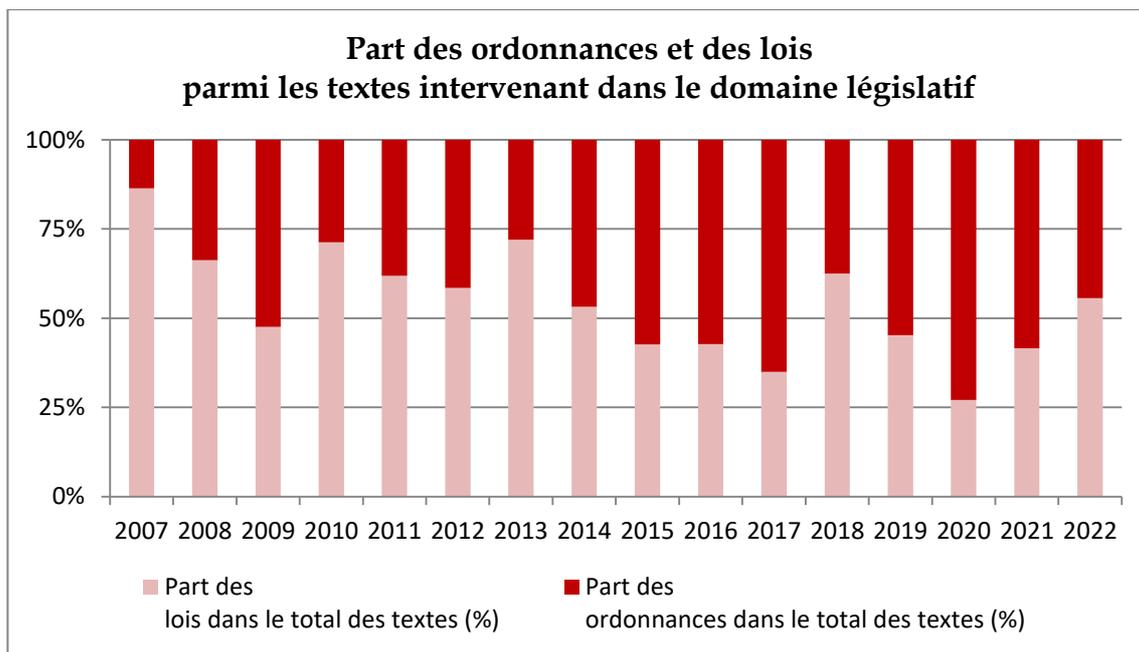
	Ordonnances publiées	Moyenne annuelle
1 ^{er} janvier 1984 - 15 mai 2007	321	14,3
Quinquennat 2007-2012	152	30,4
Quinquennat 2012-2017	271	54,2
	<i>+ 78,3 % par rapport au mandat précédent</i>	
Quinquennat 2017-2022	350 <i>(dont 94 relatives à la crise sanitaire)</i>	70
		<i>respectivement + 130 % et + 29 % par rapport aux deux mandats précédents</i>
Total sur la période mai 2007 - mai 2022	773	51,3
	<i>+ 141 % par rapport à la période 1984-2007</i>	<i>+ 259 % par rapport à la période 1984-2007</i>

L'augmentation soutenue du recours aux ordonnances depuis 2007 se reflète également dans l'évolution de la proportion des ordonnances par rapport au nombre total de textes intervenus dans le domaine de la loi (hors lois constitutionnelles, lois portant approbation ou ratification d'accords, conventions ou traités internationaux).

Si, au début des années 2000, la proportion de textes intervenus dans le domaine de la loi correspondant à des ordonnances se situait autour de 25 %⁴⁸, **cette proportion s'est élevée entre 2007 et 2022 à 50,2 % en moyenne**, avec une forte hausse lors des dernières années. De façon significative, **il est désormais de plus en plus fréquent qu'au moins la moitié des textes intervenus dans le domaine de la loi soit des ordonnances**. Cela est arrivé à sept reprises depuis 2007 et devient de plus en plus habituel : ce fut le cas en 2009 (52,44 %), en 2015 (57,39 %), en 2016 (57,25 %), en 2017 (65,05 %), en 2019 (50 %), en 2020 avec une proportion inégalée de **72,94 %** et en 2021 (58,4 %). **Lors du quinquennat 2017-2022, 58,5 % des textes intervenant dans le domaine de la loi furent des ordonnances**, ce qui signifie qu'il y a eu davantage

⁴⁸ *Ibid.*, page 50.

d'ordonnances publiées que de lois promulguées. Cette proportion s'élevait à 50,7 % lors du quinquennat 2012-2017 et à 37,3 % lors du quinquennat 2007-2012.



En revanche, s'observe une **stabilité du nombre d'ordonnances publiées par article d'habilitation**, malgré **des valeurs extrêmes en hausse**. Si, en moyenne, **1,41 ordonnance** a été publiée pour chaque article d'habilitation (en comptant les articles comportant des habilitations à légiférer par ordonnances dont le Gouvernement n'a finalement pas fait usage), certains articles d'habilitation présentent des chiffres particulièrement élevés. L'exemple le plus significatif est l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, qui fut le fondement juridique de la rédaction de **59 ordonnances**, soit plus que le total des ordonnances publiées entre les années 1984 et 1997 (57 ordonnances publiées).

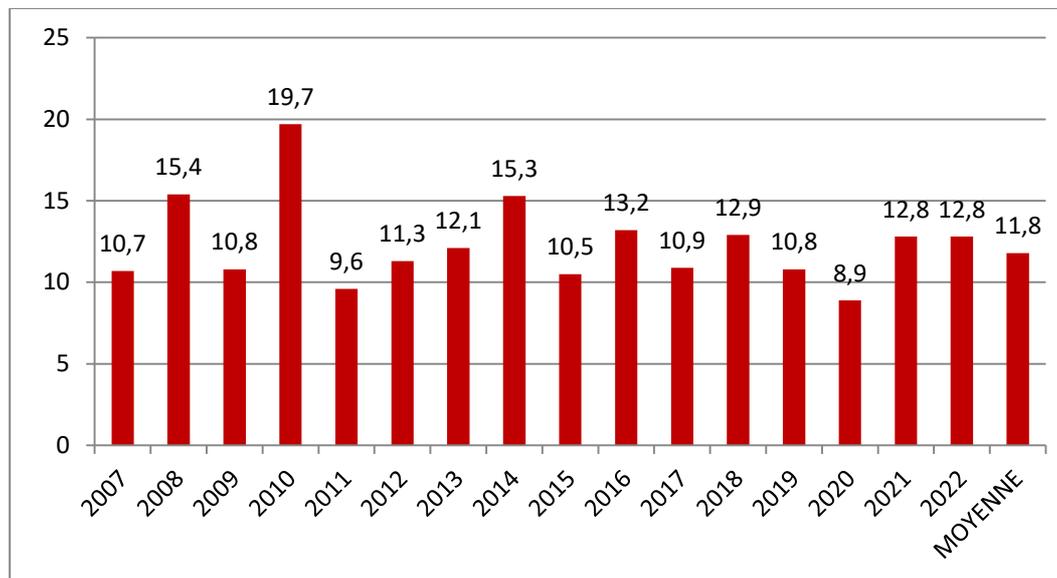
	Nombre total d'articles habilitant le Gouvernement à légiférer par ordonnances ⁴⁹	Nombre d'ordonnances publiées	Nombre d'ordonnances publiées par article d'habilitation	Nombre le plus élevé d'ordonnances publiées sur le fondement d'un même article
Quinquennat 2007-2012	107	152	1,42	18 <i>article 30 de la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte</i>
Quinquennat 2012-2017	216	271	1,25	14 <i>article 204 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé</i>
Quinquennat 2017-2022	224	350	1,56	59 <i>article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</i>
Total sur la période mai 2007 – mai 2022	547	773	1,41	X

De même, la hausse du recours aux ordonnances ne s'est pas traduite par une augmentation significative de la taille des ordonnances publiées. En effet, **le nombre moyen d'articles au sein de chaque ordonnance est relativement stable**, la moyenne sur l'ensemble de la période s'établissant à **11,8 articles par ordonnance**. Hors annexes, seules 17 ordonnances sur les 773 publiées comportent plus de 50 articles, dont 4 ont plus de 100 articles. L'ordonnance dont le dispositif contient le plus d'articles est l'ordonnance n° 2008-1345 du 18 décembre 2008 portant réforme du droit des entreprises en difficulté, avec 174 articles. À l'inverse, les ordonnances publiées pendant la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19 sont assez brèves, le nombre

⁴⁹ Y compris les articles comportant des habilitations non utilisées.

moyen d'articles dans les ordonnances publiées en 2020 s'établissant à 8,9, chiffre le plus bas sur la période étudiée.

Nombre moyen d'articles⁵⁰ par ordonnance publiée de 2007 à 2022⁵¹



Ces moyennes ne tiennent cependant pas compte des annexes qui peuvent parfois contenir de nombreux articles, en particulier pour les ordonnances de codification. À titre d'exemple, le dispositif de l'ordonnance n° 2022-478 du 30 mars 2022 portant partie législative du code pénitentiaire comporte seulement 11 articles tandis que son annexe, qui constitue la partie législative du même code, en comporte 321.

2. Une hausse non linéaire, qui masque d'importantes fluctuations annuelles

Entre 2007 et 2022, l'inflation du recours aux ordonnances masque d'importantes variations annuelles du nombre d'ordonnances publiées :

- les années **2007, 2013 et 2018**, qui marquent le début des trois derniers mandats présidentiels, enregistrent un faible nombre d'ordonnances publiées (3 en 2007, 32 en 2012 et 27 en 2018). De même, en 2010, le nombre d'ordonnances publiées a été faible (**24**) en comparaison de la moyenne constatée au cours de la période **2007-2022 (51,3 ordonnances publiées par an)** ;
- les années **2015, 2016, 2017, 2020 et 2021** ont été caractérisées par un « pic » en matière de publication d'ordonnances par le Gouvernement : ainsi, 66 ordonnances ont été publiées en 2015, 79 en 2016 et 67 en 2017. Les années 2020 et 2021 ont représenté un record annuel de publication d'ordonnances. **En 2020, 124 ordonnances ont été publiées** (dont 84 liés à la crise sanitaire), **soit**

⁵⁰ Hors annexes.

⁵¹ Pour l'année 2007, il s'agit du nombre moyen d'articles compris dans les ordonnances publiées après le 16 mai. Pour l'année 2022, il s'agit du nombre moyen d'articles compris dans les ordonnances publiées jusqu'au 13 mai.

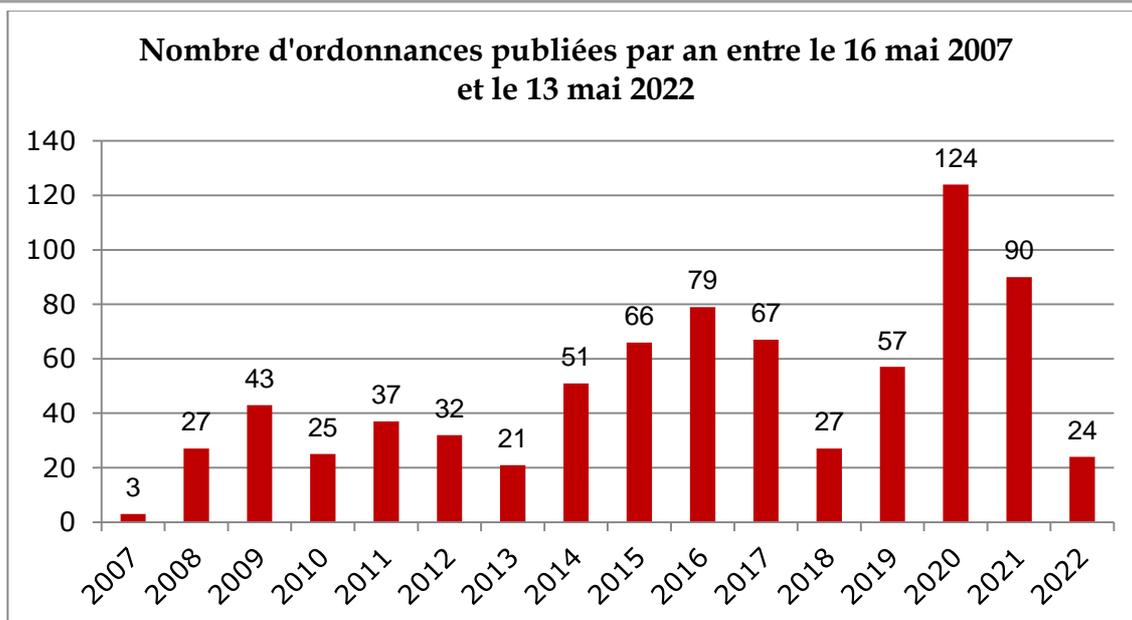
plus du double de la moyenne annuelle constatée au cours de la période couverte par cette étude. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis que la procédure des ordonnances existe. Avec 90 ordonnances publiées dont seulement 10 en lien avec la crise sanitaire, l'année 2021 représente quant à elle le record hors ordonnances « covid-19 ».

Le tableau et le graphique ci-après présentent le nombre d'ordonnances publiées chaque année sur la période mai 2007 – mai 2022.

Année	Nombre d'ordonnances publiées
2007 ⁵²	3
2008	27
2009	43
2010	25
2011	37
2012	32
2013	21
2014	51
2015	66
2016	79
2017	67
2018	27
2019	57
2020	124 (dont 84 liées à la crise sanitaire)
2021	90 (dont 10 liées à la crise sanitaire)
2022 ⁵³	24
Total sur la période 2007-2022	773
Moyenne annuelle sur la période 2007-2020	51,3

⁵² À compter du 16 mai 2007.

⁵³ Jusqu'au 13 mai 2022.



À ces variations du cycle de publication des ordonnances d'une année à l'autre s'ajoutent d'**importantes fluctuations infra-annuelles**.

Au cours des trois quinquennats étudiés, s'observe généralement une légère hausse du nombre d'ordonnances publiées à la fin et au début de chaque année civile, aux mois de décembre et janvier :

- au cours du quinquennat 2007-2012, 4 ordonnances ont été publiées en moyenne au mois de décembre et 5 au mois de janvier de chaque année, alors que le **nombre moyen d'ordonnances publiées par mois est de 2,5** sur l'ensemble du mandat ;
- au cours du quinquennat 2012-2017, 7 ordonnances ont été publiées en moyenne au mois de décembre et 6 au mois de janvier de chaque année, alors que le **nombre moyen d'ordonnances publiées par mois est de 4,5** sur l'ensemble du mandat.

Toutefois, le quinquennat 2017-2022 a marqué une rupture au regard de cette tendance, **le cycle de publication des ordonnances ayant été fortement perturbé par la crise sanitaire survenue en 2020**. En effet, entre les mois de mars et de juin 2020, le **rythme de publication d'ordonnances** par le Gouvernement a été **exceptionnellement soutenu** (75 ordonnances publiées en 4 mois⁵⁴), le mois de mars ayant atteint un niveau record avec **33 ordonnances publiées**, alors que le nombre d'ordonnances publiées chaque mois lors du quinquennat 2017-2022 est de **5,8 en moyenne**. Hors période de crise sanitaire, le mois de décembre est celui au cours duquel le plus grand nombre d'ordonnances a été publié lors du quinquennat (8,2 en moyenne) tandis que peu d'ordonnances ont été publiées pendant les mois de janvier (3,8 en moyenne) et d'août (0,8 en moyenne).

⁵⁴ Ce chiffre inclut l'ensemble des ordonnances publiées, y compris celles dépourvues de lien avec la crise sanitaire.

B. UN REcul DES DOMAINES HABITUELS DE PRÉDILECTION DES ORDONNANCES QUI SE CONFIRME, EN FAVEUR D'UNE DIVERSIFICATION DES SUJETS CONCERNÉS

1. Les anciens domaines récurrents des ordonnances se sont marginalisés

De 1990 à 2002 et, de façon moins marquée, entre 2003 et 2007, les ordonnances publiées ont essentiellement concerné **l'actualisation du droit applicable en outre-mer, la transposition de textes européens** et la **codification**⁵⁵.

Depuis le 16 mai 2007, s'observe *a contrario* une forte diminution du nombre et de la part des ordonnances publiées dont le sujet principal est l'un de ces trois thèmes⁵⁶.

Le nombre et la part d'ordonnances concernant principalement des mesures spécifiques aux territoires ultramarins ont été respectivement divisés par 2,5 et 6 entre mai 2007 et mai 2022. Lors du quinquennat 2007-2012, 49 ordonnances relatives aux territoires d'outre-mer, soit 32,2 % du total des ordonnances, ont été publiées. Au cours du quinquennat 2017-2022, seules 20 de ces ordonnances ont été recensées, soit 5,7 % des ordonnances publiées.

La part des ordonnances publiées visant à transposer en droit interne des textes européens (règlements ou directives) est relativement stable et à un niveau modeste, oscillant autour de 10 % après un point bas de 4,4 % lors du quinquennat 2012-2017.

Enfin, **les ordonnances de codification**⁵⁷ **sont devenues moins fréquentes**, marquant ainsi un certain aboutissement des travaux de codification entamés à la suite de la création, en 1989, de la Commission supérieure de codification, et pour lesquels l'ordonnance est un outil privilégié.

Entre 2010 et 2021⁵⁸, la codification n'a concerné que 28 ordonnances, soit **4,1 %** du total des ordonnances publiées au cours de ces onze années, dont seulement 7 entre 2017 et 2021. Cette proportion assez faible et en baisse peut s'expliquer de diverses façons. D'une part, le mouvement de codification semble avoir atteint sa maturité après les nombreuses mesures de codification des trois dernières décennies, qui se sont traduites par la création ou la réorganisation de plus d'une quarantaine de codes depuis 1989, la proportion des dispositions codifiées parmi celles en vigueur à la

⁵⁵ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 51.

⁵⁶ Le recensement du sujet principal de chaque ordonnance a été réalisé à partir de l'intitulé des ordonnances.

⁵⁷ Ces ordonnances ont été décomptées à partir des rapports annuels de la Commission supérieure de codification, publiés sur le site du Gouvernement : <https://www.gouvernement.fr/commission-superieure-de-codification>. Elles n'apparaissent pas dans le tableau de synthèse des sujets des ordonnances en raison de la différence de méthodologie du décompte par rapport aux autres sujets.

⁵⁸ Dernière année pour laquelle, à la date d'écriture de la présente étude, le rapport annuel de la Commission supérieure de codification a été publié.

fin de l'année 2021 atteignant ainsi 62 % des dispositions législatives⁵⁹. D'autre part, des réserves ont été émises, notamment par la Commission supérieure de codification, quant à la codification par le biais d'une ordonnance. Bien que le recours aux ordonnances de l'article 38 de la Constitution soit « adapté » pour la rédaction de mesures de dimension « technique et limitée »⁶⁰, ce qui est particulièrement le cas des exercices de codification, la Commission supérieure de codification rappelle régulièrement dans ses rapports annuels que si « le recours à l'ordonnance paraît pertinent, l'habilitation doit également faire l'objet d'un suivi politique dans le temps »⁶¹. De même, la Commission estime nécessaire que les ministères sollicitant de la part du Parlement une habilitation à légiférer par ordonnance « dégage[nt] les moyens propres à garantir la faisabilité des codes entrepris », c'est-à-dire fixent un délai d'habilitation « conséquent », « d'au moins dix-huit mois » et prévoient des « moyens humains et matériels suffisants »⁶².

Bien que les ordonnances de codification soient relativement peu nombreuses et malgré les réserves évoquées, **elles restent néanmoins un outil plébiscité par les divers gouvernements** s'étant succédés au cours de la période **pour créer de nouveaux codes ou réunir, à droit constant, des mesures législatives dans un code**. Le **code pénitentiaire**, dernier code créé à la date d'écriture de la présente étude, a par exemple été rédigé par l'ordonnance n° 2022-478 du 30 mars 2022 portant partie législative du code pénitentiaire. De même, le **code général de la fonction publique** a été créé par l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique et le **code des impositions des biens et services** a été instauré par l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne.

2. Un net élargissement du périmètre des ordonnances

Le recul des anciens domaines de prédilection des ordonnances publiées sur le fondement de l'article 38 de la Constitution s'est accompagné d'**une diversification des sujets traités par les ordonnances** publiées au cours de la période, les ordonnances n'apparaissant plus cantonnées à des mesures « techniques » comme la codification (cf. supra).

⁵⁹ Indicateurs de suivi de l'activité normative publié par le Secrétariat général du Gouvernement, édition 2022 : https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/files/autour-de-la-loi/legislatif-et-reglementaire/statistiques-de-la-norme/indicateurs_2022.pdf

⁶⁰ Rapport annuel de la Commission supérieure de codification de l'année 2011 : <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/codification/rapports-annuels/rapport-annuel-2011-de-la-commission-superieure-de-codification.pdf>

⁶¹ Ibid.

⁶² Rapport annuel de la Commission supérieure de codification de l'année 2018 : <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/Files/autour-de-la-loi/codification/rapports-annuels/rapport-annuel-2018-de-la-commission-superieure-de-codification.pdf> et rapport annuel de la Commission supérieure de codification de l'année 2021 : <https://www.legifrance.gouv.fr/contenu/Media/files/autour-de-la-loi/codification/rapports-annuels/rapport-annuel-2020.pdf>

En effet, la part des ordonnances dont le thème principal n'est lié ni à des mesures spécifiques aux outre-mer, ni à la transposition de textes européens est en **forte croissance**. Si, sur l'ensemble de la période, **plus de trois ordonnances sur quatre concernaient des sujets autres que l'outre-mer et le droit européen**⁶³, cette proportion est passée de **56,6 %** lors du quinquennat 2007-2012 à **84 %** lors du quinquennat 2017-2022, après avoir approché les **80 %** au cours du quinquennat 2012-2017.

L'extension du périmètre des ordonnances se reflète notamment par la **diversité des codes modifiés par ordonnances**. Par exemple, les 36 ordonnances publiées au cours des six derniers mois du quinquennat 2017-2022 ont à elles seules modifié, créé ou abrogé des articles au sein des parties législatives de **40 codes différents**, ce qui représente 51,3 % des codes en vigueur en juin 2022. Des codes aux sujets aussi variés que le code du tourisme, le code de la défense, le code de la propriété intellectuelle ou encore le code civil et le code minier ont ainsi fait l'objet, entre mi-novembre 2021 et mi-mai 2022, d'une intervention par la voie d'une ordonnance.

Ce mouvement de diversification s'est par ailleurs accentué au cours de la **crise sanitaire engendrée par l'épidémie de covid-19**. Les ordonnances ont en effet constitué un outil privilégié par le Gouvernement pour répondre aux conséquences de la pandémie de covid-19, laquelle a représenté une justification récurrente du recours aux ordonnances. Entre le 23 mars 2020, date de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, et le 13 mai 2022, **94 ordonnances** directement liées à la situation sanitaire ont ainsi été publiées, ce qui représente plus d'**une ordonnance sur quatre** parmi les ordonnances publiées lors du quinquennat 2017-2022. **Les sujets traités par ces 94 ordonnances sont eux-mêmes à la fois nombreux et hétérogènes**. Celles-ci ont permis au Gouvernement d'intervenir dans un délai restreint dans les secteurs de la santé, du droit électoral, de la commande publique ou encore des transports et de l'organisation du travail en entreprise et dans la fonction publique. Les domaines cités ne sont cependant pas exhaustifs : au total, **les ordonnances publiées afin de prendre des mesures « urgentes » pour répondre à la crise sanitaire citent 35 codes différents**. À titre d'illustration, c'est par la voie d'une ordonnance qu'a été prolongée la trêve hivernale⁶⁴, qu'ont été adaptées provisoirement les règles relatives à la durée du travail et aux congés payés et RTT⁶⁵ et qu'ont été assouplies les conditions de délivrance des **diplômes de l'enseignement supérieur, du baccalauréat et des concours de la fonction publique**⁶⁶.

⁶³ Ce ratio inclut les ordonnances publiées pendant le quinquennat 2017-2022 relative à l'épidémie de covid-19.

⁶⁴ Ordonnance n° 2020-331 du 26 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale.

⁶⁵ Ordonnance n° 2020-323 du 26 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos.

⁶⁶ Ordonnance n° 2020-351 du 28 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19.

**Sujets principaux des ordonnances publiées
sur le fondement de l'article 38 de la Constitution**

Quinquennat	Ordonnances publiées	Ordonnances relatives à l'outre-mer	Ordonnances relatives à la transposition de textes européens	Ordonnances relatives à la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19	Autres sujets, dont codification
2007-2012	152	49 <i>soit 32,2 %</i>	17 <i>soit 11,2 %</i>	0	86 <i>soit 56,6 %</i>
2012-2017	271	45 <i>soit 16,6 %</i>	12 <i>soit 4,4 %</i>	0	214 <i>soit 79 %</i>
2017-2022	350	20 <i>soit 5,7 %</i>	36 <i>soit 10,3 %</i>	94 <i>soit 26,9 %</i>	200 <i>soit 57,1 %</i>
Total entre mai 2007 - mai 2022	773	114 <i>soit 14,7 %</i>	65 <i>soit 8,4 %</i>	94 <i>soit 12,2 %</i>	500 <i>soit 64,7 %</i>

C. LEGIFERER PAR ORDONNANCES : DE L'HABILITATION À LA PUBLICATION, DES DELAIS HÉTÉROGENES MAIS SUPERIEURS A CEUX DU PROCESSUS LEGISLATIF TRADITIONNEL

Le principal argument avancé afin de justifier le recours aux ordonnances est la célérité de cette procédure par rapport à la navette parlementaire ordinaire. Or, sur l'ensemble de la période étudiée, il ressort que **les délais nécessaires pour légiférer par ordonnances sont particulièrement longs (466 jours en moyenne entre le dépôt de l'habilitation par le Gouvernement et la publication de l'ordonnance) et nettement supérieurs au délai d'adoption d'une loi par le Parlement, qui s'est élevé à 250 jours au cours de l'année parlementaire 2020-2021⁶⁷** (hors PLF, PLFR, PLFSS, PJJ de Règlement, PJJC et conventions).

Au cours du quinquennat 2007-2012, le délai moyen entre le dépôt d'un véhicule d'habilitation à légiférer par ordonnances (soit la date de présentation du texte en conseil des ministres lorsque la demande d'habilitation figure au sein d'un projet de loi déposé par le Gouvernement, ou la date d'adoption de l'amendement lorsqu'elle résulte d'un amendement adopté au cours de la navette parlementaire) et la publication de l'ordonnance a été, en moyenne, **d'un an, trois mois et douze jours** (soit près de **470 jours**).

Plus de 20 % des ordonnances ont été publiées par le Gouvernement plus de 600 jours après le dépôt du véhicule d'habilitation. À titre d'illustration, les ordonnances résultant de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ont été caractérisées par des délais de publication particulièrement élevés : neuf⁶⁸ des treize ordonnances publiées en application de cette loi l'ont été à l'issue d'un délai supérieur à 1 000 jours.

⁶⁷ Rapport annuel de la direction de la Séance, La séance plénière et l'activité du Sénat (1^{er} octobre 2020 – 30 septembre 2021) http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/seance/rapport_annuel/2020-2021/Tome_1.pdf, page 52. Il s'élevait à 235 jours au cours de l'année parlementaire 2019-2020 et à **240 jours** au cours de l'année parlementaire 2018-2019.

⁶⁸ Ordonnance n° 2011-1539 du 17 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme.

Ordonnance n° 2011-1916 du 23 décembre 2011 relative à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme.

Ordonnance n° 2012-6 du 6 janvier 2012 modifiant les livres I^{er} et V du code de l'environnement.

Ordonnance n° 2012-7 du 6 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

Ordonnance n° 2012-8 du 6 janvier 2012 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des pollutions et des risques.

Ordonnance n° 2012-9 du 6 janvier 2012 relative aux réserves naturelles.

Ordonnance n° 2012-10 du 6 janvier 2012 relative à la protection des animaux d'espèces non domestiques non tenus en captivité utilisés à des fins scientifiques.

Ordonnance n° 2012-11 du 6 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

Ordonnance n° 2012-34 du 12 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement.

Au cours du quinquennat 2012-2017, le délai moyen entre le dépôt d'une habilitation à légiférer par ordonnances et la publication de l'ordonnance par le Gouvernement s'est élevé à **un an, quatre mois et quinze jours** (soit 500 jours). Le temps nécessaire à la publication d'une ordonnance s'est donc légèrement allongé par rapport au quinquennat précédent.

Par ailleurs, **35,4 % des ordonnances ont été publiées par le Gouvernement plus de 600 jours après le dépôt de l'habilitation**, soit une part sensiblement supérieure à celle constatée durant la période 2007-2012 (20 %). À ce titre, l'ordonnance n° 2015-1736 du 26 décembre 2015 portant transposition de la directive 2012/33/UE du 21 novembre 2012 modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la teneur en soufre des combustibles marins, prise sur le fondement de l'article 59 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, détient le délai de publication le plus long de l'ensemble du mandat (1 459 jours se sont écoulés entre le dépôt de l'habilitation et la publication de l'ordonnance).

Au cours du quinquennat 2017-2022, **le délai moyen nécessaire à la publication d'une ordonnance a diminué par rapport à la période 2007-2017** : en moyenne, on dénombre **428 jours** entre le dépôt de l'habilitation et la publication de l'ordonnance, soit une durée d'un an, deux mois et quatre jours. Ce délai est inférieur de 9 % à celui constaté lors du quinquennat 2007-2012 (470 jours en moyenne) et de 14 % à celui observé au cours du quinquennat 2012-2017 (500 jours en moyenne). Toutefois, il importe de souligner que cet écart est largement lié à la **réponse à la crise sanitaire intervenue en 2020 et en 2021**.

Ainsi, afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, **94 ordonnances ont été publiées par le Gouvernement dans des délais « record »** (en moyenne, les ordonnances liées à la crise sanitaire ont été publiées dans un délai de 43 jours à compter du dépôt de l'habilitation). À titre d'illustration, la **loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence face à l'épidémie de covid-19** a donné lieu à la publication de 64 ordonnances dans des délais exceptionnellement brefs (de 4 à 92 jours à compter du dépôt de l'habilitation, avec une moyenne de 28 jours).

Pour certaines ordonnances, le délai entre le dépôt de l'habilitation et la publication de l'ordonnance a été **inférieur à 10 jours**, une **célérité inédite** qui s'explique, d'une part, par la rapidité avec laquelle le projet de loi a été examiné par le Parlement (le texte ayant été présenté en conseil des ministres et déposé sur le Bureau du Sénat le 18 mars 2020 et promulgué le 23 mars 2020) et, d'autre part, par des délais de publication des ordonnances par le Gouvernement à compter de la promulgation de la loi particulièrement brefs (25 des 64 ordonnances publiées en application de cette loi, soit près de la moitié d'entre elles, ont été publiées dans un délai de trois jours suivant sa date de promulgation).

En revanche, **si l'on excepte les ordonnances liées à la crise sanitaire**, le délai moyen nécessaire à la publication d'une ordonnance lors du quinquennat 2017-2022 s'élève à **570 jours**, soit une **moyenne significativement supérieure à celle constatée**

lors des deux quinquennats précédents (+ 14 % par rapport au quinquennat 2012-2017 et + 21 % par rapport au quinquennat 2007-2012). Ce délai élevé s'explique par une proportion importante d'ordonnances publiées plus de 600 jours à compter du dépôt de l'habilitation, qui représente **près d'une ordonnance sur trois**. 19 ordonnances ont été publiées plus de 1 000 jours après le dépôt du véhicule de ratification.

Délais de publication des ordonnances à compter du dépôt de l'habilitation

Quinquennat		Délai moyen entre le dépôt de l'habilitation et la publication de l'ordonnance (en jours)	Ordonnances publiées plus de 600 jours à compter du dépôt de l'habilitation	Ordonnances publiées moins de 30 jours à compter du dépôt de l'habilitation
2007-2012		470	33 Soit 21,7 %	0
2012-2017		500	96 Soit 35,4 %	0
2017-2022	Dans l'ensemble	428	104 Soit 29,7 %	44 Soit 12,6 %
	Dans le cadre de la crise sanitaire	43	0	44 Soit 46,8 % des ordonnances liées à la covid-19
	Hors crise sanitaire	570	104 Soit 29,7%	0
Moyenne sur la période mai 2007 - mai 2022		466	233 Soit 30,1 %	44 Soit 5,7 %

III. LA RATIFICATION DES ORDONNANCES : UNE CHUTE IMPORTANTE DU TAUX DE RATIFICATION

A. L'EXIGENCE DE RATIFICATION EXPRESSE DES ORDONNANCES S'EST ACCOMPAGNE D'UNE RAREFACTION DE LA CADUCITE DES ORDONNANCES

Depuis la révision constitutionnelle de 2008⁶⁹, les ordonnances publiées par le Gouvernement en application de l'article 38 de la Constitution doivent faire l'objet d'une **ratification expresse**. La ratification peut résulter du dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi de ratification devant le Parlement ou simplement de l'introduction d'un amendement au cours de la navette parlementaire à un projet ou à une proposition de loi ordinaire.

Il résulte de l'article 38 de la Constitution une **double exigence** :

- le Gouvernement a l'obligation de **déposer un projet de loi de ratification** devant le Parlement dans un délai prescrit par la loi d'habilitation, sous peine de **caducité** de l'ordonnance. La caducité a pour effet la disparition de l'ordonnement juridique de l'ordonnance et le rétablissement de l'état du droit antérieur⁷⁰ ;
- l'ordonnance doit être ratifiée par le Parlement⁷¹ afin d'acquérir pleinement **valeur législative**. Elle produit néanmoins ses effets juridiques malgré l'absence de ratification. En outre, depuis la décision n° 2020-843 QPC du 28 mai 2020, le Conseil constitutionnel s'estime compétent pour examiner, dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité, une ordonnance non ratifiée et dont le délai d'habilitation est dépassé, plaçant les ordonnances non ratifiées au même niveau qu'une loi lorsqu'il s'agit du contentieux constitutionnel⁷².

En pratique il est particulièrement rare qu'une ordonnance soit frappée de caducité. Entre 1984 et 2004, seules 2 ordonnances sont devenues caduques : l'ordonnance n° 2000-1255 du 21 décembre 2000 modifiant certaines dispositions annexées à l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000 relative à la partie législative du code de la route et l'ordonnance n° 2002-327 du 7 mars 2002 portant adaptation de la législation relative aux transports intérieurs dans les départements de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique et création d'agences des transports publics de personnes dans ces départements⁷³.

Depuis 2007, seule l'ordonnance n° 2017-651 du 28 avril 2017 relative aux immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques

⁶⁹ Loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008 de modernisation des institutions de la V^e République.

⁷⁰ Décision du Conseil constitutionnel n° 86-208 DC des 1^{er} et 2 juillet 1986 sur la loi relative à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales.

⁷¹ Rappelé par la décision du Conseil d'État du 16 décembre 2020, req. nos 440258, 440289, 440457.

⁷² Décision du Conseil constitutionnel n° 2020-843 QPC du 28 mai 2020 dite « Force 5 ».

⁷³ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf, page 63.

a été frappée de caducité⁷⁴, faute de dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi de ratification dans le délai prescrit⁷⁵.

Ce constat démontre le respect par le Gouvernement de l'exigence du dépôt d'un véhicule de ratification dans le délai prévu par la loi d'habilitation.

Le projet de loi de ratification est généralement déposé à une date relativement proche de la date d'expiration du délai prescrit par la loi d'habilitation (sur l'ensemble de la période étudiée, le projet de loi de ratification a été déposé 39 jours en moyenne avant la date limite de dépôt) :

- au cours du quinquennat 2007-2012, les projets de loi de ratification ont été déposés, en moyenne, **43 jours avant la date limite** prévue ;
- au cours du quinquennat 2012-2017, ils ont été déposés, en moyenne, **44 jours avant la date limite** prévue ;
- au cours du quinquennat actuel, ils ont été déposés, en moyenne, **29 jours avant la date limite** prévue ;

Dans l'ensemble, ces chiffres témoignent de la capacité du Gouvernement à anticiper le délai prescrit par la loi d'habilitation concernant le dépôt du projet de loi de ratification.

⁷⁴ Il est à noter que pour une ordonnance (ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifiant les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement), bien qu'elle ne soit pas indiquée comme « caduque » sur le site officiel Légifrance, il n'a pas été possible de trouver de projet de loi de ratification déposé par le Gouvernement.

⁷⁵ Une ordonnance peut également être frappée de caducité lorsque le Parlement refuse de la ratifier. Toutefois, ce cas de figure ne s'est pas présenté au cours de la période étudiée. Le Sénat a rejeté le 6 octobre 2021 une proposition de loi tendant à ratifier l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État, mais aucun texte de ratification de cette ordonnance n'a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

B. LA PRATIQUE DE LA RATIFICATION S'EST ADAPTÉE AVEC SOUPLESSE À LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE DE 2008

1. La multiplicité des véhicules de ratification est désormais courante et se traduit par le développement de la ratification par la voie d'amendement, notamment d'initiative parlementaire

Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, **les ordonnances publiées sur le fondement de l'article 38 de la Constitution doivent être expressément ratifiées**. Bien que, dans un souci d'amélioration de la sécurité juridique, la ratification expresse des ordonnances se soit déjà fortement accrue lors des années précédant la réforme constitutionnelle⁷⁶, son caractère désormais systématique a entraîné **l'apparition de nouvelles pratiques**.

a) Le découplage des lois de ratification

Les projets⁷⁷ de loi de ratification servent désormais moins à ratifier l'ordonnance qu'à prévenir sa caducité. En conséquence, et contrairement aux premières décennies de la V^e République⁷⁸, le projet de loi de ratification est rarement le véhicule ayant permis *in fine* la ratification de l'ordonnance concernée. La ratification expresse, lorsqu'elle intervient, est de plus en plus souvent opérée par un texte de loi différent du projet de loi de ratification déposé dans le délai prescrit par l'habilitation, qui n'a dès lors plus qu'une fonction conservatoire en évitant la caducité des ordonnances.

Ce **découplage des lois de ratification**, déjà constaté depuis le début des années 2000⁷⁹, s'est fortement accentué depuis 2007 pour devenir la pratique largement dominante en matière de ratification. Les mesures effectives de ratification sont ainsi incluses dans des projets de loi ayant un objet plus large, et ratifiant simultanément plusieurs ordonnances aux sujets parfois divers.

La part des ordonnances ratifiées⁸⁰ par le biais du texte de loi de ratification initial était de 22,1 %⁸¹ au cours de la période du 16 mai 2007 au 13 mai 2022 et suit une tendance haussière. Cette proportion s'est élevée à 11,6 % lors du quinquennat

⁷⁶ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 63.

⁷⁷ Les propositions de loi ayant pour objet initial de ratifier des ordonnances sont rares.

⁷⁸ Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, *Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution*, publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 66.

⁷⁹ *Ibid.*, page 66.

⁸⁰ Pour l'ensemble des chiffres évoqués dans cette partie, les ordonnances comptabilisées sont celles publiées au cours du mandat cité, ayant fait l'objet d'une ratification qui peut avoir eu lieu au cours d'un mandat distinct.

⁸¹ Ce ratio inclut également les ordonnances ayant été ratifiées par la voie d'un amendement alors que le délai de caducité n'était pas encore atteint.

2007-2012, à 26,5 % lors du quinquennat 2012-2017 et à 29,6% pour les premières années du quinquennat 2017-2022.

A contrario, **77,9 % des ordonnances ratifiées ont fait l'objet à la fois du dépôt d'un projet de loi de ratification, qui n'a pas prospéré, et d'une ratification par la voie d'un second texte de loi.** Le délai moyen entre le dépôt du premier texte de ratification et celui ayant effectivement ratifié l'ordonnance est en outre assez court et s'élève à 306 jours (soit environ 10 mois).

Par ailleurs, la pratique du découplage des lois de ratification apparaît comme largement partagée au cours des trois mandats étudiés, dans des proportions similaires.

Une conséquence du découplage précité est **la présence de mesures de ratification identiques dans plusieurs véhicules législatifs.** Au cours de la période étudiée, **279 ordonnances** ont ainsi fait l'objet du dépôt de deux projets de loi de ratification. En conséquence, le Parlement est contraint de veiller à **éviter les doubles ratifications** inutiles lors de l'examen des lois comportant des mesures de ratification. Cela fut notamment le cas lors de l'examen en première lecture de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 de croissance et de transformation des entreprises. Le Sénat a en effet supprimé lors de son examen en commission la ratification de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, cette ordonnance ayant déjà été ratifiée par l'article 56 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance⁸². Entre avril 2019 et mai 2022, 5 cas similaires ont été recensés⁸³.

En outre, **le Gouvernement dépose parfois un projet de loi de ratification d'une ordonnance, alors que la mesure de ratification a déjà été intégrée dans un texte de loi en cours de discussion.** Lors du quinquennat 2007-2012, ce fut le cas à 11 reprises. Par exemple, bien que la ratification de l'ordonnance n° 2011-592 du 28 mai 2011 modifiant le régime de l'épargne-logement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ait été prévue par un amendement adopté le 29 juin 2011 au projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, le Gouvernement déposa le 27 juillet 2011 un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2011-592 du 27 mai 2011 précitée. Lors du quinquennat 2017-2022, 7 cas similaires ont été recensés. Ces doublons s'expliquent par le souci d'éviter la caducité de l'ordonnance dont la ratification a été prévue par amendement, l'adoption définitive du texte véhicule de l'amendement étant soumis aux aléas de la navette parlementaire.

⁸² Amendement n° COM-439 au projet de loi n° 28 relatif à la croissance et la transformation des entreprises, adopté par le Sénat en première lecture le 15 janvier 2019 (http://www.senat.fr/amendements/commissions/2018-2019/28/Amdt_COM-439.html).

⁸³ Trois mesures de double ratification d'ordonnances ont été supprimées par l'amendement n° AS1569 au projet de loi n° 1681 relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé, adopté par l'Assemblée nationale le jeudi 14 mars 2019 en première lecture (<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/1681/CIION-SOC/AS1569>) et deux par l'amendement n° 29 au projet de loi n° 1771, adopté par le Sénat, de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés, adopté par l'Assemblée nationale le jeudi 28 mars 2019 en première lecture (<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/1771/AN/29>).

b) Malgré un recul de l’initiative parlementaire, la ratification d’ordonnances par la voie d’un amendement est une pratique répandue

La pratique de la ratification d’ordonnances dans des textes aux objets plus larges que les seuls projets de loi de ratification déposés afin de respecter les délais prescrits lors de l’habilitation **a favorisé l’insertion de mesures de ratification par la voie d’amendements**, d’origine aussi bien gouvernementale que parlementaire.

Au cours de la période étudiée, **45,8 % des ordonnances ratifiées l’ont été à la suite de l’adoption d’un amendement** portant ratification d’une ou de plusieurs ordonnances. Cette proportion a atteint un niveau particulièrement élevé pour les ordonnances publiées lors du quinquennat 2007-2012, **l’amendement ayant été le véhicule de ratification de plus d’une ordonnance ratifiée sur deux** (52,1 %). Bien qu’à un niveau moindre par la suite, le taux de ratification par le biais d’un amendement reste toutefois significatif, à **42,2 %** lors du quinquennat 2012-2017 et à **43,7 %** pour les ordonnances du quinquennat 2017-2022.

La répartition de l’adoption de ces amendements est relativement équilibrée entre l’Assemblée nationale (53 % des amendements de ratification) **et le Sénat** (47 %) **et entre la commission et la séance publique** : la part des amendements de ratification adoptés en commission est stable sous les trois quinquennats, autour de 50 % (49,2 % lors du quinquennat 2007-2012, 54,3 % lors du quinquennat 2012-2017 et 48,4 % lors du quinquennat 2017-2022).

En revanche, s’observe **une nette raréfaction de l’initiative parlementaire en matière de ratification d’ordonnances**. Si, sur l’ensemble de la période étudiée, **45,1 % des amendements portant ratification d’ordonnances ont eu pour auteur un parlementaire**, cette moyenne s’avère portée par la fin des années 2000, avec un pic en 2009. En effet, la part des amendements de ratification d’origine parlementaire a très substantiellement diminué, passant de **71,4 %** pour le quinquennat 2007-2012 à **27,1 %** pour le quinquennat 2012-2017 et à **32,3 %** pour le quinquennat 2017-2022. Les chiffres sont plus faibles encore si on tient compte de la part des ratifications d’origine parlementaire sur le total des ratifications : sur l’ensemble de la période, **seules 20,7 % des ratifications d’ordonnance sont issues d’une initiative parlementaire**. Dans le détail, cette proportion s’élève à 37,2 % pour le quinquennat 2007-2012, à 11,4 % pour le quinquennat 2012-2017 et à 14,1 % pour le quinquennat 2017-2022. À l’inverse, lors de son audition au Sénat le 16 mai 2019, l’ancien secrétaire général du Gouvernement, Marc GUILLAUME, a justifié le choix croissant du recours aux amendements gouvernementaux pour ratifier une ordonnance par « **l’encombrement de l’ordre du jour législatif** »⁸⁴.

Comparativement avec l’Assemblée nationale, le Sénat semble cependant davantage actif en matière de ratification d’ordonnances. Entre 2007 et 2022, **sur le total des amendements d’initiative parlementaire adoptés, environ deux sur trois l’ont été sur proposition du Sénat**. Cette proportion s’élève à **80 % sur le seul quinquennat 2017-2022**.

⁸⁴ Rapport d’information n° 542 (2018-2019) de Mme Valérie LÉTARD, présidente de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, de la législation en commission, des votes et du contrôle, déposé le 04 juin 2019 et publié sur le site du Sénat : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2018/r18-542-notice.html>.

Ratifications d'ordonnances par le biais d'un amendement⁸⁵

Quinquennat	Ordonnances ratifiées	Ordonnances ratifiées à la suite de l'adoption d'un amendement		dont ordonnances ratifiées par amendements d'initiative parlementaire		Chambre d'adoption des amendements de ratification	
				Assemblée nationale	Sénat	Assemblée nationale	Sénat
2007-2012	121	63	soit 52,1 %	16	29	28 soit 44,4 %	35 soit 55,6 %
				Total amendements parlementaires : 45			
2012-2017	166	70	soit 42,2 %	8	11	44 soit 62,9 %	26 soit 37,1 %
				Total amendements parlementaires : 19			
2017-2022	71	31 ⁸⁶	soit 43,7 %	2	8	15 soit 48,4 %	16 soit 51,6 %
				Total amendements parlementaires : 10			
Total sur la période mai 2007 - mai 2022	358	164	soit 45,8 %	26	48	87 soit 53 %	77 soit 47 %
				Total amendements parlementaires : 74			

⁸⁵ Ces chiffres ont pour point de départ le quinquennat de publication de l'ordonnance.

⁸⁶ Ce chiffre exclut les mesures de ratifications déposées par amendement mais ayant été déclarées non conformes à la Constitution par le Conseil Constitutionnel.

2. La temporalité et la répartition entre les deux assemblées des dépôts des projets de loi de ratification ont peu varié au cours de la période

Entre 2007 et 2022, au total, 647 textes prévoyant des ratifications d'ordonnances⁸⁷ – que la ratification ait été prévue dès le dépôt initial ou qu'elle ait été introduite par amendement – ont été déposés devant le Parlement, dont 156 textes au cours du quinquennat 2007-2012, 259 au cours du quinquennat 2012-2017 et 232 au cours du quinquennat 2017-2022.

Dépôts et adoptions des projets de loi de ratification d'ordonnances

Quinquennat	Ordonnances ratifiées	Ordonnances ratifiées par le texte de loi de ratification initial		Ordonnances ratifiées pour lesquelles deux textes de ratification ont été déposés		Nombre de projets de loi de ratification <i>stricto sensu</i> déposés	Nombre de projets de loi de ratification <i>stricto sensu</i> adoptés	
2007-2012	121	14	soit 11,6 %	107	soit 88,4 %	117	3	soit 2,6 %
2012-2017	166	44	soit 26,5 %	122	soit 73,5 %	216	21	soit 9,7 %
2017-2022	71	21	soit 29,6 %	50	soit 70,4 %	215	7	soit 3,3 %
Total sur la période mai 2007 – mai 2022	358	79	soit 22,1 %	279	soit 77,9 %	548	31	soit 5,7 %

Parmi l'ensemble des textes prévoyant des ratifications d'ordonnances déposés, les projets de loi ayant pour objet exclusif de ratifier une ou plusieurs ordonnances (« projet de loi ratifiant l'ordonnance n° /les ordonnances n^{os}... ») sont très majoritaires (*cf. supra*) :

- sous le quinquennat 2007-2012, 117 projets de loi exclusivement de ratification ont été déposés (soit 75 % des textes comportant des ratifications). 107 d'entre eux étaient spécifiques à une ordonnance ;
- au cours du quinquennat 2012-2017, on dénombre 216 projets de loi exclusivement de ratification déposés (soit 83 % des textes comportant des ratifications). 189 d'entre eux étaient spécifiques à une ordonnance ;
- enfin, sous le quinquennat 2017-2022, on dénombre 215 projets de loi exclusivement de ratification déposés, soit 92,7 % des textes comportant des ratifications. 164 d'entre eux étaient spécifiques à une unique ordonnance.

⁸⁷ Hors propositions de loi issues de l'Assemblée nationale et non inscrites à l'ordre du jour.

Toutefois, ces projets de loi exclusivement d'habilitation font rarement l'objet d'une inscription à l'ordre du jour et donc, *in fine*, d'une promulgation par le Président de la République.

Sous le **quinquennat 2007-2012**, parmi les 117 projets de loi exclusivement de ratification déposés devant le Parlement, seuls 3 ont finalement été promulgués, **soit environ 2,5 %**. Il s'agit de la loi n° 2008-490 du 26 mai 2008 ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna, la loi n° 2010-411 du 14 avril 2011 ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France et la loi n° 2010-165 du 23 février 2010 ratifiant l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés, qui ont chacune ratifié une ordonnance.

Sous le **quinquennat 2012-2017**, la proportion de projets de lois exclusivement de ratification finalement promulguées, bien que plus élevée que sous le quinquennat précédent, demeure **modérée** : 21 des 216 projets de loi exclusivement de ratification déposés ont été effectivement promulgués, soit **un peu moins de 10 %**.

Au cours du **quinquennat 2017-2022**, cette proportion est revenue à un niveau similaire à celui du quinquennat 2007-2012 : seuls 7 des 215 projets de loi exclusivement de ratification ont finalement été promulgués, soit **une part de l'ordre de 3 %**. Contrairement aux deux précédents quinquennats pendant lesquels l'adoption des projets de loi de ratification a suivi une temporalité relativement régulière, parmi les 7 projets de loi de ratification *stricto sensu* adoptés lors du quinquennat 2017-2022, 5 ont été adoptés au cours des 15 derniers mois du quinquennat.

Dans la grande majorité des cas, les ordonnances sont ratifiées par l'intermédiaire d'un projet de loi dont l'objet est plus large (cf. supra).

Les conditions de dépôt des projets de loi de ratification devant le Parlement ont peu évolué depuis 2007.

La répartition des dépôts de projets de loi de ratification (pour lesquels la mesure de ratification était prévue dans le texte initialement déposé) entre les deux assemblées est équilibrée :

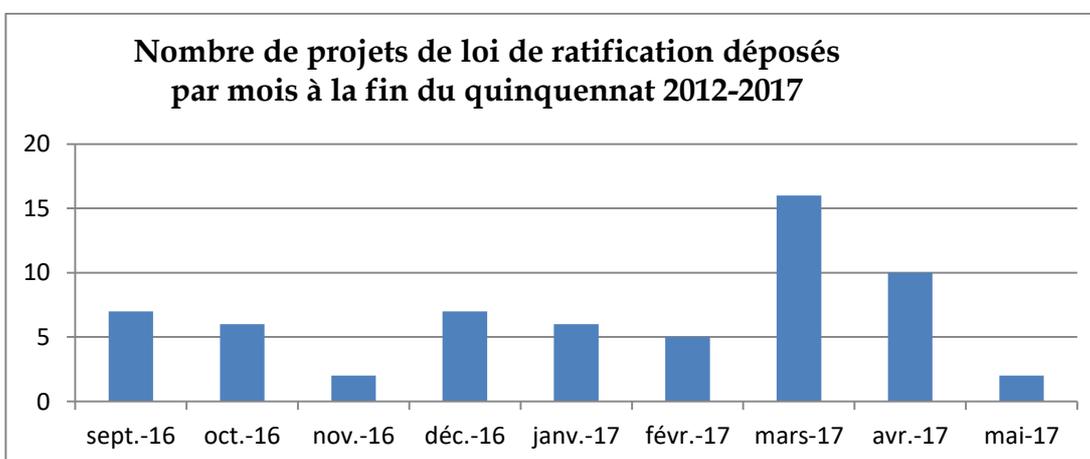
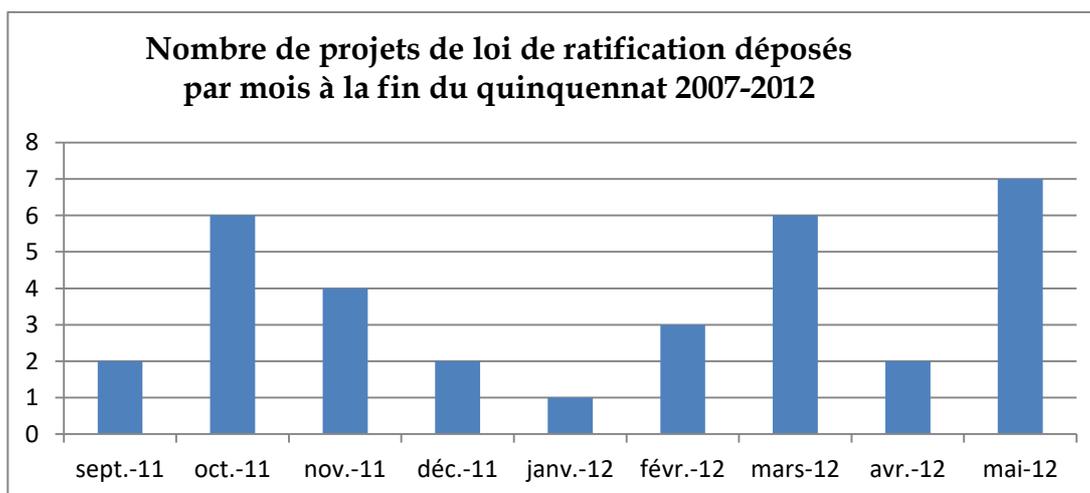
- sous le **quinquennat 2007-2012**, 75 textes ont été déposés sur le Bureau du Sénat et 60 sur celui de l'Assemblée nationale ;
- sous le **quinquennat 2012-2017**, en revanche, ces textes ont été **majoritairement déposés sur le Bureau du Sénat, à plus de 60 % (141 ont ainsi été déposés sur le Bureau du Sénat, contre 93 déposés sur le Bureau de l'Assemblée nationale)** ;
- sous le **quinquennat 2017-2022**, parmi les 232 textes de ratification déposés (que la ratification ait été prévue dès le dépôt initial ou qu'elle ait été introduite par voie d'amendement), la répartition est parfaitement égale entre les deux

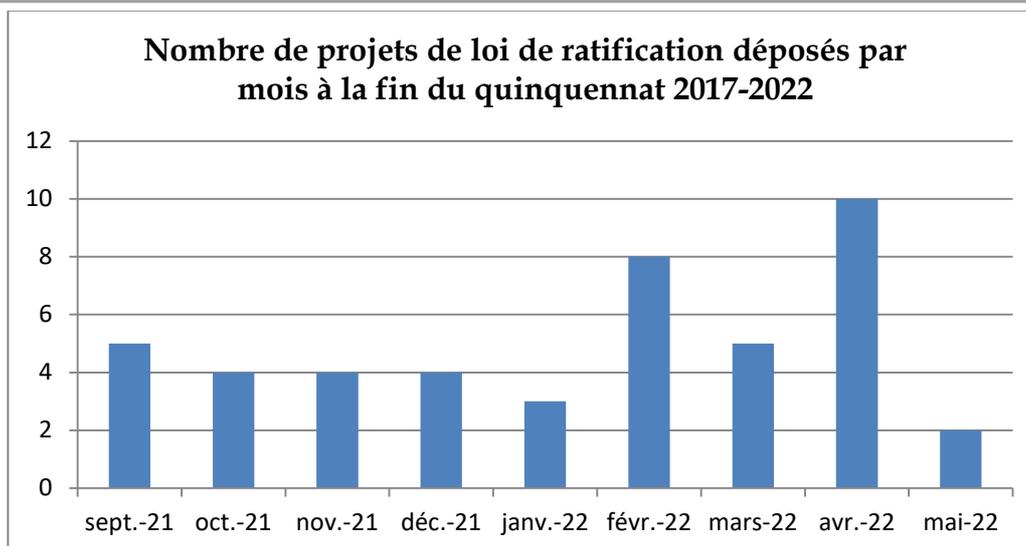
assemblées : **116** textes ont été déposés sur chacun des bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Par ailleurs, il ressort que la **temporalité du dépôt des projets de loi de ratification est étroitement liée au cycle de la vie parlementaire**. À l'approche d'une **fin de mandat du Président de la République**, on observe généralement une **hausse du nombre de projets de loi de ratification déposés** devant le Parlement. Ce phénomène s'explique par la nécessité pour le Gouvernement d'éviter la **caducité des ordonnances** récemment publiées en cas d'alternance politique.

Ainsi, sous le quinquennat 2007-2012, **19** projets de loi de ratification ont été déposés entre le 1^{er} janvier 2012 et le 15 mai 2012. Sous le quinquennat 2012-2017, cette tendance s'est **intensifiée** : **39** projets de lois de ratification d'ordonnances ont été déposés entre le 1^{er} janvier 2017 et le 13 mai 2017. **Cette tendance s'est confirmée** lors du quinquennat 2017-2022, **28** projets de loi de ratification ayant été déposés entre le 1^{er} janvier 2022 et le 13 mai 2022. Pour ces trois quinquennats, un pic de dépôts de projets de loi de ratification s'observe en mars, avril ou mai.

Les graphiques ci-après présentent le nombre de projets de loi de ratification déposés par mois lors de la session parlementaire précédent la fin des quinquennats 2007-2012, 2012-2017 et 2017-2022.





Ces « pics » constatés en matière de dépôt de projets de loi de ratification d'ordonnances en fin de quinquennat concernent davantage le Sénat que l'Assemblée nationale. Entre le 1^{er} janvier 2012 et le 15 mai 2012, 18 des 19 projets de loi de ratification déposés par le Gouvernement l'ont été sur le Bureau du Sénat. Seul un texte a été déposé à l'Assemblée nationale. Entre le 1^{er} janvier 2017 et le 13 mai 2017, parmi les 39 projets de loi de ratification déposés devant le Parlement, 35 ont l'ont été sur le Bureau du Sénat. Enfin, entre le 1^{er} janvier 2022 et le 13 mai 2022, 24 des 28 projets de loi de ratification ont été déposés sur le Bureau du Sénat. En moyenne, ce sont **environ 90 % des projets de loi de ratification qui sont déposés sur le Bureau du Sénat lors des derniers mois de chaque quinquennat.**

En effet, la règle dite « de la table rase » qui s'applique à l'Assemblée nationale selon laquelle, en fin de législature, l'ensemble des textes déposés deviennent caducs, conduit le Gouvernement, au cours des mois qui précèdent l'achèvement d'un quinquennat, à déposer prioritairement les projets de loi de ratification sur le Bureau du Sénat. En outre, il n'est pas rare qu'en fin de législature, le Gouvernement retire des projets de loi de ratification préalablement déposés à l'Assemblée nationale afin de les redéposer sur le Bureau du Sénat. Au cours du quinquennat 2007-2012, ce cas de figure ne s'est produit qu'une fois, pour le projet de loi relatif à la conservation des hypothèques et des registres du cinéma et de l'audiovisuel qui, après avoir été déposé le 16 septembre 2010 à l'Assemblée nationale (soit 15 jours avant l'expiration du délai prescrit par la loi d'habilitation, prévu le 30 septembre 2010), a été retiré pour être redéposé sur le Bureau du Sénat le 4 mai 2012. Au cours du quinquennat 2012-2017, 16 textes qui avaient d'abord été déposés sur le Bureau de l'Assemblée nationale ont été retirés puis redéposés sur le Bureau du Sénat aux mois d'avril et de mai 2017. Enfin, le 15 juin 2022, 48 projets de loi de ratification d'ordonnances ont été déposés au Sénat après un dépôt initial lors du quinquennat 2017-2022.

C. LA RATIFICATION DES ORDONNANCES S'EST RARÉFIÉE AU COURS DE LA PÉRIODE MAIS S'ACCOMPAGNE PLUS FRÉQUEMMENT DE MODIFICATIONS PARLEMENTAIRES

1. La période récente a marqué un net infléchissement du taux de ratification des ordonnances

a) La ratification des ordonnances est en forte baisse sur les dernières années et est portée par un nombre restreint de textes de loi

Entre 1984 et 2004, le taux de ratification des ordonnances publiées s'élevait à **63,2 %**⁸⁸.

La pratique de la ratification des ordonnances enregistre **un net recul** à l'échelle de l'ensemble de la période 2007-2022. En effet, entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022, **111 lois portant ratification d'ordonnances**⁸⁹ ou contenant des dispositions ayant un tel objet ont été promulguées. **Ces lois ont permis de ratifier expressément 358 ordonnances publiées sur le fondement de l'article 38 de la Constitution, soit 46,3 % du total des ordonnances publiées** au cours de cette période.

La ratification des ordonnances a d'abord connu **une légère progression**, le taux de ratification atteignant **67,8 % en excluant les ordonnances publiées au cours du quinquennat 2017-2022**.

Dans le détail, si seules **20,3 %** des ordonnances publiées au cours du quinquennat 2017-2022 ont été ratifiées, le taux de ratification atteint respectivement **61,3 %** et **79,6 %** pour les quinquennats 2012-2017 et 2007-2012.

La part des ordonnances publiées et ratifiées lors du quinquennat 2017-2022 est ainsi **en très forte baisse par rapport aux deux quinquennats précédents**. Au sein même du quinquennat, ce phénomène s'est accentué lors des dernières années, puisqu'en 2019, 2020 et 2021, le taux d'ordonnances ratifiées plafonne à un peu plus de 10 %, un niveau exceptionnellement bas depuis 2007 (*voir graphique à la page 59*). Ce chiffre n'inclut cependant pas **les ordonnances partiellement ratifiées**, pratique nouvelle apparue au cours du quinquennat 2017-2022 consistant à ne ratifier qu'un seul article, voire qu'une partie d'un article d'une ordonnance plutôt que de ratifier l'ordonnance dans son ensemble. Ces cas de ratification partielle ont concerné deux ordonnances lors du quinquennat⁹⁰.

⁸⁸ *Étude réalisée en février 2014 par la direction de la Séance du Sénat, « Les ordonnances prises sur le fondement de l'article 38 de la Constitution », publiée sur le site du Sénat : https://www.senat.fr/role/ordonnances/etude_ordonnances.pdf. Page 60.*

⁸⁹ *Ont été décomptées uniquement les lois qui ont ratifié des ordonnances ayant été publiées entre le 16 mai 2007 et le 13 mai 2022. Ne sont donc pas prises en compte les lois ayant porté ratification d'ordonnances publiées antérieurement au 16 mai 2007.*

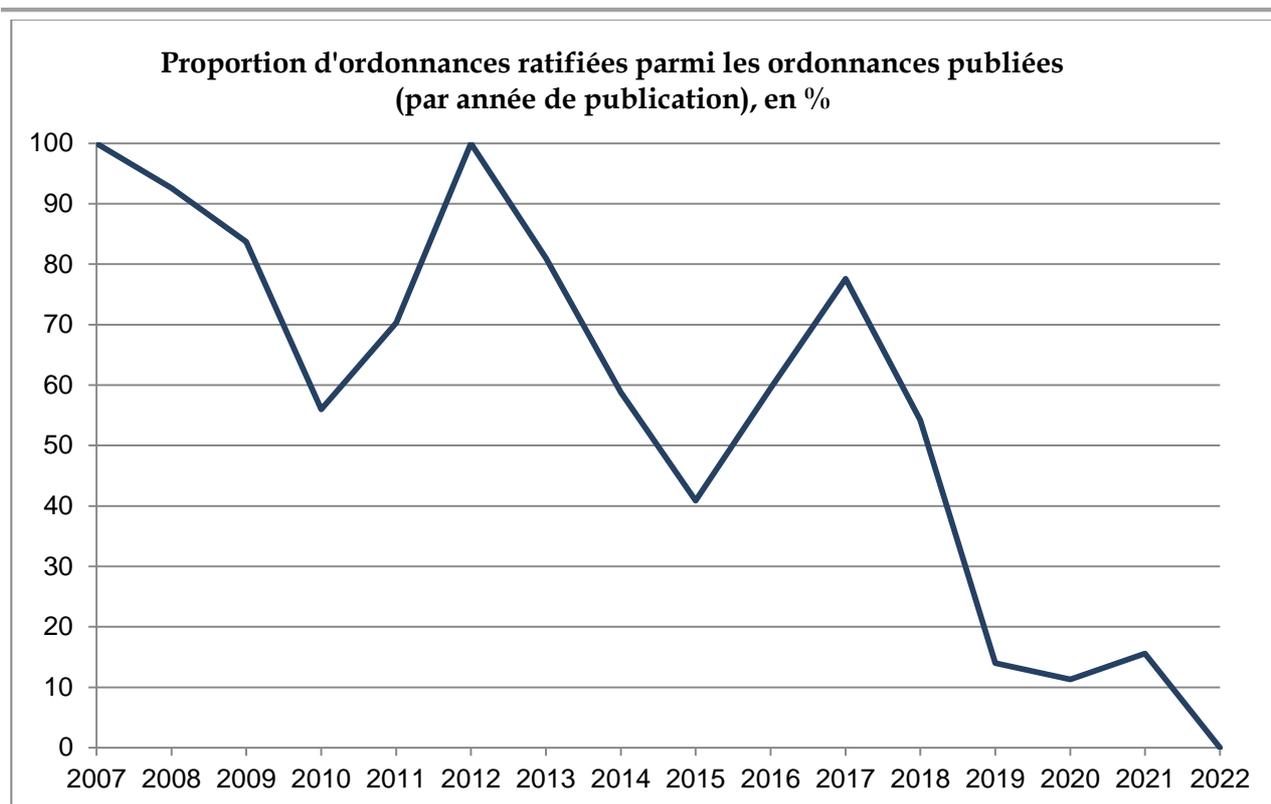
⁹⁰ *Il s'agit de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19, dont l'article 18 a été ratifié par la loi n° 2021-195 du 23 février 2021 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, et de l'ordonnance n° 2021-650 du 26 mai 2021 portant transposition de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et relative aux mesures d'adaptation des pouvoirs de l'Autorité de*

Depuis 2017, s'observe donc un phénomène de raréfaction de la ratification des ordonnances publiées. Le nombre d'ordonnances publiées lors du quinquennat 2017-2022 faisant l'objet d'une ratification parlementaire peut néanmoins croître lors des prochaines années, une ordonnance pouvant être ratifiée lors d'un quinquennat autre que celui lors duquel elle a été publiée (*cf. infra*).

Répartition des ordonnances ratifiées et non ratifiées

Quinquennat	Ordonnances non ratifiées	Part des ordonnances non ratifiées parmi les ordonnances publiées	Ordonnances ratifiées	Part des ordonnances ratifiées parmi les ordonnances publiées
2007-2012	31	20,4 %	121 <i>dont 43 au cours d'un autre mandat (35,5 %)</i>	79,6 %
2012-2017	105	38,7 %	166 <i>dont 67 au cours d'un autre mandat (40,3 %)</i>	61,3 %
2017-2022	279	79,7 %	71	20,3 %
Total sur la période mai 2007 - mai 2022	415	53,7 %	358	46,3 %

régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse, dont le g de l'article 3 a été ratifié par la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels.



Pour accroître le taux de ratification des ordonnances, la pratique est désormais fréquente de **regrouper les mesures de ratification** dans des textes de loi à objet plus large que les seuls projets de lois dont le dispositif unique consiste à ratifier des ordonnances. Bien que, sur l'ensemble de la période étudiée, les lois de ratification promulguées concernent généralement un faible nombre d'ordonnances (en moyenne, une loi promulguée comportant des mesures de ratification ratifie 3,2 ordonnances), **5 lois ont permis à elles seules la ratification de plus d'une ordonnance ratifiée sur trois.**

Lois ayant opéré le plus de ratifications

Lois	Nombre d'ordonnances ratifiées, publiées après le 16 mai 2007
Loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé	33
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises	26
Loi n° 2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer	21

Lois	Nombre d'ordonnances ratifiées, publiées après le 16 mai 2007
Loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures	19
Loi n° 2013-619 du 16 juillet 2013 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable	13
TOTAL	112 <i>soit 31,3 % des ordonnances ratifiées</i>

b) Des délais de ratifications hétérogènes pouvant dépasser 1 000 jours

Le taux de ratification croît à mesure que s'éloigne la date de la publication de l'ordonnance, illustrant à la fois **un délai moyen conséquent pour ratifier une ordonnance** et **l'habitude fréquente de ratifier des ordonnances lors du mandat suivant** celui de la publication de l'ordonnance.

La loi de ratification d'un peu moins **d'une ordonnance ratifiée sur trois** (30,7 %) a été promulguée par un Président de la République différent de celui ayant signé l'ordonnance lors de sa publication.

Le délai effectif de ratification est hétérogène mais s'élève, en moyenne, à une période supérieure à un an. Entre la publication de l'ordonnance et sa ratification, il s'est écoulé en moyenne **524,8 jours** (1 an, 5 mois et 8 jours) pour les ordonnances publiées lors du quinquennat 2007-2012, **599 jours** (1 an, 7 mois et 21 jours) pour celles publiées au cours du quinquennat 2012-2007 et, enfin, **403,5 jours** (1 an, 1 mois et 7 jours) pour celles publiées lors du quinquennat 2017-2022.

Avec une ratification **60 jours** après sa publication, l'ordonnance ayant été ratifiée le plus rapidement est l'ordonnance n° 2011-592 du 27 mai 2011 modifiant le régime de l'épargne-logement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. À l'inverse, l'ordonnance n° 2011-78 du 21 janvier 2011 relative aux conditions dans lesquelles certains actes peuvent être réalisés par des personnes n'ayant pas la qualité de vétérinaire se démarque par un délai de ratification particulièrement long : **3 604 jours** (9 ans, 10 mois, 13 jours). Elle est également la seule, au cours de la période étudiée, à avoir été ratifiées deux mandats après celui de sa publication.

Le dépassement d'un délai de 1 000 jours entre la publication et la ratification de l'ordonnance n'est pas rare : ce fut le cas de **9,2 %** des ordonnances ratifiées. En revanche, les délais de ratification particulièrement courts, inférieurs à 100 jours, sont plus inhabituels : **seules 2,2 % des ordonnances ratifiées l'ont été moins de 100 jours après leur publication.**

2. La ratification n'est cependant pas systématique et s'accompagne de façon croissante de modifications par le Parlement

Bien que le cas soit peu ordinaire, **il arrive que le Parlement refuse de ratifier une ordonnance** (hors suppression d'une mesure de ratification identique, *cf. supra*), soit pour intégrer dans le texte de la loi ayant initialement vocation à ratifier l'ordonnance un dispositif plus en adéquation avec les attentes des parlementaires, soit par opposition politique aux fondements de l'ordonnance en question. Lors du quinquennat 2017-2022, ces deux cas de figure se sont présentés.

Au cours de l'examen de l'article 206 de la future loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises, l'Assemblée nationale a par exemple substitué à la ratification de l'ordonnance n° 2017-1090 du 1^{er} juin 2017 relative aux offres de prêt immobilier un dispositif alternatif à celui de l'ordonnance, par le biais d'un amendement déposé par les députés Coralie DUBOST et Roland LESCURE⁹¹.

Le 6 octobre 2021, le Sénat a rejeté la proposition de loi tendant à permettre l'examen par le Parlement de la ratification de l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État. Parmi les raisons évoquées par les intervenants pour justifier le rejet de la proposition de loi de ratification, figurent l'opposition au recours aux ordonnances pour traiter de la réforme de la haute fonction publique, un désaccord sur le fond de la réforme et, selon la rapporteure Catherine DI FOLCO, le refus de « donner [...] un blanc-seing au Gouvernement pour attendre patiemment qu'il précise la portée de la réforme envisagée »⁹², en l'attente de la publication des mesures réglementaires d'application.

Il arrive également que des ratifications d'ordonnances soient déclarées non conformes à la Constitution par le Conseil constitutionnel, lorsque celui-ci constate une irrégularité au cours du processus d'adoption du véhicule permettant la ratification (projet de loi, proposition de loi ou amendement au cours de la navette parlementaire) ou que la mesure de ratification est un cavalier législatif, c'est-à-dire qu'elle ne présente pas de lien suffisamment direct avec l'objet du texte. C'est sur ce fondement que le Conseil constitutionnel a déclaré non conforme à la Constitution la ratification de trois ordonnances⁹³ prévues à l'article 195 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets⁹⁴. Dans ce cas, l'ordonnance est considérée comme non ratifiée et elle ne peut

⁹¹ Amendement n° 970 au projet de loi n° 1673, modifié par le Sénat, relatif à la croissance et la transformation des entreprises, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture le jeudi 07 mars 2019 (<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/1673/CSPACTE/970>).

⁹² Voir le compte rendu intégral des débats de la séance du Sénat du 6 octobre 2021, accessible sur le site du Sénat : <http://www.senat.fr/seances/s202110/s20211006/s20211006004.html#int390>

⁹³ Il s'agit de l'ordonnance n° 2019-1170 du 13 novembre 2019 relative au régime juridique du schéma d'aménagement régional, de l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale et de l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme.

⁹⁴ Décision du Conseil constitutionnel n° 2021-825 DC du 13 août 2021 relative à la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

acquérir de valeur pleinement législative qu'à l'issue d'une nouvelle ratification au cours du vote d'une autre loi.

En revanche, **les cas de ratification avec modification sont plus fréquents et en hausse** : 14,5 % des ratifications se sont accompagnées d'une modification directe du dispositif de l'ordonnance. **La part des ordonnances ratifiées avec modification a en outre quadruplé**, passant de 6,6 % lors du quinquennat 2007-2012 à respectivement 15,8 % et 25,4 % lors du quinquennat 2012-2017 et du quinquennat 2017-2022⁹⁵.

En tenant compte également des modifications indirectes, c'est-à-dire lorsqu'une ou plusieurs dispositions d'un article de code modifiées par une ordonnance font à nouveau l'objet d'une réécriture au moins partielle dans la loi de ratification, **une ordonnance sur deux peut être considérée comme modifiée lors de sa ratification** et une même **tendance à la hausse s'observe** sur l'ensemble de la période étudiée. La part des ordonnances modifiées, y compris indirectement, a également doublé entre le quinquennat 2007-2012 (34,7 %) et les premières années du quinquennat 2017-2022 (66,2 %).

À ce titre, **l'implication du Parlement est forte** puisque 74,7 % des ordonnances modifiées directement ou indirectement l'ont été soit à l'initiative d'un parlementaire, soit à la suite d'une modification d'origine gouvernementale elle-même amendée par un ou plusieurs parlementaires. La proportion de l'intervention parlementaire parmi les modifications d'ordonnances est en revanche stable au cours de la période, variant entre 70,8 % lors du quinquennat 2012-2017 et 78,7 % lors du quinquennat 2017-2022.

La ratification expresse des ordonnances permet ainsi aux parlementaires, à défaut d'être le plus souvent les initiateurs de la ratification (*cf. supra*), de **vérifier la conformité de l'ordonnance à la volonté du législateur**, et d'agir en conséquence. L'attachement des parlementaires au respect du champ de l'habilitation apparaît régulièrement lors des débats et auditions, comme l'illustrent les propos tenus par l'ancien président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat, M. Hervé MAUREY, lors de l'audition du 12 mai 2020 du secrétaire général du Gouvernement de l'époque, M. Marc GUILLAUME : « [il est] *indispensable que l'examen des mesures de ratification s'accompagne d'un véritable débat sur les choix retenus, afin d'examiner leur adéquation aux objectifs fixés par la loi* »⁹⁶.

⁹⁵ Pour l'ensemble des chiffres évoqués dans cette partie, les ordonnances comptabilisées sont celles publiées au cours du mandat cité, ayant fait l'objet d'une ratification qui peut avoir eu lieu au cours d'un mandat distinct.

⁹⁶ Rapport d'information n° 523 (2019-2020) de Mme Valérie LÉTARD, présidente de la délégation du Bureau chargée du travail parlementaire, de la législation en commission, des votes et du contrôle, déposé le 17 juin 2020 et publié sur le site du Sénat : <https://www.senat.fr/notice-rapport/2019/r19-523-notice.html>.

Ordonnances ayant été modifiées lors de leur ratification

Quinquennat	Ordonnances ratifiées	Ordonnances ayant fait l'objet d'une modification directe lors de la ratification		Ordonnances modifiées, incluant les modifications indirectes du dispositif lors de la ratification		<i>dont modifications à l'initiative ou amendées par le Parlement</i>	
2007-2012	121 <i>dont 43 au cours d'un autre mandat (35,5 %)</i>	8	<i>soit 6,6 %</i>	42	<i>soit 34,7 %</i>	33	<i>soit 78,6 %</i>
2012-2017	166 <i>dont 67 au cours d'un autre mandat (40,4 %)</i>	26	<i>soit 15,7 %</i>	89	<i>soit 53,6 %</i>	63	<i>soit 70,8 %</i>
2017-2022	71	18	<i>soit 25,4 %</i>	47	<i>soit 66,2 %</i>	37	<i>soit 78,7 %</i>
Total entre mai 2007 - mai 2022	358	52	<i>soit 14,5 %</i>	178	<i>soit 49,7 %</i>	133	<i>soit 74,7 %</i>

ANNEXE

**Liste des ordonnances de l'article 38 de la Constitution
publiées entre le 14 mai 2007 et le 13 mai 2022**

I. Quinquennat 2007-2012 (152 ordonnances publiées)

Ordonnance n° **2007-1389** du 27 septembre 2007 relative aux contrôles, au constat des infractions et aux sanctions en matière de lutte contre le dopage et de protection de la santé des sportifs en Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2007-1490** du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2007-1801** du 21 décembre 2007 relative à l'adaptation à Mayotte de diverses dispositions législatives

Ordonnance n° **2008-97** du 31 janvier 2008 portant adaptation de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités aux universités implantées dans une ou plusieurs régions et départements d'outre-mer

Ordonnance n° **2008-156** du 22 février 2008 relative à la représentation de la Nouvelle-Calédonie au sein du conseil d'administration de l'Agence de développement de la culture kanak

Ordonnance n° **2008-205** du 27 février 2008 relative au droit du travail applicable à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin

Ordonnance n° **2008-480** du 22 mai 2008 transposant en matière de don de gamètes et d'assistance médicale à la procréation la directive 2004/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004

Ordonnance n° **2008-507** du 30 mai 2008 portant transposition de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Ordonnance n° **2008-556** du 13 juin 2008 transposant la directive 2005/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2005 relative à la réassurance et réformant le cadre juridique des fonds communs de créances

Ordonnance n° **2008-697** du 11 juillet 2008 relative à l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et réformant la chambre interprofessionnelle de Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2008-698** du 11 juillet 2008 relative à l'application du code monétaire et financier et du code des assurances à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin

Ordonnance n° **2008-717** du 17 juillet 2008 portant sur les dispositions pénales relatives à certains produits de santé

Ordonnance n° **2008-727** du 24 juillet 2008 portant extension et adaptation de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française

Ordonnance n° **2008-728** du 24 juillet 2008 portant adaptation des dispositions du code de l'éducation relatives à l'enseignement supérieur dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2008-810** du 22 août 2008 complétant la transposition de la directive 2001/95/CE du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits

Ordonnance n° **2008-811** du 22 août 2008 relative aux contrôles de conformité portant sur les aliments pour animaux, les denrées alimentaires d'origine non animale et les fruits et légumes frais, en provenance des pays tiers à la Communauté européenne

Ordonnance n° **2008-858** du 28 août 2008 portant diverses dispositions d'adaptation du droit de l'outre-mer

Ordonnance n° **2008-859** du 28 août 2008 relative à l'extension et à l'adaptation outre-mer de diverses mesures bénéficiant aux personnes handicapées et en matière d'action sociale et médico-sociale

Ordonnance n° **2008-860** du 28 août 2008 relative à l'adaptation de la législation douanière applicable à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2008-1081** du 23 octobre 2008 réformant le cadre de la gestion d'actifs pour compte de tiers

Ordonnance n° **2008-1145** du 06 novembre 2008 relative aux actions de préférence

Ordonnance n° **2008-1161** du 13 novembre 2008 portant modernisation de la régulation de la concurrence

Ordonnance n° **2008-1233** du 28 novembre 2008 portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2008-1271** du 05 décembre 2008 relative à la mise en place de codes de conduite et de conventions régissant les rapports entre les producteurs et les distributeurs, en matière de commercialisation d'instruments financiers, de produits d'épargne et d'assurance sur la vie

Ordonnance n° **2008-1278** du 08 décembre 2008 transposant la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006 et relative aux commissaires aux comptes

Ordonnance n° **2008-1301** du 11 décembre 2008 relative aux brevets d'invention et aux marques

Ordonnance n° **2008-1304** du 11 décembre 2008 modifiant la partie législative du code de l'éducation

Ordonnance n° **2008-1305** du 11 décembre 2008 modifiant la partie législative du code de la recherche

Ordonnance n° **2008-1340** du 18 décembre 2008 relative au contrôle de la fabrication et du commerce des précurseurs de drogues

Ordonnance n° **2008-1345** du 18 décembre 2008 portant réforme du droit des entreprises en difficulté

Ordonnance n° **2009-15** du 08 janvier 2009 relative aux instruments financiers

Ordonnance n° **2009-79** du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables

Ordonnance n° **2009-80** du 22 janvier 2009 relative à l'appel public à l'épargne et portant diverses dispositions en matière financière

Ordonnance n° **2009-102** du 30 janvier 2009 relative aux informations sur le donneur d'ordre qui doivent accompagner les virements de fonds à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2009-103** du 30 janvier 2009 prise pour l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de certaines mesures de gel des avoirs

Ordonnance n° **2009-104** du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme

Ordonnance n° **2009-105** du 30 janvier 2009 relative aux rachats d'actions, aux déclarations de franchissement de seuils et aux déclarations d'intentions

Ordonnance n° **2009-106** du 30 janvier 2009 portant sur la commercialisation des produits d'assurance sur la vie et sur des opérations de prévoyance collective et d'assurance

Ordonnance n° **2009-107** du 30 janvier 2009 relative aux sociétés d'investissement à capital fixe, aux fonds fermés étrangers et à certains instruments financiers

Ordonnance n° **2009-108** du 30 janvier 2009 portant diverses dispositions relatives aux entreprises de réassurance

Ordonnance n° **2009-112** du 30 janvier 2009 portant diverses mesures relatives à la fiducie

Ordonnance n° **2009-229** du 26 février 2009 prise pour l'application de l'article 12 de la loi n° 2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

Ordonnance n° **2009-233** du 26 février 2009 réformant les voies de recours contre les visites domiciliaires et les saisies de l'Autorité des marchés financiers

Ordonnance n° **2009-325** du 23 mars 2009 relative à la création de l'Agence de services et de paiement et de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer

Ordonnance n° **2009-375** du 1^{er} avril 2009 réformant les voies de recours contre certaines visites et saisies administratives

Ordonnance n° **2009-394** du 09 avril 2009 portant extension de dispositions de l'ordonnance n° 2008-1081 du 23 octobre 2008 réformant le cadre de la gestion d'actifs

pour compte de tiers en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2009-483** du 29 avril 2009 prise en application de l'article 35 de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives

Ordonnance n° **2009-515** du 07 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique

Ordonnance n° **2009-663** du 11 juin 2009 relative à l'enregistrement de certaines installations classées pour la protection de l'environnement

Ordonnance n° **2009-717** du 18 juin 2009 relative à l'adaptation aux personnes exerçant la profession de marin de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail

Ordonnance n° **2009-797** du 24 juin 2009 relative à l'application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de l'ordonnance n° 2009-15 du 8 janvier 2009 relative aux instruments financiers

Ordonnance n° **2009-798** du 24 juin 2009 portant extension de l'ordonnance n° 2009-80 du 22 janvier 2009 relative à l'appel public à l'épargne et portant diverses dispositions en matière financière en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2009-799** du 24 juin 2009 portant actualisation et adaptation de la législation financière et de la législation douanière applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte

Ordonnance n° **2009-864** du 15 juillet 2009 relative aux contrats de concession de travaux publics

Ordonnance n° **2009-865** du 15 juillet 2009 relative à l'application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme

Ordonnance n° **2009-866** du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement

Ordonnance n° **2009-884** du 22 juillet 2009 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de dispositions des ordonnances n° 2009-79 du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables et n° 2009-107 du 30 janvier 2009 relative aux sociétés d'investissement à capital fixe, aux fonds fermés étrangers et à certains instruments financiers

Ordonnance n° **2009-894** du 24 juillet 2009 relative aux mesures de police et aux sanctions applicables aux transferts transfrontaliers de déchets

Ordonnance n° **2009-896** du 24 juillet 2009 portant actualisation du droit commercial et du droit pénal applicables en Nouvelle-Calédonie et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2009-897** du 24 juillet 2009 relative à l'évaluation prudentielle des acquisitions et des augmentations de participation dans des entités du secteur financier

Ordonnance n° **2009-901** du 27 juillet 2009 relative à la partie législative du code du cinéma et de l'image animée

Ordonnance n° **2009-935** du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés

Ordonnance n° **2009-936** du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France

Ordonnance n° **2009-1019** du 26 août 2009 portant extension et adaptation outre-mer des dispositions relatives à la télévision numérique terrestre

Ordonnance n° **2009-1358** du 05 novembre 2009 modifiant le code du cinéma et de l'image animée

Ordonnance n° **2009-1369** du 06 novembre 2009 relative au regroupement du Centre national professionnel de la propriété forestière et des centres régionaux de la propriété forestière

Ordonnance n° **2009-1400** du 17 novembre 2009 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales

Ordonnance n° **2009-1401** du 17 novembre 2009 portant simplification de l'exercice du contrôle de légalité

Ordonnance n° **2009-1530** du 10 décembre 2009 modifiant la partie législative du code général des collectivités territoriales

Ordonnance n° **2009-1534** du 10 décembre 2009 relative à la compétence du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire en matière disciplinaire et à la mise en cohérence de diverses dispositions du livre VIII du code rural (partie législative)

Ordonnance n° **2009-1585** du 17 décembre 2009 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles requises pour l'exercice des professions médicales, pharmaceutiques et paramédicales

Ordonnance n° **2009-1586** du 17 décembre 2009 relative aux conditions d'enregistrement des professions de santé

Ordonnance n° **2009-1752** du 25 décembre 2009 modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre

Ordonnance n° **2010-11** du 07 janvier 2010 portant extension et adaptation de l'ordonnance n° 2009-866 du 15 juillet 2009 relative aux conditions régissant la fourniture de services de paiement et portant création des établissements de paiement à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2010-18** du 07 janvier 2010 portant création d'une agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

Ordonnance n° **2010-49** du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale

Ordonnance n° **2010-76** du 21 janvier 2010 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance

Ordonnance n° **2010-104** du 28 janvier 2010 relative à diverses mesures de protection sociale agricole

Ordonnance n° **2010-177** du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires

Ordonnance n° **2010-250** du 11 mars 2010 relative aux dispositifs médicaux

Ordonnance n° **2010-331** du 25 mars 2010 portant extension et adaptation aux collectivités régies par l'article 74 de la Constitution, à la Nouvelle-Calédonie, aux Terres australes et antarctiques françaises ainsi qu'à La Réunion et à la Guadeloupe de dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires

Ordonnance n° **2010-377** du 14 avril 2010 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna de la loi n° 2009-1255 du 19 octobre 2009 tendant à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers

Ordonnance n° **2010-379** du 14 avril 2010 relative à la santé des sportifs et à la mise en conformité du code du sport avec les principes du code mondial antidopage

Ordonnance n° **2010-418** du 27 avril 2010 harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques

Ordonnance n° **2010-420** du 27 avril 2010 portant adaptation de dispositions résultant de la fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique

Ordonnance n° **2010-459** du 06 mai 2010 modifiant les livres Ier, V et VI du code rural

Ordonnance n° **2010-460** du 06 mai 2010 relative à la modernisation des missions d'inspection et de contrôle et à la mise en cohérence de diverses dispositions du livre II du code rural

Ordonnance n° **2010-461** du 06 mai 2010 portant adaptation des renvois à des dispositions réglementaires d'application dans la partie législative du code rural

Ordonnance n° **2010-462** du 06 mai 2010 créant un livre IX du code rural relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine

Ordonnance n° **2010-590** du 03 juin 2010 portant dispositions relatives au statut civil de droit local applicable à Mayotte et aux juridictions compétentes pour en connaître

Ordonnance n° **2010-638** du 10 juin 2010 portant suppression du régime des conservateurs des hypothèques

Ordonnance n° **2010-686** du 26 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-

Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

Ordonnance n° **2010-1232** du 21 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière d'environnement

Ordonnance n° **2010-1307** du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports

Ordonnance n° **2010-1445** du 25 novembre 2010 portant adaptation pour les investissements réalisés dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la réduction d'impôt sur le revenu en faveur de l'investissement locatif

Ordonnance n° **2010-1511** du 09 décembre 2010 portant transposition de la directive 2007/36/CE du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées

Ordonnance n° **2010-1512** du 09 décembre 2010 portant adaptation du droit des entreprises en difficulté et des procédures de traitement des situations de surendettement à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée

Ordonnance n° **2010-1579** du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets

Ordonnance n° **2011-78** du 20 janvier 2011 relative aux conditions dans lesquelles certains actes peuvent être réalisés par des personnes n'ayant pas la qualité de vétérinaire

Ordonnance n° **2011-91** du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier

Ordonnance n° **2011-204** du 24 février 2011 relative au code des transports

Ordonnance n° **2011-253** du 10 mars 2011 portant modification du titre V du livre V du code de l'environnement

Ordonnance n° **2011-337** du 29 mars 2011 modifiant l'organisation judiciaire dans le Département de Mayotte

Ordonnance n° **2011-398** du 14 avril 2011 portant transposition de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées

Ordonnance n° **2011-504** du 09 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie

Ordonnance n° **2011-592** du 27 mai 2011 modifiant le régime de l'épargne-logement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2011-635** du 09 juin 2011 portant diverses dispositions d'adaptation du code des transports au droit de l'Union européenne et aux conventions internationales dans les domaines du transport et de la sécurité maritimes

Ordonnance n° **2011-673** du 16 juin 2011 adaptant certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et du code de la santé publique à l'évolution de la législation de l'Union européenne dans le domaine du médicament vétérinaire

Ordonnance n° **2011-821** du 07 juillet 2011 relative à l'adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte de la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services

Ordonnance n° **2011-839** du 15 juillet 2011 relative aux assurances en matière de transport

Ordonnance n° **2011-840** du 15 juillet 2011 relative à la mise en conformité des dispositions nationales avec le droit de l'Union européenne sur la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Ordonnance n° **2011-862** du 22 juillet 2011 relative à l'organisation de l'épidémiologie, de la prévention et de la lutte contre les maladies animales et végétales et aux conditions de délégation de certaines tâches liées aux contrôles sanitaires et phytosanitaires

Ordonnance n° **2011-863** du 22 juillet 2011 relative à la modernisation des missions des vétérinaires titulaires d'un mandat sanitaire

Ordonnance n° **2011-864** du 22 juillet 2011 relative à la protection et à la mise en valeur des terres agricoles dans les départements d'outre-mer, dans le Département de Mayotte et à Saint-Martin

Ordonnance n° **2011-866** du 22 juillet 2011 adaptant à l'outre-mer diverses dispositions relatives à la pêche de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

Ordonnance n° **2011-915** du 1^{er} août 2011 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et à la modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs

Ordonnance n° **2011-1012** du 24 août 2011 relative aux communications électroniques

Ordonnance n° **2011-1068** du 08 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'État et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne

Ordonnance n° **2011-1069** du 08 septembre 2011 transposant la décision-cadre 2006/960/ JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne

Ordonnance n° **2011-1105** du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28/ CE et 2009/30/ CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants

Ordonnance n° **2011-1243** du 06 octobre 2011 portant extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de l'ordonnance n° 2011-398 du 14 avril 2011 portant transposition de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive

98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées

Ordonnance n° **2011-1300** du 14 octobre 2011 relative aux redevances aéroportuaires

Ordonnance n° **2011-1327** du 20 octobre 2011 portant extension et adaptation des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française et à la fourniture de services financiers à distance dans ces collectivités et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2011-1328** du 20 octobre 2011 portant transposition de la directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs

Ordonnance n° **2011-1539** du 16 novembre 2011 relative à la définition des surfaces de plancher prises en compte dans le droit de l'urbanisme

Ordonnance n° **2011-1540** du 16 novembre 2011 portant transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale

Ordonnance n° **2011-1636** du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du contrat unique d'insertion au Département de Mayotte

Ordonnance n° **2011-1641** du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte

Ordonnance n° **2011-1708** du 1^{er} décembre 2011 relative à l'application à Mayotte des deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales

Ordonnance n° **2011-1875** du 15 décembre 2011 portant extension de la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2011-1895** du 19 décembre 2011 relative à la partie législative du code des procédures civiles d'exécution

Ordonnance n° **2011-1916** du 22 décembre 2011 relative à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme

Ordonnance n° **2011-1922** du 22 décembre 2011 portant adaptation du code du travail, du code de la santé publique et du code de l'environnement au droit de l'Union européenne en ce qui concerne la mise sur le marché des produits chimiques

Ordonnance n° **2011-1923** du 22 décembre 2011 relative à l'évolution de la sécurité sociale à Mayotte dans le cadre de la départementalisation

Ordonnance n° **2011-1929** du 22 décembre 2011 portant adaptation à Mayotte des modalités de tarification des établissements et services médico-sociaux qui accueillent les personnes handicapées

Ordonnance n° **2012-6** du 05 janvier 2012 modifiant les livres Ier et V du code de l'environnement

Ordonnance n° **2012-7** du 05 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)

Ordonnance n° **2012-8** du 05 janvier 2012 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la prévention des pollutions et des risques

Ordonnance n° **2012-9** du 05 janvier 2012 relative aux réserves naturelles

Ordonnance n° **2012-10** du 05 janvier 2012 relative à la protection des animaux d'espèces non domestiques non tenus en captivité utilisés à des fins scientifiques

Ordonnance n° **2012-11** du 05 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

Ordonnance n° **2012-34** du 11 janvier 2012 portant simplification, réforme et harmonisation des dispositions de police administrative et de police judiciaire du code de l'environnement

Ordonnance n° **2012-92** du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier

Ordonnance n° **2012-289** du 1^{er} mars 2012 relative à la sûreté de l'aviation civile

Ordonnance n° **2012-351** du 12 mars 2012 relative à la partie législative du code de la sécurité intérieure

Ordonnance n° **2012-395** du 23 mars 2012 relative à l'application à Mayotte de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique

Ordonnance n° **2012-510** du 18 avril 2012 portant adaptation de la législation relative au service public de l'électricité dans le Département de Mayotte

Ordonnance n° **2012-514** du 18 avril 2012 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna, à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française des dispositions de la loi n° 2011-814 du 7 juillet 2011

Ordonnance n° **2012-576** du 26 avril 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la construction et de l'habitation ainsi que de diverses lois relatives au logement

Ordonnance n° **2012-578** du 26 avril 2012 relative à l'application à Mayotte du code de commerce, de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation

Ordonnance n° **2012-579** du 26 avril 2012 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques dans le Département de Mayotte

Ordonnance n° **2012-644** du 04 mai 2012 portant extension et adaptation de la stratégie nationale pour la mer et le littoral dans les collectivités d'outre-mer

II. Quinquennat 2012-2017 (271 ordonnances publiées)

Ordonnance n° **2012-785** du 31 mai 2012 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte

Ordonnance n° **2012-787** du 31 mai 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'urbanisme

Ordonnance n° **2012-788** du 31 mai 2012 modifiant les livres III et VII du code du travail applicable à Mayotte

Ordonnance n° **2012-789** du 31 mai 2012 portant extension et adaptation de certaines dispositions du code rural et de la pêche maritime et d'autres dispositions législatives à Mayotte

Ordonnance n° **2012-790** du 31 mai 2012 modifiant l'article 64-1 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte

Ordonnance n° **2012-792** du 07 juin 2012 relative à la partie législative du code du travail applicable à Mayotte portant extension et adaptation du livre préliminaire et d'une partie des livres Ier, II et IV

Ordonnance n° **2012-809** du 13 juin 2012 relative aux systèmes de transport intelligents

Ordonnance n° **2012-814** du 22 juin 2012 relative à la durée du travail des conducteurs indépendants du transport public routier

Ordonnance n° **2012-827** du 28 juin 2012 relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (période 2013-2020)

Ordonnance n° **2012-872** du 12 juillet 2012 relative à l'application de divers règlements du Parlement européen et du Conseil en matière d'aviation civile

Ordonnance n° **2012-1218** du 02 novembre 2012 portant réforme pénale en matière maritime

Ordonnance n° **2012-1240** du 08 novembre 2012 portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

Ordonnance n° **2012-1397** du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

Ordonnance n° **2012-1398** du 13 décembre 2012 relative au transfert des personnels et des biens et obligations des départements et des régions aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

Ordonnance n° **2012-1427** du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments, à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet et à la lutte contre la falsification de médicaments

Ordonnance n° **2013-79** du 25 janvier 2013 portant adaptation du code monétaire et financier à la départementalisation de Mayotte et du droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2013-80** du 25 janvier 2013 relative aux allocations de logement à Mayotte

Ordonnance n° **2013-81** du 25 janvier 2013 relative aux dispositions applicables à certains agents relevant de l'Etat ou des circonscriptions territoriales exerçant leurs fonctions sur le territoire des îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2013-139** du 13 février 2013 relative aux formalités déclaratives applicables aux navires à l'entrée et à la sortie des ports maritimes

Ordonnance n° **2013-518** du 20 juin 2013 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure et du code de la défense (parties législatives) relatives aux armes et munitions

Ordonnance n° **2013-519** du 20 juin 2013 modifiant certaines dispositions du code de la sécurité intérieure (partie législative) relatives à l'outre-mer

Ordonnance n° **2013-544** du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement

Ordonnance n° **2013-638** du 18 juillet 2013 relative au contentieux de l'urbanisme

Ordonnance n° **2013-676** du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs

Ordonnance n° **2013-714** du 05 août 2013 relative à la mise en œuvre du principe de participation du public défini à l'article 7 de la Charte de l'environnement

Ordonnance n° **2013-760** du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement

Ordonnance n° **2013-792** du 30 août 2013 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions du titre Ier de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière

Ordonnance n° **2013-837** du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte

Ordonnance n° **2013-888** du 03 octobre 2013 relative à la procédure intégrée pour le logement

Ordonnance n° **2013-889** du 03 octobre 2013 relative au développement de la construction de logement

Ordonnance n° **2013-890** du 03 octobre 2013 relative à la garantie financière en cas de vente en l'état futur d'achèvement

Ordonnance n° **2013-1150** du 11 décembre 2013 relative à l'action sociale en faveur des familles à Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2013-1183** du 19 décembre 2013 relative à l'harmonisation des sanctions pénales et financières relatives aux produits de santé et à l'adaptation des prérogatives des autorités et des agents chargés de constater les manquements

Ordonnance n° **2013-1184** du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique

Ordonnance n° **2013-1185** du 19 décembre 2013 relative au taux de garantie que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent apporter à des emprunts souscrits par un concessionnaire

Ordonnance n° **2013-1208** du 24 décembre 2013 relative à l'adaptation du code de la santé publique à Mayotte

Ordonnance n° **2014-86** du 30 janvier 2014 allégeant les obligations comptables des micro-entreprises et petites entreprises

Ordonnance n° **2014-135** du 17 février 2014 modifiant la partie législative du code de la recherche

Ordonnance n° **2014-158** du 20 février 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière

Ordonnance n° **2014-159** du 20 février 2014 relative au logement intermédiaire

Ordonnance n° **2014-238** du 27 février 2014 relative à l'établissement public local d'enseignement dénommé « École européenne de Strasbourg »

Ordonnance n° **2014-239** du 27 février 2014 relative à l'exercice des professions d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation et de notaire en qualité de salarié

Ordonnance n° **2014-275** du 28 février 2014 portant simplification des obligations déclaratives des entreprises en matière de participation des employeurs et des employeurs agricoles à l'effort de construction

Ordonnance n° **2014-295** du 06 mars 2014 relative aux ventes en liquidation prévues par l'article L. 310-1 du code de commerce

Ordonnance n° **2014-326** du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives

Ordonnance n° **2014-329** du 12 mars 2014 relative à l'économie numérique

Ordonnance n° **2014-355** du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

Ordonnance n° **2014-356** du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'un certificat de projet

Ordonnance n° **2014-443** du 30 avril 2014 modifiant l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et réglementant le titre et la profession d'expert-comptable

Ordonnance n° **2014-463** du 07 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte des dispositions du code de l'action sociale et des familles relatives à l'adoption, à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la prestation de compensation du handicap

Ordonnance n° **2014-464** du 07 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie législative)

Ordonnance n° **2014-470** du 07 mai 2014 portant dispositions pénales et de procédure pénale pour l'application du code de l'environnement de Saint-Barthélemy

Ordonnance n° **2014-471** du 07 mai 2014 portant extension et adaptation à la Nouvelle-Calédonie de dispositions du livre IV du code de commerce relevant de la compétence de l'État en matière de pouvoirs d'enquête, de voies de recours, de sanctions et d'infractions

Ordonnance n° **2014-487** du 15 mai 2014 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de dispositions du code de commerce

Ordonnance n° **2014-577** du 04 juin 2014 modifiant les livres I^{er}, III et VII du code du travail applicable à Mayotte

Ordonnance n° **2014-559** du 30 mai 2014 relative au financement participatif

Ordonnance n° **2014-619** du 12 juin 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement

Ordonnance n° **2014-690** du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris à certains projets du réseau des transports en Ile-de-France

Ordonnance n° **2014-691** du 26 juin 2014 portant suppression des compétences contentieuses et disciplinaires du Conseil supérieur de l'éducation et des conseils académiques de l'éducation nationale

Ordonnance n° **2014-692** du 26 juin 2014 relative à l'application à Mayotte de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République

Ordonnance n° **2014-693** du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République

Ordonnance n° **2014-696** du 26 juin 2014 favorisant la contribution de l'assurance vie au financement de l'économie

Ordonnance n° **2014-697** du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique

Ordonnance n° **2014-699** du 26 juin 2014 portant simplification et adaptation du droit du travail

Ordonnance n° **2014-792** du 10 juillet 2014 portant application de l'article 55 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale

Ordonnance n° **2014-806** du 17 juillet 2014 modifiant le chapitre unique du titre VIII du livre VII de la troisième partie du code de l'éducation relatif aux dispositions applicables à l'université des Antilles et de la Guyane pour y adapter le titre V de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche

Ordonnance n° **2014-807** du 17 juillet 2014 modifiant la partie législative du code de l'éducation

Ordonnance n° **2014-811** du 17 juillet 2014 relative à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise

Ordonnance n° **2014-863** du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, prise en application de l'article 3 de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises

Ordonnance n° **2014-946** du 20 août 2014 portant extension de diverses dispositions en matière bancaire et financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2014-947** du 20 août 2014 relative au taux de l'intérêt légal

Ordonnance n° **2014-948** du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique

Ordonnance n° **2014-1088** du 26 septembre 2014 complétant l'ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives

Ordonnance n° **2014-1090** du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

Ordonnance n° **2014-1328** du 06 novembre 2014 relative à la communication des avis préalables

Ordonnance n° **2014-1329** du 06 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial

Ordonnance n° **2014-1330** du 06 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique

Ordonnance n° **2014-1332** du 06 novembre 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au mécanisme de surveillance unique des établissements de crédit

Ordonnance n° **2014-1335** du 06 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon

Ordonnance n° **2014-1345** du 06 novembre 2014 relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Ordonnance n° **2014-1348** du 12 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition

Ordonnance n° **2014-1380** du 21 novembre 2014 rapprochant la législation des transports applicable à Mayotte de la législation applicable en métropole et portant adaptation au droit européen de la législation des transports applicable à Mayotte

Ordonnance n° **2014-1490** du 11 décembre 2014 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables aux métropoles

Ordonnance n° **2014-1539** du 19 décembre 2014 relative à l'élection des conseillers métropolitains de Lyon

Ordonnance n° **2014-1543** du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon

Ordonnance n° **2014-1555** du 22 décembre 2014 portant fusion de l'Agence française pour les investissements internationaux et d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises

Ordonnance n° **2014-1567** du 22 décembre 2014 portant application de l'article 55 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale

Ordonnance n° **2015-24** du 14 janvier 2015 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche

Ordonnance n° **2015-25** du 14 janvier 2015 relative à l'application à Mayotte de la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et de l'article 23 de la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale

Ordonnance n° **2015-45** du 23 janvier 2015 relative à la commission du contentieux du stationnement payant

Ordonnance n° **2015-50** du 23 janvier 2015 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la métropole d'Aix-Marseille Provence

Ordonnance n° **2015-82** du 29 janvier 2015 relative à la simplification et à la sécurisation des modalités d'application des règles en matière de temps partiel issues de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi

Ordonnance n° **2015-124** du 05 février 2015 relative aux conditions d'application outre-mer de l'interdiction administrative du territoire et de l'assignation à résidence des étrangers faisant l'objet d'une mesure d'éloignement

Ordonnance n° **2015-333** du 26 mars 2015 portant diverses mesures de simplification et d'adaptation dans le secteur touristique

Ordonnance n° **2015-378** du 02 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (Solvabilité II)

Ordonnance n° **2015-380** du 02 avril 2015 relative au portage salarial

Ordonnance n° **2015-401** du 09 avril 2015 relative à la gestion, au recouvrement et à la contestation du forfait de post-stationnement prévu à l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales

Ordonnance n° **2015-459** du 23 avril 2015 simplifiant les obligations déclaratives des entreprises en matière de prélèvements sur les jeux

Ordonnance n° **2015-507** du 07 mai 2015 relative à l'adaptation du secret professionnel dans les échanges d'informations entre autorités administratives et à la suppression de la production de pièces justificatives

Ordonnance n° **2015-558** du 21 mai 2015 relative aux succursales établies sur le territoire français d'établissements de crédit ayant leur siège social dans un État qui n'est pas membre de l'Union européenne ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen

Ordonnance n° **2015-579** du 28 mai 2015 transférant l'organisation matérielle des élections au conseil d'administration et aux conseils d'orientation placés auprès des délégués régionaux ou interdépartementaux du Centre national de la fonction publique territoriale et aux conseils d'administration des centres de gestion de la fonction publique territoriale

Ordonnance n° **2015-615** du 04 juin 2015 relative à la mise sur le marché et à l'utilisation des matières fertilisantes, des adjuvants pour matières fertilisantes et des supports de culture

Ordonnance n° **2015-616** du 04 juin 2015 modifiant le code rural et de la pêche maritime en vue d'assurer la conformité de ses dispositions avec le droit de l'Union européenne et modifiant les dispositions relatives à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de son livre II

Ordonnance n° **2015-681** du 18 juin 2015 portant simplification des obligations déclaratives des entreprises en matière fiscale

Ordonnance n° **2015-682** du 18 juin 2015 relative à la simplification des déclarations sociales des employeurs

Ordonnance n° **2015-683** du 18 juin 2015 transférant aux services départementaux d'incendie et de secours l'organisation des élections à leurs conseils d'administration et leurs instances consultatives

Ordonnance n° **2015-839** du 09 juillet 2015 relative à la sécurisation des rentes versées dans le cadre des régimes de retraite mentionnés à l'article L. 137-11 du code de la sécurité sociale

Ordonnance n° **2015-855** du 15 juillet 2015 prise en application de l'article 38 de la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire

Ordonnance n° **2015-859** du 15 juillet 2015 relative aux missions, aux règles de fonctionnement et aux pouvoirs de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de l'Autorité des marchés financiers dans certaines collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2015-896** du 23 juillet 2015 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2015-897** du 23 juillet 2015 relative au régime d'assurance vieillesse applicable à Mayotte

Ordonnance n° **2015-899** du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Ordonnance n° **2015-900** du 23 juillet 2015 relative aux obligations comptables des commerçants

Ordonnance n° **2015-904** du 23 juillet 2015 portant simplification du régime des associations et des fondations

Ordonnance n° **2015-948** du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des autorités administratives indépendantes et des autorités publiques indépendantes

Ordonnance n° **2015-949** du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des ordres professionnels

Ordonnance n° **2015-950** du 31 juillet 2015 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration des mutuelles

Ordonnance n° **2015-952** du 31 juillet 2015 relative à la fusion des commissions compétentes pour l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale

Ordonnance n° **2015-953** du 31 juillet 2015 relative à la réforme de l'ordre des vétérinaires

Ordonnance n° **2015-1024** du 20 août 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière

Ordonnance n° **2015-1033** du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation

Ordonnance n° **2015-1075** du 27 août 2015 relative à la simplification des modalités d'information des acquéreurs prévues aux articles L. 721-2 et L. 721-3 du code de la construction et de l'habitation

Ordonnance n° **2015-1127** du 10 septembre 2015 portant réduction du nombre minimal d'actionnaires dans les sociétés anonymes non cotées

Ordonnance n° **2015-1174** du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme

Ordonnance n° **2015-1207** du 30 septembre 2015 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer le respect des principes du code mondial antidopage

Ordonnance n° **2015-1241** du 07 octobre 2015 relative à la communication dématérialisée des décisions de minoration du solde de points affecté au permis de conduire

Ordonnance n° **2015-1242** du 07 octobre 2015 relative à l'organisation de la surveillance en matière de santé animale, de santé végétale et d'alimentation

Ordonnance n° **2015-1243** du 07 octobre 2015 relative au commerce et à la protection des animaux de compagnie

Ordonnance n° **2015-1244** du 07 octobre 2015 relative au dispositif expérimental de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques

Ordonnance n° **2015-1245** du 07 octobre 2015 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions réglementées par le code rural et de la pêche maritime

Ordonnance n° **2015-1246** du 07 octobre 2015 relative aux signes d'identification de l'origine et de la qualité

Ordonnance n° **2015-1247** du 07 octobre 2015 relative aux produits de la vigne

Ordonnance n° **2015-1248** du 07 octobre 2015 portant adaptation du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne

Ordonnance n° **2015-1287** du 15 octobre 2015 portant fusion de la Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et de la Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires

Ordonnance n° **2015-1288** du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille

Ordonnance n° **2015-1318** du 22 octobre 2015 portant dispositions transitoires relatives à la réforme des chambres régionales des comptes

Ordonnance n° **2015-1324** du 22 octobre 2015 relative aux plans de prévention des risques technologiques

Ordonnance n° **2015-1341** du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration

Ordonnance n° **2015-1495** du 18 novembre 2015 relative à l'instauration de servitudes d'utilité publique pour le transport par câbles en milieu urbain

Ordonnance n° **2015-1497** du 18 novembre 2015 portant adaptation de diverses dispositions du code des assurances à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2015-1534** du 26 novembre 2015 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 et portant diverses dispositions concernant la défense, les anciens combattants et l'action de l'État en mer

Ordonnance n° **2015-1538** du 26 novembre 2015 relative à l'évolution des circonscriptions des chambres d'agriculture

Ordonnance n° **2015-1540** du 26 novembre 2015 relative aux réseaux des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat

Ordonnance n° **2015-1576** du 03 décembre 2015 portant transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé

Ordonnance n° **2015-1578** du 03 décembre 2015 portant suppression du contrat d'accès à l'emploi et du contrat d'insertion par l'activité, et extension et adaptation du contrat initiative-emploi à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2015-1620** du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions

Ordonnance n° **2015-1628** du 10 décembre 2015 relative aux garanties consistant en une prise de position formelle, opposable à l'administration, sur l'application d'une norme à la situation de fait ou au projet du demandeur

Ordonnance n° **2015-1630** du 10 décembre 2015 complétant et précisant les règles financières et fiscales applicables à la métropole du Grand Paris, aux établissements publics territoriaux et aux communes situés dans ses limites territoriales

Ordonnance n° **2015-1682** du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels

Ordonnance n° **2015-1686** du 17 décembre 2015 relative aux systèmes de règlement et de livraison d'instruments financiers et aux dépositaires centraux de titres

Ordonnance n° **2015-1736** du 24 décembre 2015 portant transposition de la directive 2012/33/UE du 21 novembre 2012 modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la teneur en soufre des combustibles marins

Ordonnance n° **2015-1737** du 24 décembre 2015 relative aux bilans d'émission de gaz à effet de serre et aux audits énergétiques

Ordonnance n° **2015-1781** du 28 décembre 2015 relative à la partie législative du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre

Ordonnance n° **2016-56** du 29 janvier 2016 relative au gage des stocks

Ordonnance n° **2016-57** du 29 janvier 2016 modifiant l'article L. 742-1 du code de commerce relatif aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce

Ordonnance n° **2016-65** du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession

Ordonnance n° **2016-79** du 29 janvier 2016 relative aux gares routières et à la recodification des dispositions du code des transports relatives à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières

Ordonnance n° **2016-128** du 10 février 2016 portant diverses dispositions en matière nucléaire

Ordonnance n° **2016-129** du 10 février 2016 portant sur un dispositif de continuité de fourniture succédant à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité

Ordonnance n° **2016-130** du 10 février 2016 portant adaptation des livres Ier et III du code de l'énergie au droit de l'Union européenne et relatif aux marchés intérieurs de l'électricité et du gaz

Ordonnance n° **2016-131** du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations

Ordonnance n° **2016-157** du 18 février 2016 relative à la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle

Ordonnance n° **2016-160** du 18 février 2016 portant adaptation de la prime d'activité au Département de Mayotte

Ordonnance n° **2016-282** du 10 mars 2016 relative à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution

Ordonnance n° **2016-301** du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation

Ordonnance n° **2016-307** du 17 mars 2016 portant codification des dispositions relatives à la réutilisation des informations publiques dans le code des relations entre le public et l'administration

Ordonnance n° **2016-312** du 17 mars 2016 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs

Ordonnance n° **2016-315** du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes

Ordonnance n° **2016-316** du 17 mars 2016 portant adaptation des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural à la réforme régionale

Ordonnance n° **2016-351** du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation

Ordonnance n° **2016-353** du 25 mars 2016 relative au maintien à titre transitoire des circonscriptions des centres régionaux de la propriété forestière

Ordonnance n° **2016-354** du 25 mars 2016 relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement

Ordonnance n° **2016-388** du 31 mars 2016 relative à la désignation des conseillers prud'hommes

Ordonnance n° **2016-391** du 31 mars 2016 recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du code rural et de la pêche maritime

Ordonnance n° **2016-394** du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé

Ordonnance n° **2016-411** du 07 avril 2016 portant diverses mesures d'adaptation dans le secteur gazier

Ordonnance n° **2016-413** du 07 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail

Ordonnance n° **2016-415** du 07 avril 2016 relative à l'économie sociale et solidaire dans le Département de Mayotte

Ordonnance n° **2016-460** du 14 avril 2016 modifiant l'article L. 225-4 du code de la route pour habilitier les fonctionnaires et agents de l'État chargés du contrôle des transports terrestres placés sous l'autorité du ministre chargé des transports à accéder directement aux informations relatives au permis de conduire

Ordonnance n° **2016-461** du 14 avril 2016 précisant les compétences de la Commission de régulation de l'énergie en matière de recueil d'information, de sanction et de coopération

Ordonnance n° **2016-462** du 14 avril 2016 portant création de l'Agence nationale de santé publique

Ordonnance n° **2016-488** du 21 avril 2016 relative à la consultation locale sur les projets susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement

Ordonnance n° **2016-489** du 21 avril 2016 relative à la Société du Canal Seine-Nord Europe

Ordonnance n° **2016-492** du 21 avril 2016 portant simplification des dispositions du code des postes et des communications électroniques relatives à l'institution de servitudes radioélectriques

Ordonnance n° **2016-493** du 21 avril 2016 relative à la mise sur le marché d'équipements radioélectriques

Ordonnance n° **2016-518** du 28 avril 2016 portant diverses modifications du livre V du code de l'énergie

Ordonnance n° **2016-520** du 28 avril 2016 relative aux bons de caisse

Ordonnance n° **2016-526** du 28 avril 2016 portant transposition de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit

Ordonnance n° **2016-572** du 12 mai 2016 portant extension et adaptation aux îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code de l'énergie

Ordonnance n° **2016-623** du 19 mai 2016 portant transposition de la directive 2014/40/UE sur la fabrication, la présentation et la vente des produits du tabac et des produits connexes

Ordonnance n° **2016-665** du 25 mai 2016 relative au commissionnement des agents de Voies navigables de France et modifiant des dispositions sur les péages fluviaux

Ordonnance n° **2016-727** du 02 juin 2016 relative à la désignation en justice, à titre habituel, des huissiers de justice et des commissaires-priseurs judiciaires en qualité de liquidateur ou d'assistant du juge commis dans certaines procédures prévues au titre IV du livre VI du code de commerce

Ordonnance n° **2016-728** du 02 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice

Ordonnance n° **2016-800** du 16 juin 2016 relative aux recherches impliquant la personne humaine

Ordonnance n° **2016-827** du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers

Ordonnance n° **2016-966** du 17 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé

Ordonnance n° **2016-967** du 15 juillet 2016 relative à la coordination du système d'agences sanitaires nationales, à la sécurité sanitaire et aux accidents médicaux

Ordonnance n° **2016-982** du 20 juillet 2016 prise en application de l'article 30 de la loi n° 2015-917 du 28 juillet 2015 actualisant la programmation militaire pour les années 2015 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense

Ordonnance n° **2016-985** du 20 juillet 2016 relative au bail réel solidaire

Ordonnance n° **2016-1018** du 27 juillet 2016 relative à la communication des données de circulation routière des collectivités territoriales et de leurs groupements

Ordonnance n° **2016-1019** du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité

Ordonnance n° **2016-1022** du 20 juillet 2016 relative à l'aménagement des dispositifs de suivi du financement des entreprises mis en place par la Banque de France

Ordonnance n° **2016-1028** du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Ordonnance n° **2016-1057** du 03 août 2016 relative à l'expérimentation de véhicules à délégation de conduite sur les voies publiques

Ordonnance n° **2016-1058** du 03 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes

Ordonnance n° **2016-1059** du 03 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables

Ordonnance n° **2016-1060** du 03 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement

Ordonnance n° **2016-1255** du 28 septembre 2016 modifiant les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques relatives à l'outre-mer

Ordonnance n° **2016-1314** du 06 octobre 2016 portant adaptation à la convention du travail maritime (2006) de l'Organisation internationale du travail et à la convention n° 188 sur le travail dans la pêche (2007) du droit applicable aux gens de mer à Wallis-et-Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises

Ordonnance n° **2016-1315** du 06 octobre 2016 modifiant la loi du 17 décembre 1926 relative à la répression en matière maritime

Ordonnance n° **2016-1360** du 13 octobre 2016 modifiant la partie législative du code des juridictions financières

Ordonnance n° **2016-1365** du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant le Conseil d'État

Ordonnance n° **2016-1366** du 13 octobre 2016 portant dispositions statutaires concernant les magistrats des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

Ordonnance n° **2016-1406** du 20 octobre 2016 portant adaptation et simplification de la législation relative à l'Établissement français du sang et aux activités liées à la transfusion sanguine

Ordonnance n° **2016-1408** du 20 octobre 2016 relative à la réorganisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction

Ordonnance n° **2016-1519** du 10 novembre 2016 portant création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes

Ordonnance n° **2016-1561** du 21 novembre 2016 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la collectivité de Corse

Ordonnance n° **2016-1562** du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la collectivité de Corse

Ordonnance n° **2016-1563** du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse

Ordonnance n° **2016-1575** du 24 novembre 2016 portant réforme du dispositif de gel des avoirs

Ordonnance n° **2016-1579** du 24 novembre 2016 relative à l'application à Mayotte de l'aide à l'activité partielle et du contrat de génération

Ordonnance n° **2016-1580** du 24 novembre 2016 relative à la protection du salaire à Mayotte, au titre des privilèges et de l'assurance

Ordonnance n° **2016-1635** du 01 décembre 2016 renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

Ordonnance n° **2016-1636** du 01 décembre 2016 relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale

Ordonnance n° **2016-1686** du 08 décembre 2016 relative à l'aptitude médicale à la navigation des gens de mer et à la lutte contre l'alcoolisme en mer

Ordonnance n° **2016-1687** du 08 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française

Ordonnance n° **2016-1725** du 15 décembre 2016 relative aux réseaux fermés de distribution

Ordonnance n° **2016-1729** du 15 décembre 2016 relative aux pharmacies à usage intérieur

Ordonnance n° **2016-1808** du 22 décembre 2016 relative à l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base

Ordonnance n° **2016-1809** du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées

Ordonnance n° **2016-1812** du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer

Ordonnance n° **2016-1823** du 22 décembre 2016 portant transposition de la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la

gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur

Ordonnance n° **2017-9** du 05 janvier 2017 relative à la sécurité sanitaire

Ordonnance n° **2017-10** du 05 janvier 2017 relative à la mise à jour de la liste des établissements figurant à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

Ordonnance n° **2017-27** du 12 janvier 2017 relative à l'hébergement de données de santé à caractère personnel

Ordonnance n° **2017-28** du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire

Ordonnance n° **2017-29** du 12 janvier 2017 relative aux conditions de reconnaissance de la force probante des documents comportant des données de santé à caractère personnel créés ou reproduits sous forme numérique et de destruction des documents conservés sous une autre forme que numérique

Ordonnance n° **2017-30** du 12 janvier 2017 relative à l'égal accès des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et des conseils de surveillance des établissements et organismes mentionnés aux articles L. 1142-22, L. 1222-1, L. 1413-1, L. 1418-1, L. 1431-1 et L. 5311-1 du code de la santé publique

Ordonnance n° **2017-31** du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

Ordonnance n° **2017-43** du 19 janvier 2017 mettant en œuvre le compte personnel d'activité pour différentes catégories d'agents des chambres d'agriculture, des chambres de commerce et des chambres de métiers et de l'artisanat

Ordonnance n° **2017-44** du 19 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du Règlement sanitaire international de 2005

Ordonnance n° **2017-45** du 19 janvier 2017 relative aux conditions d'accès aux données couvertes par le secret médical ou le secret industriel et commercial pour le compte de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire et à la mutualisation de certaines fonctions d'agences sanitaires nationales

Ordonnance n° **2017-46** du 19 janvier 2017 relative à la prise en charge de la rémunération des personnels des établissements de santé mis à disposition des inspections générales interministérielles et abrogeant les dispositions relatives aux conseillers généraux des établissements de santé

Ordonnance n° **2017-47** du 19 janvier 2017 précisant la procédure de fusion des établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique

Ordonnance n° **2017-48** du 19 janvier 2017 relative à la profession de médecin médical

Ordonnance n° **2017-49** du 19 janvier 2017 relative aux avantages offerts par les personnes fabriquant ou commercialisant des produits ou des prestations de santé

Ordonnance n° **2017-50** du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé

Ordonnance n° **2017-51** du 19 janvier 2017 portant harmonisation des dispositions législatives relatives aux vigilances sanitaires

Ordonnance n° **2017-52** du 19 janvier 2017 modifiant l'objet de l'Association pour l'accès aux garanties locatives et de l'association Foncière Logement

Ordonnance n° **2017-53** du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique

Ordonnance n° **2017-80** du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale

Ordonnance n° **2017-84** du 26 janvier 2017 relative à la Haute Autorité de santé

Ordonnance n° **2017-124** du 02 février 2017 modifiant les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement

Ordonnance n° **2017-192** du 16 février 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé

Ordonnance n° **2017-269** du 02 mars 2017 portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la consommation

Ordonnance n° **2017-303** du 09 mars 2017 relative aux actions en dommages et intérêts du fait des pratiques anticoncurrentielles

Ordonnance n° **2017-378** du 23 mars 2017 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la voirie routière

Ordonnance n° **2017-484** du 06 avril 2017 relative à la création d'organismes dédiés à l'exercice de l'activité de retraite professionnelle supplémentaire et à l'adaptation des régimes de retraite supplémentaire en unités de rente

Ordonnance n° **2017-496** du 06 avril 2017 portant extension des dispositions de l'article 45 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française

Ordonnance n° **2017-543** du 13 avril 2017 portant diverses mesures relatives à la mobilité dans la fonction publique

Ordonnance n° **2017-562** du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques

Ordonnance n° **2017-644** du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé

Ordonnance n° **2017-647** du 27 avril 2017 relative à la prise en compte de l'ancienneté dans les contrats de travail à caractère saisonnier et à leur reconduction

Ordonnance n° **2017-650** du 27 avril 2017 modifiant le livre III du code du patrimoine

Ordonnance n° **2017-651** du 27 avril 2017 relative aux immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques

Ordonnance n° **2017-717** du 03 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense

Ordonnance n° **2017-734** du 04 mai 2017 portant modification des dispositions relatives aux organismes mutualistes

Ordonnance n° **2017-747** du 04 mai 2017 portant diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés

Ordonnance n° **2017-748** du 04 mai 2017 relative à l'agent des sûretés

Ordonnance n° **2017-762** du 04 mai 2017 modifiant la partie législative du code du cinéma et de l'image animée

Ordonnance n° **2017-970** du 10 mai 2017 tendant à favoriser le développement des émissions obligataires

III. Quinquennat 2017-2022 (350 ordonnances publiées)

Ordonnance n° **2017-1090** du 1^{er} juin 2017 relative aux offres de prêt immobilier conditionnées à la domiciliation des salaires ou revenus assimilés de l'emprunteur sur un compte de paiement

Ordonnance n° **2017-1092** du 08 juin 2017 relative aux composantes de la rémunération du pharmacien d'officine

Ordonnance n° **2017-1107** du 22 juin 2017 relative aux marchés d'instruments financiers et à la séparation du régime juridique des sociétés de gestion de portefeuille de celui des entreprises d'investissement

Ordonnance n° **2017-1117** du 29 juin 2017 relative aux règles de conservation, de sélection et d'étude du patrimoine archéologique mobilier

Ordonnance n° **2017-1134** du 05 juillet 2017 portant diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel

Ordonnance n° **2017-1142** du 07 juillet 2017 portant simplification des obligations de dépôt des documents sociaux pour les sociétés établissant un document de référence

Ordonnance n° **2017-1162** du 12 juillet 2017 portant diverses mesures de simplification et de clarification des obligations d'information à la charge des sociétés

Ordonnance n° **2017-1177** du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation des compléments de l'allocation aux adultes handicapés à Mayotte

Ordonnance n° **2017-1178** du 19 juillet 2017 relative à l'adaptation du code de la santé publique à Mayotte

Ordonnance n° **2017-1179** du 19 juillet 2017 portant extension et adaptation outre-mer de dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

Ordonnance n° **2017-1180** du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises

Ordonnance n° **2017-1252** du 09 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur

Ordonnance n° **2017-1385** du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective

Ordonnance n° **2017-1386** du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales

Ordonnance n° **2017-1387** du 22 septembre 2017 relative à la prévisibilité et la sécurisation des relations de travail

Ordonnance n° **2017-1388** du 22 septembre 2017 portant diverses mesures relatives au cadre de la négociation collective

Ordonnance n° **2017-1389** du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au compte professionnel de prévention

Ordonnance n° **2017-1390** du 22 septembre 2017 relative au décalage d'un an de l'entrée en vigueur du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu

Ordonnance n° **2017-1426** du 04 octobre 2017 relative à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques

Ordonnance n° **2017-1432** du 04 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette

Ordonnance n° **2017-1433** du 04 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier

Ordonnance n° **2017-1491** du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte

Ordonnance n° **2017-1519** du 02 novembre 2017 portant adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité

Ordonnance n° **2017-1608** du 27 novembre 2017 relative à la création d'un régime de résolution pour le secteur de l'assurance

Ordonnance n° **2017-1609** du 27 novembre 2017 relative à la prise en charge des dommages en cas de retrait d'agrément d'une entreprise d'assurance

Ordonnance n° **2017-1674** du 08 décembre 2017 relative à l'utilisation d'un dispositif d'enregistrement électronique partagé pour la représentation et la transmission de titres financiers

Ordonnance n° **2017-1717** du 20 décembre 2017 portant transposition de la directive (UE) 2015/2302 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées

Ordonnance n° **2017-1718** du 20 décembre 2017 visant à compléter et mettre en cohérence les dispositions prises en application de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre

2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social

Ordonnance n° **2018-3** du 03 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie

Ordonnance n° **2018-4** du 03 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds

Ordonnance n° **2018-17** du 12 janvier 2018 relative aux conditions de création et de fonctionnement des centres de santé

Ordonnance n° **2018-20** du 17 janvier 2018 relative au service de santé des armées et à l'Institution nationale des invalides

Ordonnance n° **2018-21** du 17 janvier 2018 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé

Ordonnance n° **2018-22** du 17 janvier 2018 relative au contrôle de la mise en œuvre des dispositions du code de l'action sociale et des familles et de l'article L. 412-2 du code du tourisme et aux suites de ce contrôle

Ordonnance n° **2018-74** du 8 février 2018 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Ville de Paris

Ordonnance n° **2018-75** du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris

Ordonnance n° **2018-207** du 28 mars 2018 relative à la réduction du délai probatoire pour les titulaires d'un premier permis de conduire qui ont suivi une formation complémentaire

Ordonnance n° **2018-310** du 27 avril 2018 relative à l'exercice par les avocats inscrits aux barreaux d'États non membres de l'Union européenne de l'activité de consultation juridique et de rédaction d'actes sous seing privé pour autrui

Ordonnance n° **2018-341** du 09 mai 2018 relative au brevet européen à effet unitaire et à la juridiction unifiée du brevet

Ordonnance n° **2018-358** du 16 mai 2018 relative au traitement juridictionnel du contentieux de la sécurité sociale et de l'aide sociale

Ordonnance n° **2018-359** du 16 mai 2018 fixant les modalités de transfert des personnels administratifs des juridictions mentionnées au 1° du I de l'article 109 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle et celles de leur accès aux corps des services judiciaires ou aux corps communs du ministère de la justice

Ordonnance n° **2018-361** du 16 mai 2018 relative à la distribution d'assurances

Ordonnance n° **2018-470** du 12 juin 2018 procédant au regroupement et à la mise en cohérence des dispositions du code de la sécurité sociale applicables aux travailleurs indépendants

Ordonnance n° **2018-474** du 12 juin 2018 relative à la simplification et à l'harmonisation des définitions des assiettes des cotisations et contributions de sécurité sociale

Ordonnance n° **2018-603** du 11 juillet 2018 relative à la procédure disciplinaire devant l'Agence française de lutte contre le dopage

Ordonnance n° **2018-937** du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

Ordonnance n° **2018-1074** du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique

Ordonnance n° **2018-1083** du 05 décembre 2018 portant prorogation des dispositions relatives à l'indemnité de départ volontaire en faveur de certains ouvriers de l'État du ministère des armées

Ordonnance n° **2018-1125** du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel

Ordonnance n° **2018-1127** du 12 décembre 2018 relative au congé du blessé

Ordonnance n° **2018-1128** du 12 décembre 2018 relative au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires

Ordonnance n° **2018-1131** du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche

Ordonnance n° **2018-1135** du 12 décembre 2018 portant diverses dispositions relatives à la gestion de l'infrastructure ferroviaire et à l'ouverture à la concurrence des services de transport ferroviaire de voyageurs

Ordonnance n° **2018-1165** du 19 décembre 2018 modifiant les missions et les obligations incombant aux gestionnaires de réseaux de transport, aux fournisseurs, aux opérateurs d'infrastructures de stockage et aux opérateurs de terminaux méthaniers en matière de fonctionnement du système gazier et définissant les règles relatives au délestage de la consommation de gaz naturel

Ordonnance n° **2018-1178** du 19 décembre 2018 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour parfaire la transposition en droit interne des principes du code mondial antidopage

Ordonnance n° **2019-2** du 04 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile

Ordonnance n° **2019-3** du 04 janvier 2019 relative à certaines modalités d'incitation au départ à destination de personnels militaires

Ordonnance n° **2019-36** du 23 janvier 2019 portant diverses adaptations et dérogations temporaires nécessaires à la réalisation en urgence des travaux requis par

le rétablissement des contrôles à la frontière avec le Royaume-Uni en raison du retrait de cet État de l'Union européenne

Ordonnance n° **2019-48** du 30 janvier 2019 visant à permettre la poursuite de la fourniture à destination du Royaume-Uni de produits liés à la défense et de matériels spatiaux

Ordonnance n° **2019-59** du 30 janvier 2019 relative à l'exercice et au transfert, à titre expérimental, de certaines missions dans le réseau des chambres d'agriculture

Ordonnance n° **2019-75** du 06 février 2019 relative aux mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de services financiers

Ordonnance n° **2019-76** du 06 février 2019 portant diverses mesures relatives à l'entrée, au séjour, aux droits sociaux et à l'activité professionnelle, applicables en cas d'absence d'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

Ordonnance n° **2019-78** du 06 février 2019 relative à la préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de transport routier de personnes et de marchandises et de sûreté dans le tunnel sous la Manche

Ordonnance n° **2019-96** du 13 février 2019 portant transposition de la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services

Ordonnance n° **2019-116** du 20 février 2019 portant transposition de la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services

Ordonnance n° **2019-183** du 11 mars 2019 relative au cadre de fixation des redevances liées à l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire ainsi qu'à l'élaboration et à l'actualisation du contrat entre l'État et SNCF Réseau

Ordonnance n° **2019-207** du 20 mars 2019 relative aux voies réservées et à la police de la circulation pour les jeux Olympiques et Paralympiques de 2024

Ordonnance n° **2019-236** du 27 mars 2019 portant dérogation à l'article L. 551-2 du code de l'environnement nécessaire à la réalisation en urgence des travaux requis par le rétablissement des contrôles à la frontière avec le Royaume-Uni en raison du retrait de cet État de l'Union européenne et modifiant l'ordonnance n° 2019-75 du 6 février 2019 relative aux mesures de préparation au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière de services financiers

Ordonnance n° **2019-358** du 24 avril 2019 relative à l'action en responsabilité pour prix abusivement bas

Ordonnance n° **2019-359** du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées

Ordonnance n° **2019-361** du 24 avril 2019 relative à l'indépendance des activités de conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et au dispositif de certificats d'économie de produits phytopharmaceutiques

Ordonnance n° **2019-362** du 24 avril 2019 relative à la coopération agricole

Ordonnance n° **2019-363** du 24 avril 2019 étendant les pouvoirs de police judiciaire des agents mentionnés à l'article L. 205-1 du code rural et de la pêche maritime et à l'article L. 511-3 du code de la consommation

Ordonnance n° **2019-395** du 30 avril 2019 relative à l'adaptation du contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan dans le cadre de la préfabrication

Ordonnance n° **2019-397** du 30 avril 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne et de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire et adaptation du droit français au règlement (UE) 2016/796 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et abrogeant le règlement (CE) n° 881/2004

Ordonnance n° **2019-414** du 07 mai 2019 modifiant la loi n° 94-589 du 15 juillet 1994 relative à la lutte contre la piraterie et aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer

Ordonnance n° **2019-418** du 07 mai 2019 relative à la vente de logements appartenant à des organismes d'habitations à loyer modéré à des personnes physiques avec application différée du statut de la copropriété

Ordonnance n° **2019-453** du 15 mai 2019 relative à l'expérimentation d'une politique des loyers prenant mieux en compte la capacité financière des ménages nouveaux entrants du parc social

Ordonnance n° **2019-454** du 15 mai 2019 portant adaptation du mode de calcul du supplément de loyer de solidarité

Ordonnance n° **2019-501** du 22 mai 2019 portant simplification de la procédure d'élaboration et de révision des schémas de raccordement au réseau des énergies renouvelables

Ordonnance n° **2019-552** du 03 juin 2019 portant diverses dispositions relatives au groupe SNCF

Ordonnance n° **2019-575** du 12 juin 2019 relative aux activités et à la surveillance des institutions de retraite professionnelle

Ordonnance n° **2019-610** du 19 juin 2019 portant harmonisation de la terminologie du droit de l'armement dans le code de la défense et le code de la sécurité intérieure

Ordonnance n° **2019-697** du 03 juillet 2019 relative aux régimes professionnels de retraite supplémentaire

Ordonnance n° **2019-698** du 03 juillet 2019 portant mise en cohérence des dispositions législatives des codes et lois avec celles du code de commerce dans leur rédaction résultant de l'ordonnance n° 2019-359 du 24 avril 2019 portant refonte du titre IV du livre IV du code de commerce relatif à la transparence, aux pratiques restrictives de concurrence et aux autres pratiques prohibées

Ordonnance n° **2019-700** du 03 juillet 2019 relative aux entrepreneurs de spectacles vivants

Ordonnance n° **2019-724** du 10 juillet 2019 relative à l'expérimentation de la dématérialisation des actes de l'état civil établis par le ministère des affaires étrangères

Ordonnance n° **2019-738** du 17 juillet 2019 prise en application de l'article 28 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice

Ordonnance n° **2019-740** du 17 juillet 2019 relative aux sanctions civiles applicables en cas de défaut ou d'erreur du taux effectif global

Ordonnance n° **2019-741** du 17 juillet 2019 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code monétaire et financier issues de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et à la transformation des entreprises

Ordonnance n° **2019-761** du 24 juillet 2019 relative au régulateur des redevances aéroportuaires

Ordonnance n° **2019-765** du 24 juillet 2019 relative au droit de rectification des informations concernant les bénéficiaires des prestations sociales et des minima sociaux en cas de notification d'indus

Ordonnance n° **2019-766** du 24 juillet 2019 portant réforme de l'épargne retraite

Ordonnance n° **2019-770** du 17 juillet 2019 relative à la partie législative du livre VIII du code de la construction et de l'habitation

Ordonnance n° **2019-784** du 24 juillet 2019 modifiant les dispositions du code minier relatives à l'octroi et à la prolongation des titres d'exploration et d'exploitation des gîtes géothermiques

Ordonnance n° **2019-848** du 21 août 2019 portant extension du code de commerce aux îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2019-861** du 21 août 2019 visant à assurer la cohérence de diverses dispositions législatives avec la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Ordonnance n° **2019-893** du 28 août 2019 portant adaptation des dispositions de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel aux collectivités d'outre-mer régies par l'article 73 de la Constitution et à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2019-950** du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs

Ordonnance n° **2019-963** du 18 septembre 2019 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne au moyen du droit pénal

Ordonnance n° **2019-964** du 18 septembre 2019 prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice

Ordonnance n° **2019-1015** du 02 octobre 2019 réformant la régulation des jeux d'argent et de hasard

Ordonnance n° **2019-1034** du 09 octobre 2019 relative au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (2021-2030)

Ordonnance n° **2019-1067** du 21 octobre 2019 modifiant les dispositions relatives aux offres au public de titres

Ordonnance n° **2019-1068** du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration

Ordonnance n° **2019-1069** du 21 octobre 2019 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire

Ordonnance n° **2019-1101** du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis

Ordonnance n° **2019-1110** du 30 octobre 2019 portant adaptation du livre II du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne

Ordonnance n° **2019-1169** du 13 novembre 2019 relative aux marques de produits ou de service

Ordonnance n° **2019-1170** du 13 novembre 2019 relative au régime juridique du schéma d'aménagement régional

Ordonnance n° **2019-1234** du 27 novembre 2019 relative à la rémunération des mandataires sociaux des sociétés cotées

Ordonnance n° **2019-1335** du 11 décembre 2019 portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la défense

Ordonnance n° **2020-7** du 06 janvier 2020 relative à la prise en compte des besoins de la défense nationale en matière de participation et de consultation du public, d'accès à l'information et d'urbanisme

Ordonnance n° **2020-71** du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre Ier du code de la construction et de l'habitation

Ordonnance n° **2020-115** du 12 février 2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Ordonnance n° **2020-116** du 12 février 2020 portant création d'un droit d'opposition aux brevets d'invention

Ordonnance n° **2020-161** du 26 février 2020 relative au règlement transactionnel par le président de la Commission de régulation de l'énergie du remboursement de la contribution au service public de l'électricité

Ordonnance n° **2020-192** du 04 mars 2020 portant réforme des modalités de délivrance de la légalisation et de l'apostille

Ordonnance n° **2020-232** du 11 mars 2020 relative au régime des décisions prises en matière de santé, de prise en charge ou d'accompagnement social ou médico-social à l'égard des personnes majeures faisant l'objet d'une mesure de protection juridique

Ordonnance n° **2020-234** du 11 mars 2020 modifiant le champ d'application du permis d'armement et du régime des fouilles de sûreté des navires

Ordonnance n° **2020-303** du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-304** du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

Ordonnance n° **2020-305** du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

Ordonnance n° **2020-306** du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Ordonnance n° **2020-307** du 25 mars 2020 relative à la prorogation des mandats des conseillers consulaires et des délégués consulaires et aux modalités d'organisation du scrutin

Ordonnance n° **2020-309** du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale

Ordonnance n° **2020-310** du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants

Ordonnance n° **2020-311** du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante

Ordonnance n° **2020-312** du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux

Ordonnance n° **2020-313** du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux

Ordonnance n° **2020-315** du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure

Ordonnance n° **2020-316** du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-317** du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

Ordonnance n° **2020-318** du 25 mars 2020 portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêté, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-319** du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la

commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-320** du 25 mars 2020 relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques

Ordonnance n° **2020-321** du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-322** du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation

Ordonnance n° **2020-323** du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos

Ordonnance n° **2020-324** du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail

Ordonnance n° **2020-326** du 25 mars 2020 relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics

Ordonnance n° **2020-328** du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour

Ordonnance n° **2020-329** du 25 mars 2020 portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

Ordonnance n° **2020-330** du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-331** du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale

Ordonnance n° **2020-341** du 27 mars 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale

Ordonnance n° **2020-346** du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

Ordonnance n° **2020-347** du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-351** du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-353** du 27 mars 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination de titulaires de droits d'auteurs et de droits voisins en raison des

conséquences de la propagation du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

Ordonnance n° **2020-385** du 1^{er} avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Ordonnance n° **2020-386** du 1^{er} avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle

Ordonnance n° **2020-387** du 1^{er} avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle

Ordonnance n° **2020-388** du 1^{er} avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles

Ordonnance n° **2020-389** du 1^{er} avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel

Ordonnance n° **2020-390** du 1^{er} avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020 et à l'établissement de l'aide publique pour 2021

Ordonnance n° **2020-391** du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-405** du 08 avril 2020 portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

Ordonnance n° **2020-413** du 08 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-427** du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-428** du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-430** du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-460** du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-462** du 22 avril 2020 relative au report du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, et à l'établissement de l'aide publique pour 2021

Ordonnance n° **2020-463** du 22 avril 2020 adaptant l'état d'urgence sanitaire à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis et Futuna

Ordonnance n° **2020-464** du 22 avril 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-331 du 25 mars 2020 relative au prolongement de la trêve hivernale pour son application à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon

Ordonnance n° **2020-505** du 02 mai 2020 instituant une aide aux acteurs de santé conventionnés dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-507** du 02 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-534** du 07 mai 2020 portant diverses dispositions en matière bancaire

Ordonnance n° **2020-538** du 07 mai 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats en cas de force majeure dans les secteurs de la culture et du sport

Ordonnance n° **2020-539** du 07 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-557** du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-303 du 25 mars 2020 portant adaptation de règles de procédure pénale sur le fondement de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-558** du 13 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-305 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif

Ordonnance n° **2020-560** du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-562** du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-595** du 20 mai 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

Ordonnance n° **2020-596** du 20 mai 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-599** du 20 mai 2020 portant mise en œuvre de la convention sur le travail dans la pêche et d'amendements à la convention du travail maritime

Ordonnance n° **2020-638** du 27 mai 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-666** du 03 juin 2020 relative aux délais applicables en matière financière et agricole pendant l'état d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-700** du 10 juin 2020 relative à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers

Ordonnance n° **2020-701** du 10 juin 2020 relative à la surveillance du marché des véhicules à moteur

Ordonnance n° **2020-705** du 10 juin 2020 relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation

Ordonnance n° **2020-737** du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-738** du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique

Ordonnance n° **2020-739** du 17 juin 2020 portant réorganisation de la Banque publique d'investissement et modifiant l'ordonnance n° 2005-722 du 29 juin 2005 relative à la Banque publique d'investissement

Ordonnance n° **2020-740** du 17 juin 2020 relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque

Ordonnance n° **2020-744** du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale

Ordonnance n° **2020-745** du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme

Ordonnance n° **2020-770** du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle

Ordonnance n° **2020-773** du 24 juin 2020 relative aux fourrières automobiles

Ordonnance n° **2020-777** du 24 juin 2020 relative à l'adaptation, pour la saison 2019/2020, du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés

Ordonnance n° **2020-866** du 15 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de l'énergie et du climat

Ordonnance n° **2020-891** du 22 juillet 2020 relative aux procédures du comité de règlement des différends et des sanctions de la Commission de régulation de l'énergie

Ordonnance n° **2020-920** du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Ordonnance n° **2020-921** du 29 juillet 2020 portant diverses mesures d'accompagnement des salariés dans le cadre de la fermeture des centrales à charbon

Ordonnance n° **2020-933** du 29 juillet 2020 relative aux conditions d'exercice d'activités maritimes accessoires et à l'adaptation des conditions d'exercice de certaines activités maritimes aux voyages à proximité du littoral

Ordonnance n° **2020-934** du 29 juillet 2020 portant réorganisation des dispositions du code des transports relatives à la sûreté dans les transports

Ordonnance n° **2020-1142** du 16 septembre 2020 portant création, au sein du code de commerce, d'un chapitre relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation

Ordonnance n° **2020-1144** du 16 septembre 2020 relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles, locaux et installations

Ordonnance n° **2020-1162** du 23 septembre 2020 relative aux conditions de travail des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel

Ordonnance n° **2020-1255** du 14 octobre 2020 relative à l'adaptation de l'allocation et de l'indemnité d'activité partielle

Ordonnance n° **2020-1256** du 14 octobre 2020 étendant et adaptant en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie les dispositions de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Ordonnance n° **2020-1304** du 28 octobre 2020 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la Collectivité européenne d'Alsace

Ordonnance n° **2020-1305** du 28 octobre 2020 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Collectivité européenne d'Alsace

Ordonnance n° **2020-1342** du 04 novembre 2020 renforçant le dispositif de gel des avoirs et d'interdiction de mise à disposition

Ordonnance n° **2020-1395** du 18 novembre 2020 dispensant d'obligation de compatibilité avec les schémas régionaux des carrières les décisions d'exploitation de carrières justifiées par les besoins de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris

Ordonnance n° **2020-1400** du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés

Ordonnance n° **2020-1401** du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière pénale

Ordonnance n° **2020-1402** du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre administratif

Ordonnance n° **2020-1407** du 18 novembre 2020 relative aux missions des agences régionales de santé

Ordonnance n° **2020-1408** du 18 novembre 2020 portant mise en œuvre de la prescription électronique

Ordonnance n° **2020-1441** du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux réunions des instances représentatives du personnel

Ordonnance n° **2020-1442** du 25 novembre 2020 rétablissant des mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail

Ordonnance n° **2020-1443** du 25 novembre 2020 portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-1447** du 25 novembre 2020 portant diverses mesures en matière de santé et de famille dans la fonction publique

Ordonnance n° **2020-1496** du 02 décembre 2020 relative à la centralisation des disponibilités de certains organismes au Trésor

Ordonnance n° **2020-1497** du 02 décembre 2020 portant prorogation et modification de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-1501** du 02 décembre 2020 modifiant l'ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle et la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Ordonnance n° **2020-1502** du 02 décembre 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-1504** du 02 décembre 2020 prorogeant et adaptant les conditions de gestion des programmes européens de la politique de cohésion et des affaires maritimes et de la pêche

Ordonnance n° **2020-1507** du 02 décembre 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire

Ordonnance n° **2020-1544** du 09 décembre 2020 renforçant le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme applicable aux actifs numériques

Ordonnance n° **2020-1553** du 09 décembre 2020 prolongeant, rétablissant ou adaptant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-1590** du 16 décembre 2020 permettant la poursuite de la fourniture à destination du Royaume-Uni de produits liés à la défense et de matériels spatiaux

Ordonnance n° **2020-1595** du 16 décembre 2020 tirant les conséquences du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne en matière d'assurances, de placements collectifs et de plans d'épargne en actions

Ordonnance n° **2020-1596** du 16 décembre 2020 portant diverses mesures relatives aux sociétés établies en France dont tout ou partie du capital social ou des droits de vote est détenu par des personnes établies au Royaume-Uni

Ordonnance n° **2020-1597** du 16 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés et de jours de repos, de renouvellement de certains contrats et de prêt de main-d'œuvre

Ordonnance n° **2020-1599** du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport

Ordonnance n° **2020-1602** du 16 décembre 2020 relative au régulateur des redevances aéroportuaires

Ordonnance n° **2020-1635** du 21 décembre 2020 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière financière

Ordonnance n° **2020-1636** du 21 décembre 2020 relative au régime de résolution dans le secteur bancaire

Ordonnance n° **2020-1639** du 21 décembre 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle

Ordonnance n° **2020-1642** du 21 décembre 2020 portant transposition de la directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels, compte tenu de l'évolution des réalités du marché, et modifiant la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, le code du cinéma et de l'image animée, ainsi que les délais relatifs à l'exploitation des œuvres cinématographiques

Ordonnance n° **2020-1694** du 24 décembre 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2020-1733** du 16 décembre 2020 portant partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Ordonnance n° **2021-45** du 20 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus locaux

Ordonnance n° **2021-49** du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire

Ordonnance n° **2021-71** du 27 janvier 2021 portant réforme de la formation des élus des communes de la Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2021-77** du 27 janvier 2021 modifiant les dispositions du code des transports relatives aux services privés de recrutement et de placement des gens de mer

Ordonnance n° **2021-112** du 03 février 2021 portant rétablissement et adaptation de diverses dispositions visant à préserver les effectifs et les compétences du personnel militaire pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2021-134** du 10 février 2021 portant rétablissement des dispositions permettant la prorogation des contrats des adjoints de sécurité pour faire face à l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2021-135** du 10 février 2021 portant diverses mesures d'urgence dans les domaines du travail et de l'emploi

Ordonnance n° **2021-136** du 10 février 2021 portant adaptation des mesures d'urgence en matière d'activité partielle

Ordonnance n° **2021-137** du 10 février 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-1599 du 16 décembre 2020 relative aux aides exceptionnelles à destination des auteurs et titulaires de droits voisins touchés par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation du virus covid-19 et aux conditions financières de résolution de certains contrats dans les secteurs de la culture et du sport

Ordonnance n° **2021-139** du 10 février 2021 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19

Ordonnance n° **2021-141** du 10 février 2021 relative au prolongement de la trêve hivernale

Ordonnance n° **2021-142** du 10 février 2021 portant prorogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété

Ordonnance n° **2021-167** du 17 février 2021 relative à l'hydrogène

Ordonnance n° **2021-174** du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique

Ordonnance n° **2021-175** du 17 février 2021 relative à la protection social complémentaire dans la fonction publique

Ordonnance n° **2021-206** du 24 février 2021 relative aux installations à câbles prise en application de l'article 128 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

Ordonnance n° **2021-235** du 03 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

Ordonnance n° **2021-236** du 03 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité

Ordonnance n° **2021-237** du 03 mars 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive

2012/27/UE, et mesures d'adaptation au règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité

Ordonnance n° **2021-238** du 03 mars 2021 favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public

Ordonnance n° **2021-266** du 10 mars 2021 portant application de la convention conclue à Nairobi sur l'enlèvement des épaves

Ordonnance n° **2021-267** du 10 mars 2021 relative aux sanctions des infractions aux interdictions de rejets polluants des navires prévues par le Recueil sur la navigation polaire et aux sanctions de la méconnaissance des obligations de surveillance, de déclaration et de vérification des émissions de dioxyde de carbone du secteur du transport maritime prévues par le règlement (UE) 2015/757 du 29 avril 2015

Ordonnance n° **2021-291** du 17 mars 2021 relative aux groupements hospitaliers de territoires et à la médicalisation des décisions à l'hôpital

Ordonnance n° **2021-292** du 17 mars 2021 visant à favoriser l'attractivité des carrières médicales hospitalières

Ordonnance n° **2021-369** du 31 mars 2021 portant extension et adaptation de diverses dispositions relatives aux gens de mer exerçant à bord de navires immatriculés dans les îles Wallis et Futuna et dans les Terres australes et antarctiques françaises

Ordonnance n° **2021-373** du 31 mars 2021 relative à la sûreté portuaire

Ordonnance n° **2021-407** du 08 avril 2021 complétant les missions et les capacités d'intervention de Voies navigables de France (VNF)

Ordonnance n° **2021-408** du 08 avril 2021 relative à l'autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais

Ordonnance n° **2021-409** du 08 avril 2021 relative au transport fluvial et à la navigation intérieure

Ordonnance n° **2021-442** du 14 avril 2021 relative à l'accès aux données des véhicules

Ordonnance n° **2021-443** du 14 avril 2021 relative au régime de responsabilité pénale applicable en cas de circulation d'un véhicule à délégation de conduite et à ses conditions d'utilisation

Ordonnance n° **2021-444** du 14 avril 2021 relative à la protection du domaine public ferroviaire

Ordonnance n° **2021-484** du 21 avril 2021 relative aux modalités de représentation des travailleurs indépendants recourant pour leur activité aux plateformes et aux conditions d'exercice de cette représentation

Ordonnance n° **2021-485** du 21 avril 2021 relative à la reproduction, à l'amélioration et à la préservation du patrimoine génétique des animaux d'élevage

Ordonnance n° **2021-487** du 21 avril 2021 relative à l'exercice des activités des plateformes d'intermédiation numérique dans divers secteurs du transport public routier

Ordonnance n° **2021-488** du 21 avril 2021 relative aux mesures relevant du domaine de la loi nécessaires pour assurer la conformité du droit interne aux principes du code mondial antidopage et renforcer l'efficacité de la lutte contre le dopage

Ordonnance n° **2021-552** du 05 mai 2021 portant actualisation et adaptation des dispositions du code de l'éducation relatives à l'outre-mer

Ordonnance n° **2021-580** du 12 mai 2021 portant transposition du 6 de l'article 2 et des articles 17 à 23 de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

Ordonnance n° **2021-581** du 12 mai 2021 relative à l'identification électronique des utilisateurs de services numériques en santé et des bénéficiaires de l'assurance maladie

Ordonnance n° **2021-582** du 12 mai 2021 relative à la labellisation, à la gouvernance et au fonctionnement des hôpitaux de proximité

Ordonnance n° **2021-583** du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds

Ordonnance n° **2021-584** du 12 mai 2021 relative aux communautés professionnelles territoriales de santé et aux maisons de santé

Ordonnance n° **2021-611** du 19 mai 2021 relative aux services aux familles

Ordonnance n° **2021-614** du 19 mai 2021 relative à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique

Ordonnance n° **2021-615** du 19 mai 2021 soumettant à l'avis du représentant de l'État les projets de modification substantielle des caractéristiques techniques des autoroutes relevant de la Collectivité européenne d'Alsace

Ordonnance n° **2021-616** du 19 mai 2021 relative aux conditions dans lesquelles l'Eurométropole de Strasbourg assure l'engagement pris par l'État dans le cadre de la convention financière annexée à la convention passée entre l'État et la société ARCOS relative à l'autoroute A 355

Ordonnance n° **2021-649** du 26 mai 2021 relative à la transposition de la directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur

Ordonnance n° **2021-650** du 26 mai 2021 portant transposition de la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen et relative aux mesures d'adaptation des pouvoirs de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse

Ordonnance n° **2021-658** du 26 mai 2021 renforçant la formation de certains agents publics afin de favoriser leur évolution professionnelle

Ordonnance n° **2021-659** du 26 mai 2021 relative aux modalités d'instauration d'une taxe sur le transport routier de marchandises recourant à certaines voies du domaine public routier de la Collectivité européenne d'Alsace

Ordonnance n° **2021-702** du 02 juin 2021 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique de l'État

Ordonnance n° **2021-738** du 09 juin 2021 portant transposition de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers

Ordonnance n° **2021-796** du 23 juin 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement

Ordonnance n° **2021-797** du 23 juin 2021 relative au recouvrement, à l'affectation et au contrôle des contributions des employeurs au titre du financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage

Ordonnance n° **2021-798** du 23 juin 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil

Ordonnance n° **2021-858** du 30 juin 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties

Ordonnance n° **2021-859** du 30 juin 2021 relative aux pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Ordonnance n° **2021-860** du 30 juin 2021 portant changement d'appellation de l'armée de l'air

Ordonnance n° **2021-957** du 19 juillet 2021 modifiant le chapitre VII « Produits et équipements à risques » du titre V du livre V du code de l'environnement

Ordonnance n° **2021-958** du 19 juillet 2021 transposant la directive (UE) 2019/1153 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière

Ordonnance n° **2021-961** du 19 juillet 2021 relative à la certification périodique de certains professionnels de santé

Ordonnance n° **2021-1009** du 31 juillet 2021 relative à la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif

Ordonnance n° **2021-1013** du 31 juillet 2021 modifiant l'ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail

Ordonnance n° **2021-1159** du 08 septembre 2021 relative aux conditions de recrutement et d'emploi des personnes chargées d'encadrer les volontaires du service national universel

Ordonnance n° **2021-1165** du 08 septembre 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires, modifiant la directive 2010/65/UE et abrogeant la directive 2000/59/CE

Ordonnance n° **2021-1189** du 15 septembre 2021 portant création du Registre national des entreprises

Ordonnance n° **2021-1190** du 15 septembre 2021 relative à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction

Ordonnance n° **2021-1192** du 15 septembre 2021 portant réforme du droit des sûretés

Ordonnance n° **2021-1193** du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du code de commerce

Ordonnance n° **2021-1200** du 15 septembre 2021 relative aux titres Ier et II de la partie législative du livre VII du code monétaire et financier

Ordonnance n° **2021-1214** du 22 septembre 2021 portant adaptation de mesures d'urgence en matière d'activité partielle ;

Ordonnance n° **2021-1247** du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques

Ordonnance n° **2021-1310** du 07 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements

Ordonnance n° **2021-1325** du 13 octobre 2021 réformant l'évaluation de biotechnologies et simplifiant la procédure applicable aux utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés présentant un risque nul ou négligeable

Ordonnance n° **2021-1330** du 13 octobre 2021 relative aux conditions de navigation des navires autonomes et des drones maritimes

Ordonnance n° **2021-1370** du 20 octobre 2021 relative aux mesures de surveillance, de prévention et de lutte contre les maladies animales transmissibles

Ordonnance n° **2021-1391** du 27 octobre 2021 modifiant l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'amélioration de la santé publique, à l'assurance maladie, maternité, invalidité et décès, au financement de la sécurité sociale à Mayotte et à la caisse de sécurité sociale de Mayotte

Ordonnance n° **2021-1470** du 10 novembre 2021 relative à la mise en cohérence des codes et lois avec l'article 23 de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé ;

Ordonnance n° **2021-1490** du 17 novembre 2021 portant transposition de la directive (UE) 2019/1161 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019

modifiant la directive 2009/33/CE relative à la promotion de véhicules de transport routier propres et économes en énergie

Ordonnance n° **2021-1518** du 24 novembre 2021 complétant la transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d’auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

Ordonnance n° **2021-1553** du 1^{er} décembre 2021 relative à l’extension, à l’amélioration et à l’adaptation de certaines prestations de sécurité sociale à Mayotte

Ordonnance n° **2021-1554** du 1^{er} décembre 2021 relative à la mise en œuvre de la création de la cinquième branche du régime général de la sécurité sociale relative à l’autonomie

Ordonnance n° **2021-1574** du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique

Ordonnance n° **2021-1652** du 15 décembre 2021 portant diverses dispositions d’adaptation au droit de l’Union européenne dans le domaine des obligations d’information, de la gouvernance des produits financiers et des limites de position des investisseurs destinées à faciliter le financement des entreprises

Ordonnance n° **2021-1658** du 15 décembre 2021 relative à la dévolution des droits de propriété intellectuelle sur les actifs obtenus par des auteurs de logiciels ou inventeurs non-salariés ni agents publics accueillis par une personne morale réalisant de la recherche

Ordonnance n° **2021-1659** du 15 décembre 2021 relative aux variétés rendues tolérantes aux herbicides

Ordonnance n° **2021-1734** du 22 décembre 2021 transposant la directive 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 et relative à une meilleure application et une modernisation des règles de l’Union en matière de protection des consommateurs

Ordonnance n° **2021-1735** du 22 décembre 2021 modernisant le cadre relatif au financement participatif

Ordonnance n° **2021-1747** du 22 décembre 2021 portant suppression de la carte des formations supérieures, mettant en cohérence et abrogeant diverses dispositions relatives à la recherche et à l’enseignement supérieur et étendant certaines dispositions relatives aux mêmes domaines à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

Ordonnance n° **2021-1843** du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l’Union européenne

Ordonnance n° **2022-43** du 20 janvier 2022 relative à l’organisation du réseau des chambres d’agriculture à l’échelle régionale

Ordonnance n° **2022-68** du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023

Ordonnance n° **2022-232** du 23 février 2022 relative à la protection des intérêts de la défense nationale dans la conduite des opérations spatiales et l'exploitation des données d'origine spatiale

Ordonnance n° **2022-306** du 2 mars 2022 relative à la Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur

Ordonnance n° **2022-307** du 2 mars 2022 relative à la Société du Grand Projet du Sud-Ouest

Ordonnance n° **2022-308** du 2 mars 2022 relative à la Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan

Ordonnance n° **2022-408** du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics

Ordonnance n° **2022-414** du 23 mars 2022 portant adaptation des dispositions du code de la santé publique et du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne dans le domaine des médicaments vétérinaires et aliments médicamenteux

Ordonnance n° **2022-448** du 30 mars 2022 relative aux modalités d'organisation, de fonctionnement et d'exercice des missions du Conseil national des activités privées de sécurité

Ordonnance n° **2022-455** du 30 mars 2022 relative à la surveillance du marché et au contrôle des produits mentionnés au premier paragraphe de l'article 2 du règlement délégué (UE) 2019/945 de la Commission relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord et aux exploitants, issus de pays tiers, de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord

Ordonnance n° **2022-456** du 30 mars 2022 relative à la création d'un régime de déclaration dans le domaine de la sécurité aérienne et à l'adaptation du droit national à l'entrée en vigueur du règlement (UE) 2018/1139 du 4 juillet 2018

Ordonnance n° **2022-478** du 30 mars 2022 portant partie législative du code pénitentiaire

Ordonnance n° **2022-489** du 6 avril 2022 relative à l'aménagement durable des territoires littoraux exposés au recul du trait de côte

Ordonnance n° **2022-492** du 6 avril 2022 renforçant l'autonomie des travailleurs indépendants des plateformes de mobilité, portant organisation du dialogue social de secteur et complétant les missions de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi

Ordonnance n° **2022-533** du 13 avril 2022 définissant la nature, les conditions et les modalités d'octroi par le Gouvernement de privilèges, immunités et facilités à des organisations internationales, des agences décentralisées de l'Union européenne et à certaines associations ou fondations

Ordonnance n° **2022-534** du 13 avril 2022 relative à l'autorisation environnementale des travaux miniers

Ordonnance n° **2022-535** du 13 avril 2022 relative au dispositif d'indemnisation et de réparation des dommages miniers

Ordonnance n° **2022-536** du 13 avril 2022 modifiant le modèle minier et les régimes légaux relevant du code minier

Ordonnance n° **2022-537** du 13 avril 2022 relative à l'adaptation outre-mer du code minier

Ordonnance n° **2022-543** du 13 avril 2022 portant adaptation des dispositions relatives à l'activité réduite pour le maintien en emploi

Ordonnance n° **2022-544** du 13 avril 2022 relative à la déontologie et à la discipline des officiers ministériels

Ordonnance n° **2022-582** du 20 avril 2022 portant adaptation du droit français au règlement (UE) 2017/745 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2017 relatif aux dispositifs médicaux

Ordonnance n° **2022-583** du 20 avril 2022 relative aux missions et compétences de l'établissement « Chambres d'agriculture France »

Ordonnance n° **2022-584** du 20 avril 2022 relative à la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte